



23 AOU 1965

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 21 août 1965

Quebec, Saturday, August 21, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion; otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

Lettres patentes

A.B.C. Asbestos Co. Ltd.

A.B.C. Asbestos cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de juin 1965, constituant en corporation: Allan B. Frank, 3329, Appleton, Montréal, Allen E. Feldman, 6300, Lennox, Montréal, tous deux avocats, et Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 556, Notre-Dame, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce des isolants et de tous produits connexes employés généralement dans les commerces et industries de toutes sortes, sous le nom de « A.B.C. Asbestos Co. Ltd.—A.B.C. Asbestos cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3037-65

Alouette Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker et Daniel Lazare, ces deux derniers de 1010, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Letters Patent

A.B.C. Asbestos Co. Ltd.

A.B.C. Asbestos cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, 3329 Appleton, Montreal, Allen E. Feldman, 6300 Lennox, Montreal, both lawyers, and Louise Tremblay, secretary, fille majeure, 556 Notre-Dame, St-Lambert, for the following purposes:

To deal in insulators and all products connected generally employed in commerce and industry of all kinds, under the name of "A.B.C. Asbestos Co. Ltd.—A.B.C. Asbestos cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3037-65

Alouette Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker and Daniel Lazare, the latter two of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance et de placements, sous le nom de « Alouette Acceptance Corporation », avec un capital total de \$225,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3152-65

Annelise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Julius Cohen, marchand, 2850, Kent, Montréal, Jack Shayne, avocat, 5781, avenue Melling, Côte-St-Luc, et Arthur Marcovitch, avocat, 5525, avenue Trent, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Annelise Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3041-65

Les Appartements Paisley inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Les Appartements Paisley inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3042-65

Association des Domaines Joyeux de St-Alexandre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand L. Fortier, gérant d'affaires, Roger Fortier, professeur, tous deux de 508, rue Raymond, Léo Boucher, vendeur, 206, St-Germain, Lionel

To carry on the business of a finance and investment company, under the name of "Alouette Acceptance Corporation", with a total capital stock of \$225,000, divided into 750 common shares of the par value of \$100 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3152-65

Annelise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Julius Cohen, merchant, 2850 Kent, Montreal, Jack Shayne, advocate, 5781 Melling Avenue, Côte-St-Luc, and Arthur Marcovitch, advocate, 5525 Trent Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Annelise Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 6,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3041-65

Les Appartements Paisley inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Les Appartements Paisley inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3042-65

Association des Domaines Joyeux de St-Alexandre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bertrand L. Fortier, business manager, Roger Fortier, professor, both of 508 Raymond St., Léo Boucher, salesman, 206 St-Germain, Lionel Beau-

Beauchesne, gardien, 136, Jacques-Cartier, tous quatre de St-Jean, et Ted. H. Weitzel, gérant d'affaires, 1091, Lebel, Chambly, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Association des Domaines Joyeux de St-Alexandre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Alexandre, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3142-65

Atelier mécanique d'Alma Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Claude Fraser, industriel, Claire Thivierge, ménagère, épouse dudit Claude Fraser, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de rue Notre-Dame, Alma, Guy Fraser, industriel, et Renate Lavoie, ménagère, épouse dudit Guy Fraser, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 469, Bourgeois, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme mécanicien, sous le nom de « Atelier mécanique d'Alma Itée », avec un capital total de \$80,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 720, rue Fortin, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3020-65

Les Autobus Gaudreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roméo Gaudreault, voiturier, 528, Visitation, Arthur Gaudreault, mécanicien, 540, Visitation, et Raymond Gaudreault, mécanicien, 540, Visitation, tous trois de St-Charles-Borromée, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus Gaudreault inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 528, rue Visitation, St-Charles-Borromée, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3081-65

Autoclub Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

chesne, watchman, 136 Jacques-Cartier, all four of St. John, and Ted. H. Weitzel, business manager, 1091 Lebel, Chambly, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Association des Domaines Joyeux de St-Alexandre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at St-Alexandre, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3142-65

Atelier mécanique d'Alma Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Fraser, industrialist, Claire Thivierge, housewife, wife of the said Claude Fraser, and duly authorized by him for these presents, both of Notre-Dame St., Alma, Guy Fraser, industrialist, and Renate Lavoie, housewife, wife of the said Guy Fraser, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 469 Bourgeois, Alma, for the following purposes:

To carry on business as mechanics, under the name of "Atelier mécanique d'Alma Itée", with a total capital stock of \$80,000, divided into 800 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 720 Fortin St., Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3020-65

Les Autobus Gaudreault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Gaudreault, carrier, 528 Visitation, Arthur Gaudreault, mechanic, 540 Visitation, and Raymond Gaudreault, mechanic, 540 Visitation, all three of St-Charles-Borromée, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Autobus Gaudreault inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 528 Visitation St., St-Charles-Borromée, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3081-65

Autoclub Lac St-Jean inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Couture, commis, 215, rue Collard, Normand Couture, commis, 417, rue Boulanger, et Raynald Bouchard, mécanicien, 307, boulevard Dequen, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Autoclub Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera 215, rue Collard, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3101-65

Ava construction, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Vincenzo Tripodi, Dominic Tripodi, tous deux de 9037, rue St-Urbain, et Giuseppe Nicolo, 7207, rue Casgrain, tous trois entrepreneurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constucteurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ava construction, inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 2994-65

Bourassa, Gagnon et associés, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1965, constituant en corporation: Philippe Casgrain, Paul F. Dingle et Frederick W. Benn, avocats, de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en publicité, en relations extérieures et en information publique, sous le nom de « Bourassa, Gagnon et associés, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 2869-65

**Châteauguay Amateur Athletic Association
L'Association athlétique amateur
de Châteauguay**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Réal Couture, clerk, 215 Collard St., Normand Couture, clerk, 417 Boulanger St., and Raynald Bouchard, mechanic, 307 Dequen Blvd., all three of Alma, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Autoclub Lac St-Jean inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at 215 Collard St., Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3101-65

Ava construction, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Vincenzo Tripodi, Dominic Tripodi, both of 9037 St-Urbain Street, and Giuseppe Nicolo, 7207 Casgrain Street, all three contractors, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Ava construction, inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 2994-65

Bourassa, Gagnon et associés, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Casgrain, Paul F. Dingle and Frederick W. Benn, lawyers, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity, exterior relations and public information counsellors, under the name of "Bourassa, Gagnon et associés, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 2869-65

**Châteauguay Amateur Athletic Association
L'Association athlétique amateur
de Châteauguay**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Lawrence Toop, surveillant des services de ventes, 117, rue Ashmore, Patrick Darcy, contremaitre aux services publics, 129, avenue Lang, et Claude A. Nobel, surveillant, 89, Violette, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Stimuler et favoriser le sport amateur et les activités s'y rattachant, sous le nom de « Châteauguay Amateur Athletic Association — L'Association athlétique amateur de Châteauguay ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3251-65

Club de baseball d'Acton Vale incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Meunier, maître de poste, Jules Gagnon, restaurateur, André Boucher, commis, Robert Ouimet, pharmacien, Flordan Bouthillette, marchand, Henri Boisvert, marchand, Adrien Martel, marchand, André Roy, commis de bureau, Claude Roy, commis de bureau, Denis Asselin, marchand, André Fournier, commis, Yves Bouchard, laitier, et Herman Olivier, journalier, tous treize d'Acton Vale, pour les objets suivants:

Diriger un club de baseball, sous le nom de « Club de baseball d'Acton Vale incorporé ».

La corporation n'acquerra ni ne possédera aucun bien immobilier.

Le siège social de la corporation sera à Acton Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

2528-65

Club de camping et de caravanning Lanaudière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Ladouceur, menuisier, 79, rue Bousquet, St-Charles-Borromée, Normand Pichette, professeur, 75, rue Roy, et Jacques Vézina, électricien, 112, rue Jetté, ces deux derniers de Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club de camping et de caravanning Lanaudière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation sera 112, rue Jetté, Notre-Dame-des-Prairies, district judiciaire de Joliette.

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Lawrence Toop, sales services supervisor, 117 Ashmore Street, Patrick Darcy, utilities foreman, 129 Lang Avenue, and Claude A. Nobel, supervisor, 89 Violette, all three of Châteauguay, for the following purposes.

To promote and enhance amateur sport and connected activities, under the name of "Châteauguay Amateur Athletic Association — L'Association athlétique amateur de Châteauguay".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-0

3251-65

Club de baseball d'Acton Vale incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Meunier, postmaster, Jules Gagnon, restaurant keeper, André Boucher, clerk, Robert Ouimet, pharmacist, Flordan Bouthillette, merchant, Henri Boisvert, merchant, Adrien Martel, merchant, André Roy, clerk, Claude Roy, clerk, Denis Asselin, merchant, André Fournier, clerk, Yves Bouchard, milkman, and Herman Olivier, day-labourer, all thirteen of Acton Vale, for the following purposes:

To direct a baseball club, under the name of "Club de baseball d'Acton Vale incorporé".

The corporation will not acquire nor possess any immoveable.

The head office of the corporation will be at Acton Vale, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2528-65

Club de camping et de caravanning Lanaudière inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Ladouceur, carpenter, 79 Bousquet Street, St-Charles-Borromée, Normand Pichette, professor, 75 Roy Street, and Jacques Vézina, electrician, 112 Jetté Street, the latter two of Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Club de camping et de caravanning Lanaudière inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be at 112 Jetté Street, Notre-Dame-des-Prairies, judicial district of Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3015-65

Club de natation de Québec inc.
Quebec Swimming Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Dion, homme d'affaires, 1217, Ernest-Lavigne, Sillery, Dr Paul Wintle Des Ruisseaux, médecin, 1240, Ernest-Lavigne, Sillery, et Roch Lefrançois, avocat, 3033, St-Castin, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de natation de Québec inc.— Quebec Swimming Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à l'Office municipal du tourisme, 60, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3159-65

Le Comité des citoyens de Granby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Grégoire Duguay, électricien, 15, St-Charles, sud, Philippe Kennes, journaliste, 35, Lansdowne, Jean-Louis Robert, commerçant, 47, Ste-Thérèse, Gaston Breton, industriel, 740, Principale, Gaston L. Tétreault, commerçant, 320, Providence, Gilles Bélanger, avocat, 356, rue Cartier, et Edgar Hevey, contremaître, 85, Jeanne-d'Arc, tous sept de Granby, pour les objets suivants:

Étudier les problèmes importants de la cité de Granby et du district, sous le nom de « Le Comité des citoyens de Granby inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3122-65

Commercial & Technical Computer Services (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1965, constituant en corporation: Donald Murdo McPhail, consultant en administration, 4, chemin Tullamore, Brampton, province d'Ontario, Robert Douglas George Stanbury, solliciteur, 59, avenue Fairmeadow, et Allan Henry Hollingworth, solliciteur, 17,

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3015-65

Club de natation de Québec inc.
Quebec Swimming Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Dion, businessman, 1217 Ernest-Lavigne, Sillery, Dr. Paul Wintle Des Ruisseaux, physician, 1240 Ernest-Lavigne, Sillery, and Roch Lefrançois, advocate, 3033 St-Castin, Ste-Foy, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de natation de Québec inc.— Quebec Swimming Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at the Municipal Tourist Bureau, 60 d'Auteuil St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3159-65

Le Comité des citoyens de Granby inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Grégoire Duguay, electrician, 15 St-Charles South, Philippe Kennes, journalist, 35 Lansdowne, Jean-Louis Robert, trader, 47 Ste-Thérèse, Gaston Breton, industrialist, 740 Main, Gaston L. Tétreault, trader, 320 Providence, Gilles Bélanger, advocate, 356 Cartier St., and Edgar Hevey, foreman, 85 Jeanne-d'Arc, all seven of Granby, for the following purposes:

To study the important problems of the city of Granby and district, under the name of "Le Comité des citoyens de Granby inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3122-65

Commercial & Technical Computer Services (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Murdo McPhail, management consultant, 4 Tullamore Road, Brampton, Province of Ontario, Robert Douglas George Stanbury, solicitor, 59 Fairmeadow Avenue, and Allan Henry Hollingworth, solicitor, 17 Farrington Drive, the latter

Farrington Drive, ces deux derniers de Willowdale, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Fournir la programmation au moyen d'un ordinateur dans toutes ses applications et services s'y rapportant; louer l'équipement à évaluation, sous le nom de « Commercial & Technical Computer Services (Quebec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

2745-65

Deejay Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Hillel Becker, administrateur, 5711, avenue Rand, Côte-St-Luc, Ralph Young, pharmacien, 5, avenue Homedale, Hampstead, et Victor A. Shulimson, administrateur, 45, Larch Drive, New Hyde Park, État de New York, un des États Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fonderies de fer, fonderies de cuivre, usines de laminage, usines de placage, ateliers de mécanique et travaux d'aéronefs, sous le nom de « Deejay Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 480 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3095-65

Développement Tunnel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Dr Gaston Tremblay, médecin, 698, avenue Royale, Beauport, Marcel Painchaud, commerçant, 150, de la Falaise, Villeneuve, Christian Jacques, marchand, 190, de la Falaise, Villeneuve, et Laurent Tremblay, comptable, 1850, chemin Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Développement Tunnel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 698, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3118-65

two of Willowdale, Province of Ontario, for the following purposes:

To provide computer programming in all its applications and services attendant thereto; to rent computing equipment, under the name of "Commercial & Technical Computer Services (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

2745-65

Deejay Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Hillel Becker, executive, 5711 Rand Avenue, Côte-St-Luc, Ralph Young, pharmacist, 5 Homedale Avenue, Hampstead, and Victor A. Shulimson, executive, 45 Larch Drive, New Hyde Park, State of New York, one of the United States of America, for the following purposes:

To carry on the business of iron foundries, brass foundries, rolling mills, plating mills, machine shops and aircraft works, under the name of "Deejay Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 480 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3095-65

Développement Tunnel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Gaston Tremblay, doctor, 698 Royale Avenue, Beauport, Marcel Painchaud, trader, 150 de la Falaise, Villeneuve, Christian Jacques, merchant, 190 de la Falaise, Villeneuve, and Laurent Tremblay, accountant, 1850 Gomin Road, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Développement Tunnel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 698 Royale Avenue, Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3118-65

Dinamik construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roland Roy, courtier en immeubles, 2777, Jeannette, LeMoyné, Marcel Drapeau, constructeur, 2200, La Concorde, Duvernay, et Olivier Colombey, constructeur, 2103, rue Marc, Vimont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Dinamik construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1585, rue Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3029-65

Éclairage technique (Canada) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gilles Hébert, 22, de Barcelone, Candiac, Claude Thivierge, 105, chemin Thackeray, Beaconsfield, Jacques Sylvestre, 5523, McLynn, Montréal, Pierre Viau, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, tous quatre avocats, et Gino Castiglio, étudiant, 6550, Alexis-Contant, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils d'éclairage et matériel accessoire, sous le nom de « Éclairage technique (Canada) Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-0

3058-65

École Française de coupe & de couture Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: François Payette, avocat, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, Jacques L. Auger, avocat, 2630, boulevard Rosemont, Montréal, et Jean-Guy Lalande, notaire, 10926, rue Rome, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter une école de coupe et de couture, sous le nom de « École Française de coupe & de couture Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6642, rue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dinamik construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roland Roy, real estate agent, 2777 Jeannette, LeMoyné, Marcel Drapeau, constructor, 2200 La Concorde, Duvernay, and Olivier Colombey, constructor, 2103 Marc Street, Vimont, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under of name of "Dinamik construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1585 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3029-65

Éclairage technique (Canada) Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Hébert, 22 de Barcelone, Candiac, Claude Thivierge, 105 Thackeray Road, Beaconsfield, Jacques Sylvestre, 5523 McLynn, Montreal, Pierre Viau, 11370 Bruxelles, Montreal North, all four lawyers, and Gino Castiglio, student, 6550 Alexis-Contant, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of lighting apparatus and accessory material, under the name of "Éclairage technique (Canada) Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3058-65

École Française de coupe & de couture Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: François Payette, lawyer, 9029 Gouin Boulevard West, Saraguay, Jacques L. Auger, lawyer, 2630 Rosemont Boulevard, Montreal, and Jean-Guy Lalande, notary, 10926 Rome Street, Montreal-North, for the following purposes:

To operate a cutting and sewing school, under the name of "École Française de coupe & de couture Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,600 common shares of \$10 each and into 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6642 Monkland Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3027-65

Élite électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1965, constituant en corporation: Denis Deschênes, Jean-Paul Lévesque, tous deux de La Pocatière, Raynald Dubé, St-Denis, et J.-Alexandre Martin, Rivière-Ouelle, tous quatre électriciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Élite électrique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2989-65

Les Entreprises Chabot & associés Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1965, constituant en corporation: Léon Nichols, avocat, 1555, Girouard, Denis Robert, stagiaire, 1015, Bourassa, tous deux de St-Hyacinthe, et Huguette Corbeil, secrétaire, fille majeure, 79, rue Guy, Ste-Rosalie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Chabot & associés Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

1918-65

Les Entreprises Hercules inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1965, constituant en corporation: Évangéliste Riendeau, entrepreneur, 7520, boulevard des Laurentides, Auteuil, Jehan Perdriau, avocat, 10681, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, et Maurice Bleau, rentier, 10372, Place Taché, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Hercules inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7520, boulevard des Laurentides, Auteuil, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3027-65

Élite électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Deschênes, Jean-Paul Lévesque, both of La Pocatière, Raynald Dubé, St-Denis, and J.-Alexandre Martin, Rivière-Ouelle, all four electricians, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of « Élite électrique inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and into 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

2989-65

Les Entreprises Chabot & associés Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Nichols, lawyer, 1555 Girouard, Denis Robert, probationer, 1015 Bourassa, both of St-Hyacinthe, and Huguette Corbeil, secretary, fille majeure, 79 Guy Street, Ste-Rosalie, county of Bagot, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Les Entreprises Chabot & associés Itée », with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

1918-65

Les Entreprises Hercules inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Évangéliste Riendeau, contractor, 7520 des Laurentides Boulevard, Auteuil, Jehan Perdriau, lawyer, 10681 St-Michel Boulevard, Montreal North, and Maurice Bleau, annuitant, 10372 Place Taché, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Les Entreprises Hercules inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 7520 des Laurentides Boulevard, Auteuil, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 31e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 2502-65

Entreprises Villeneuve inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André Villeneuve, gérant d'hôtel, Arnold Thiele, architecte, tous deux de 1669, rue Sherbrooke, ouest, et Edwin Jay Winston, avocat, 4836, avenue Grosvenor, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Entreprises Villeneuve inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 5e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3083-65

Fafard & Gervais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jacques Fafard, plombier, Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Luc Gervais, plombier, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Fafard & Gervais inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3112-65

**Ferrier construction cie ltée
Ferrier Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jacques Leduc, 54, avenue Beloeil, Outremont, Denis Durocher, 389, Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, et Michel Dagenais, 800, Bord-du-Lac, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Ferrier construction cie ltée — Ferrier Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 31st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 2502-65

Entreprises Villeneuve inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Villeneuve, hotel operator, Arnold Thiele, architect, both of 1669 Sherbrooke Street West, and Edwin Jay Winston, advocate, 4836 Grosvenor Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Entreprises Villeneuve inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 5th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3083-65

Fafard & Gervais inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Fafard, plumber, Jacqueline Laliberté, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Luc Gervais, plumber, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Fafard & Gervais inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3112-65

**Ferrier construction cie ltée
Ferrier Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Leduc, 54 Beloeil Avenue, Outremont, Denis Durocher, 389 Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, and Michel Dagenais, 800 Bord-du-Lac, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Ferrier construction cie ltée — Ferrier Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 7881, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732

3051-65

Galaxie Aero Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Lefebvre, avocat, 600 Fontainebleau, Duvernay, Jean-Claude Mercure, avocat, 697, Place d'Auteuil, Duvernay, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la science et à la pratique de l'aéronautique et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cette science, sous le nom de « Galaxie Aero Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3161-65

International & Waterway Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et David Kirshenblatt, 5336, Greenwood, ces deux derniers de Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « International & Waterway Holdings Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4018, rue Ste-Catherine, ouest, chambre 103, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3057-65

Intermunicipal Realty & Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Rollin Gallay, 6196, chemin Hudson, Montréal, Joel A. Pinsky, 4597, avenue Oxford, Montréal, tous deux avocats, Sarah Miller, 5394, Place Grovehill, Montréal, et Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 7881 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3051-65

Galaxie Aero Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Lefebvre, lawyer, 600 Fontainebleau, Duvernay, Jean-Claude Mercure, lawyer, 697 Place d'Auteuil, Duvernay, and Cécile Fournier, secretary, unmarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To group the persons interested in the science and practice of aeronautics and to promote their knowledge in the practice of this science, under the name of "Galaxie Aero Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

11732

3161-65

International & Waterway Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and David Kirshenblatt, 5336 Greenwood, the latter two of Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "International & Waterway Holdings Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4018 Ste-Catherine Street West, suite 103, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3057-65

Intermunicipal Realty & Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rollin Gallay, 6196 Hudson Road, Montreal, Joel A. Pinsky, 4597 Oxford Avenue, Montreal, both advocates, Sarah Miller, 5394 Grovehill Place, Montreal, and Isobel Nicholson, 3661 Ste-Famille Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Intermunicipal Realty & Development Corporation », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 3156-65

Intra Taxi Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de taxi, sous le nom de « Intra Taxi Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1410, Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 3132-65

J & M Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, avenue Melling, Côte-St-Luc, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, Montréal, Arthur Marcovitch, 5525, Trent, Côte-St-Luc, et William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « J & M Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 3088-65

J. Guy Lacaille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Lacaille, agent-vendeur, Andrée Robert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Lacaille, tous deux de 2680, Keller, St-Laurent, et Medora

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Intermunicipal Realty & Development Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3156-65

Intra Taxi Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To operate taxicab stands, under the name of "Intra Taxi Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1410 Henri-Bourassa East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3132-65

J & M Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling Avenue, Côte-St-Luc, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, Arthur Marcovitch, 5525 Trent, Côte-St-Luc, and William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "J & M Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3088-65

J. Guy Lacaille inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Lacaille, agent-salesman, Andrée Robert, housewife, wife separate as to property of said Jean-Guy Lacaille, both of 2680 Keller, St-Laurent, and Medora Désy, housewife, wife

Désy, ménagère, épouse séparée de biens d'Albert Lacaille, 5439, Brodeur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus et de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « J. Guy Lacaille inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 370 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3038-65

**Lake Patrick Estates Inc.
Les Domaines Lac Patrick inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, avocat et conseil en loi de la reine, 551, avenue Roslyn, Westmount, Sam Hamovitch, marchand, 750, Kenaston, Mont Royal, Gui L. Caron, courtier en immeubles, et Ruth Caron, courtière en immeubles, épouse séparée de biens dudit Gui L. Caron, ces deux derniers de 608, St-Germain, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Lake Patrick Estates Inc.—Les Domaines Lac Patrick inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

2620-65

Bernard Lanoix (1965) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Joseph Duhamel, industriel, Aldéa Lussier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Duhamel, tous deux de 3245, Cadillac, Montréal, et Valère Parenteau, industriel, rue Decelles, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Bernard Lanoix (1965) limitée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2580-65

**Lave-auto Champlain Itée
Champlain Car-Wash Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

separate as to property of Albert Lacaille, 5439 Brodeur, Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and clothing of all kinds, under the name of "J. Guy Lacaille inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 370 preferred class "A" shares of \$100 each and into 2,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3038-65

**Lake Patrick Estates Inc.
Les Domaines Lac Patrick inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin L. Louis, advocate and Queen's Counsel, 551 Roslyn Avenue, Westmount, Sam Hamovitch, merchant, 750 Kenaston, Mount Royal, Gui L. Caron, realtor, and Ruth Caron, realtor, wife separate as to property of the said Gui L. Caron, the latter two of 608 St-Germain, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Lake Patrick Estates Inc.—Les Domaines Lac Patrick inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

2620-65

Bernard Lanoix (1965) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Duhamel, industrialist, Aldéa Lussier, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Duhamel, both of 3245 Cadillac, Montreal, and Valère Parenteau, industrialist, Decelles St., Tracy, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Bernard Lanoix (1965) limitée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2580-65

**Lave-auto Champlain Itée
Champlain Car-Wash Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roger Marcoux, représentant pour Esso Imperial, Carole Dufour, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Marcoux, tous deux de 367, Carré Dieppe, St-Jean, et Eugène Marcoux, entrepreneur, 621, rue Parc, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un service de lavage de véhicules automobiles dans toutes ses spécialités, sous le nom de «Lave-auto Champlain ltée — Champlain Car-Wash Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 367, Carré Dieppe, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3186-65

Leasehold Containers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Ovil Aumand, industriel, 206, Oakridge Drive, Baie d'Urfé, Guy Auger, vendeur, 853, rue Corbeil, Ste-Dorothée et Eoline Harris, secrétaire, épouse séparée de biens de H. H. Harris, 525, 26e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de contenants, sous le nom de «Leasehold Containers Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 885, Montée de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3093-65

Maurice Lemieux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1965, constituant en corporation: Maurice Lemieux, électricien, 146, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Roger Lemieux, instituteur, St-Pascal, comté de Kamouraska, et Michel Lemieux, rentier, 146, Témiscouata, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de «Maurice Lemieux ltée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3023-65

bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roger Marcoux, Esso Imperial representative, Carole Dufour, housewife, wife separate as to property of the said Roger Marcoux, both of 367 Carré Dieppe, St. John, and Eugène Marcoux, contractor, 621 Park St., Sherbrooke, for the following purposes:

To operate as car-wash service in all its specialties, under the name of "Lave-auto Champlain ltée — Champlain Car-Wash Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 367 Carré Dieppe, St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3186-65

Leasehold Containers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ovil Aumand, industrialist, 206 Oakridge Drive, Baie-d'Urfé, Guy Auger, salesman, 853 Corbeil Street, Ste-Dorothée, and Eoline Harris, secretary, wife separate as to property of H. H. Harris, 525, 26th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal in containers, under the name of "Leasehold Containers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 885 Montée de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3093-65

Maurice Lemieux ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Lemieux, electrician, 146 Témiscouata, Rivière-du-Loup, Roger Lemieux, teacher, St-Pascal, county of Kamouraska, and Michel Lemieux, annuitant, 146 Témiscouata, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Maurice Lemieux ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3023-65

Lespérance & Guimond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de juin 1965, constituant en corporation: Gaston Lespérance, courtier d'assurance, 10811, St-Urbain, Montréal, Georges Guimond, agent d'assurances, 8535, boulevard Lasalle, LaSalle, et Margaret Buchanan, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Guimond, 8535, boulevard Lasalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Lespérance & Guimond inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 7,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2837-65

Lubrico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Edgar Houle, comptable, Roger Veilleux, comptable agréé, et Jacques O'Bready, avocat, tous trois de 230, rue King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie et de lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Lubrico inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3071-65

Mansions Tourist Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Jo Ann Israel, secrétaire, célibataire, 3606, Le Boulevard, Westmount, et Lesbey Roxburgh, gérant de bureau, 85, Hébert, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Mansions Tourist Hotel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Lespérance & Guimond inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Lespérance, insurance broker, 10811 St-Urbain, Montreal, Georges Guimond, insurance agent, 8535 Lasalle Blvd., LaSalle, and Margaret Buchanan, housewife, wife contractually separate as to property of the said Georges Guimond, 8535 Lasalle Blvd., LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Lespérance & Guimond inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value and 7,500 class "A" shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2837-65

Lubrico inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Houle, accountant, Roger Veilleux, chartered accountant, and Jacques O'Bready, advocate, all three of 230 King St. West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware articles and in all kinds of lubricants, under the name of "Lubrico inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3071-65

Mansions Tourist Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, attorney, 4985 Iona Avenue, Montreal, Jo Ann Israel, secretary, spinster, 3606 The Boulevard, Westmount, and Lesley Roxburgh, office of manager, 85 Hébert, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public House and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Mansions Tourist Hotel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3045-65

Marché L. P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, Duvernay, et James Galileo, 1607, Massenet, Chomedey, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie et de viande, sous le nom de « Marché L. P. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11345, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3133-65

Marché Montréal-Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Guy Contant, commerçant, 240, 92 Avenue, Chomedey, Jacques R. Roy, avocat, 174, Desmarceaux, Laval-des-Rapides, et François Godbout, avocat, 4875, Walkley, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Montréal-Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4897, boulevard Gouin, est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3145-65

Marché Tend inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1965, constituant en corporation: Gilles L. Guay, avocat, 15, rue de Vimy, Outremont, Jean R. Salois, avocat, 318, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, et Jocelyne Sévigny, secrétaire, fille majeure, 5230, rue des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Tend inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3045-65

Marché L. P. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, Duvernay, and James Galileo, 1607 Massenet, Chomedey, all three advocates, for the following purposes:

To deal in groceries and meat, under the name of "Marché L. P. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 11345 Gouin Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3133-65

Marché Montréal-Nord inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Guy Contant, trader, 240, 92nd Avenue, Chomedey, Jacques R. Roy, advocate, 174 Desmarceaux, Laval-des-Rapides, and François Godbout, advocate, 4875 Walkley, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Montréal-Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4897 Gouin Blvd. East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3145-65

Marché Tend inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles L. Guay, advocate, 15 de Vimy St., Outremont, Jean R. Salois, advocate, 318 des Prairies Blvd., Laval-des-Rapides, and Jocelyne Sévigny, secretary, fille majeure, 5230 des Érables St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Tend inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 9^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2703-65

Menuiserie Ste-Geneviève inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gérard Ledoux, marchand, Yolande Côté, comptable, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Ledoux, tous deux de 4523, Montée St-Charles, Pierrefonds, et Gaston Côté, menuisier, 22, rue Dollard, St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Menuiserie Ste-Geneviève inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4521, Montée St-Charles, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3169-65

Quality Athletic Wear & Textile Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max Wexler, manufacturier, 5712, avenue Rand, Côte-St-Luc, Simon Gulden, 5181, avenue Bourret, Montréal, Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, et Wolfe Friedman, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier des marchandises de sport, vêtements et équipement de sport de toutes sortes, sous le nom de « Quality Athletic Wear & Textile Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3126-65

Québec fondation et forage inc. Quebec Foundation and Drilling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Cyrille Delage, notaire, 1165, de la Tour, Québec, Rita St-Pierre, 920, Bon Air, Ste-Foy, et Lise Marcoux, 227, Arago, est, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2703-65

Menuiserie Ste-Geneviève inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Ledoux, merchant, Yolande Côté, accountant, wife contractually separate as to property of the said Gérard Ledoux, both of 4523 Montée St-Charles, Pierrefonds, and Gaston Côté, joiner, 22 Dollard St., St-Raphaël-de-l'Île-Bizard, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Menuiserie Ste-Geneviève inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at 4521 Montée St-Charles, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3169-65

Quality Athletic Wear & Textile Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max Wexler, manufacturer, 5712 Rand Avenue, Côte-St-Luc, Simon Gulden, 5181 Bourret Avenue, Montreal, Sydney Phillips, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Wolfe Friedman, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, the latter three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Quality Athletic Wear & Textile Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3126-65

Québec fondation et forage inc. Quebec Foundation and Drilling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Cyrille Delage, notary, 1165 de la Tour, Québec, Rita St-Pierre, 920 Bon Air, Ste-Foy, and Lise Marcoux, 227 Arago East, Québec, the latter two secretaries, filles-majeures, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Québec fondation et forage inc.—Quebec Foundation and Drilling Inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1504, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3087-65

Radioton Import Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Saul Handelman, Lawrence L. Fligel et Stanley Cytrynbaum, avocats, de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier les appareils de reproduction du son et communication dans l'équipement de bureau en général, sous le nom de « Radioton Import Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1460, rue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3127-65

Restaurant Chabanel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max Slapack, c.r., 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, Monroe Abbey, c.r., 519, avenue Clarke, Westmount, tous trois avocats, et Monroe Charlap, étudiant en droit, 2990, avenue Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Chabanel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9320, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3036-65

Restaurant Le Goéland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Rita Beaulieu, commerçante, fille majeure, 2320, Bruno, app.

To carry on business as a construction company, under the name of "Québec fondation et forage inc.—Quebec Foundation and Drilling Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1504 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3087-65

Radioton Import Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Saul Handelman, Lawrence L. Fligel and Stanley Cytrynbaum, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproduction and communication apparatus in office equipment generally, under the name of "Radioton Import Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1460 Union Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3127-65

Restaurant Chabanel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, q.c., 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, Monroe Abbey, q.c., 519 Clarke Avenue, Westmount, all three advocates, and Monroe Charlap, student-at-law, 2990 Soissons Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Chabanel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9320 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3036-65

Restaurant Le Goéland inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rita Beaulieu, trader, fille majeure, 2320 Bruno, apt. 5, Quebec, Monique Hébert, secretary, fille

5, Québec, Monique Hébert, secrétaire, fille majeure, 361, Jeanne-d'Arc, Québec, et Jerry Beaulieu, comptable, 156, Markland, Hamilton, Province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Goéland inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2220, de la Canardière, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3164-65

St-Hubert auto (Jonquière) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Albert Grenier, entrepreneur, Marie-Anne Émond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Grenier, tous deux de 39, Pelletier, Jonquière, et Solange Simard, ménagère, épouse séparée de biens de Maurice Gosselin, 267, Monseigneur-Bégin, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « St-Hubert auto (Jonquière) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2931-65

St. Laurent Health Studio Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, place Campden, Montréal, Irwin S. Brodie, avocat, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de culture physique et salons de beauté, sous le nom de « St. Laurent Health Studio Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 8^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3134-65

Service des loisirs Ste-Clotilde

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

majeure, 361 Jeanne-d'Arc, Québec, and Jerry Beaulieu, accountant, 156 Markland, Hamilton, Province of Ontario, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Le Goéland inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2220 de la Canardière, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3164-65

St-Hubert auto (Jonquière) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Grenier, contractor, Marie-Anne Émond, housewife, wife separate as to property of the said Albert Grenier, both of 39 Pelletier, Jonquière, and Solange Simard, housewife, wife separate as to property of Maurice Gosselin, 267 Monseigneur-Bégin, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of « St-Hubert auto (Jonquière) ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2931-65

St. Laurent Health Studio Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Montreal, Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To operate health studios and reducing salons, under the name of "St. Laurent Health Studio Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3134-65

Service des loisirs Ste-Clotilde

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government

patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Marotte, commis, 5142, Ste-Marie, Gilles Rollin, chauffeur, Micheline Lévesque, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilles Rollin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5132, Ste-Marie, Jean-Paul Massey, chauffeur, Jeannine Taillefer, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Massey, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5014, Ste-Marie, et Gilles Lapalme, vendeur, 4819, Notre-Dame, ouest, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Ste-Clotilde ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3055-65

Shell Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 547, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, avocat, 4945, rue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, avenue Crestwood, Montréal ouest, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie et en chauffage, sous le nom de « Shell Plumbing & Heating inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

3109-65

Silmob Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1965, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Claire Culhane, 2199, Harvard, Montréal, et Grace Blackett, 1451, rue Closse, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Silmob Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Marotte, clerk, 5142 Ste-Marie, Gilles Rollin, chauffeur, Micheline Lévesque, housewife, wife common as to property of said Gilles Rollin, and duly authorized by him for the presents, both of 5132 Ste-Marie, Jean-Paul Massey, chauffeur, Jeannine Taillefer, housewife, wife common as to property of said Jean-Paul Massey, and duly authorized by him for the presents, both of 5014 Ste-Marie, and Gilles Lapalme, salesman, 4819 Notre-Dame West, all six of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Service des loisirs Ste-Clotilde".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3055-65

Shell Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 547 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn Street, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing and heating contractors, under the name of "Shell Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3109-65

Silmob Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, lawyer and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Claire Culhane, 2199 Harvard, Montreal, and Grace Blackett, 1451 Closse Street, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Silmob Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 21^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

2904-65

Société d'outillage Miel Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1965, constituant en corporation: Guy M. Lord, ingénieur, 113, Général-Brock, Roxboro, Roger Miel, dessinateur industriel, 25, Midleton, Dollard-des-Ormeaux, et Philippe Dupéré, comptable, 572, Place Marois, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Société d'outillage Miel Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3086-65

La Société Rogama Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Marcelle Magnan, secrétaire, 11, Dumoncel, Beauport, Anne-Marie Hallé, secrétaire, 163, de l'Espinay, Québec, toutes deux filles majeures, usant de leurs droits, et René Paquet, avocat, 1063, Ploermel, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction; exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « La Société Rogama Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3207-65

Syndicat du développement touristique de St-Alexis-des-Monts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Bisson, avocat, Hélène Leboeuf, secrétaire, fille majeure, tous deux de Trois-Rivières, et Monique Leblanc, secrétaire, fille majeure, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement touristique de St-Alexis-des-Monts et des environs, sous le nom de « Syndicat du développement touristique de St-Alexis-des-Monts ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

2904-65

Société d'outillage Miel Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy M. Lord, engineer, 113 General-Brock, Roxboro, Roger Miel, industrial draughtsman, 25 Midleton, Dollard-des-Ormeaux, and Philippe Dupéré, accountant, 572 Place Marois, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of machines, tools and apparatus, under the name of "Société d'outillage Miel Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3086-65

La Société Rogama Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marcelle Magnan, secretary, 11 Dumoncel, Beauport, Anne-Marie Hallé, secretary, 163 de l'Espinay, Québec, both spinsters of the full age of majority in use of their rights, and René Paquet, advocate, 1063 Ploermel, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company; to operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "La Société Rogama Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

3207-65

Syndicat du développement touristique de St-Alexis-des-Monts

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Bisson, advocate, Hélène Leboeuf, secretary, fille majeure, both of Trois-Rivières, and Monique Leblanc, secretary, fille majeure, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To promote the touristic development of St-Alexis-des-Monts and the surrounding district, under the name of "Syndicat du développement touristique de St-Alexis-des-Monts".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Alexis-des-Monts, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0 2777-65

Télé-câble régional inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Franklin H. Williams, marchand d'automobiles, 200, rue Hillcrest, Roger Rollin, entrepreneur général, 539, rue Principale, et Gilles P. Renaud, ingénieur, 233, rue Charles, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF, sous le nom de « Télé-câble régional inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 267, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0 3166-65

Télé-Tex Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André Bélanger, avocat, 620, rue Crevier, St-Laurent, Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, rue Ritchot, Repentigny, et Gilles Thounin, avocat, 550, rue Notre-Dame, Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public et faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Télé-Tex-Inc », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1506, rue Demontigny, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-0 3113-65

Terrace Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: C. Joshua Borenstein, avocat, 5891, rue Decelles, Arthur A. Garvis, avocat, 4764, de la Peltrie, et Frances

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at St-Alexis-des-Monts, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 2777-65

Télé-câble régional inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Franklin H. Williams, automobile dealer, 200 Hillcrest St., Roger Rollin, general contractor, 539 Main St., and Gilles P. Renaud, engineer, 233 Charles St., all three of Gatineau, for the following purposes:

To operate radio-diffusion and radio transmitting and receiving stations, under the name of "Télé-câble régional inc."; with a total capital stock of \$300,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 267 Notre-Dame St., Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3166-65

Télé-Tex Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Bélanger, advocate, 620 Crevier St., St-Laurent, Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot St., Repentigny, and Gilles Thounin, advocate, 550 Notre-Dame St., Repentigny, for the following purposes:

To carry on the business consisting in furnishing the public with amusement, and to act as publicists, under the name of "Télé-Tex-Inc", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1506 Demontigny St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3113-65

Terrace Stationery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: C. Joshua Borenstein, advocate, 5891 Decelles Street, Arthur A. Garvis, advocate, 4764 de la Peltrie, and Frances Kravitz, secretary, spinster,

Kravitz, secrétaire, célibataire, 3800, rue Bouchette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de libraires, sous le nom de « Terrace Stationery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732

3110-65

G. Tougas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Charles-Joseph Gélinas, avocat et conseil en loi de la reine, 515, avenue Champagnour, Outremont, Claude Benoit, avocat, 1458, Jacques-Lemaistre, Montréal, et Claudine Hugonnet, secrétaire, fille majeure, 500, avenue Pine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « G. Tougas inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3120-65

Trans-Canada Medical Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Lucienne Cloutier, secrétaire, épouse commune en biens de Ross Daniel Purdy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Shirley Purdy, secrétaire, fille majeure, toutes deux de 3349, 43^e Rue, St-Michel, et Marcel Cloutier, vendeur, 116, Montée Major, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et accessoires médicaux, sous le nom de « Trans-Canada Medical Supply Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

3078-65

Welding Overload Mobile Home Specialty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

3800 Bouchette Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as stationers, under the name of "Terrace Stationery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o

3110-65

G. Tougas inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Joseph Gélinas, lawyer and Queen's Counsel, 515, Champagnour Avenue, Outremont, Claude Benoit, lawyer, 1458 Jacques-Lemaistre, Montreal, and Claudine Hugonnet, secretary, fille majeure, 500 Pine Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "G. Tougas inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3120-65

Trans-Canada Medical Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lucienne Cloutier, secretary, wife common as to property of Ross Daniel Purdy, and duly authorized by him for these presents, Shirley Purdy, secretary, fille majeure, both of 3349, 43rd Street, St-Michel, and Marcel Cloutier, salesman, 116 Montée Major, Pont-Viau, for the following purposes:

To deal in articles and medical accessories, under the name of "Trans-Canada Medical Supply Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

3078-65

Welding Overload Mobile Home Specialty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Pierre Gaston, avocat, 298, 35e Avenue, Lachine, Marcel Caron, gérant de bureau, 285, Bord-du-Lac, Dorval, et Claire Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e Avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes et remorques de toutes sortes, sous le nom de « Welding Overload Mobile Home Specialty Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 335, 6e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3053-65

ment of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Gaston, lawyer, 298, 35th Avenue, Lachine, Marcel Caron, office manager, 285 Bord-du-Lac, Dorval, and Claire Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To deal in mobile homes and trailers of all kinds, under the name of "Welding Overload Mobile Home Specialty Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 335, 6th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 3053-65

Lettres patentes supplémentaires

Acme Services & Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Acme Services & Maintenance Co. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Acme Services & Maintenance Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 14871-59 — 1282/83

Aston Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de juin 1965, à la compagnie « South Shore Steel Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1952, changeant son nom en celui de « Aston Industries Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 6166-52 — 1279/101

Atlas-Webster Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juin 1965, à la compagnie « Atlas-Webster Industries Ltd. », subdivisant ses 499 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune en 49,900 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 3149-44 — 1279/102

Supplementary Letters Patent

Acme Services & Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Acme Services & Maintenance Co.", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1959, changing its name to that of "Acme Services & Maintenance Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 14871-59 — 1282/83

Aston Industries Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "South Shore Steel Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1952, changing its name to that of "Aston Industries Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 6166-52 — 1279/101

Atlas-Webster Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Atlas-Webster Industries Ltd.", subdividing its 499 shares of the par value of \$100 each into 49,900 shares of the par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 3149-44 — 1279/102

Beaver Loan Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11^e jour de juin 1965, à la compagnie « Beaver Loan Corp. », 1^o diminuant son capital de \$1,000,000 à \$850,000, le capital-actions annulé étant divisé en 15,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o changeant et subdivisant ses 50,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune en 250,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair; 3^o subdivisant ses 10,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune en 100,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 4^o changeant et subdivisant ses 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 125,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair; 5^o augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 625,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732

1734-63 — 1281/61

H. Bedos & Co. (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18^e jour de juin 1965, à la compagnie « H. Bedos & Co. (Canada) Inc. », subdivisant et convertissant ses 900 actions ordinaires de \$100 chacune en 89,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

5666-51 — 1279/130

Compagnie Simard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23^e jour de juin 1965, à la « Compagnie Simard limitée », 1^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2^o convertissant et subdivisant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

1609-64 — 1281/63

Crosstown Realities (Mtl) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18^e jour de juin 1965, à la compagnie « Crosstown Realities (Mtl) inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$165,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Beaver Loan Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beaver Loan Corp.", 1. reducing its capital from \$1,000,000 to \$850,000, the capital stock annulled being divided into 15,000 class "B" shares of the par value of \$10 each; 2. changing and subdividing its 50,000 class "A" shares of the par value of \$10 each into 250,000 class "A" shares without par value; 3. subdividing its 10,000 class "B" shares of the par value of \$10 each into 100,000 class "B" shares of the par value of \$1 each; 4. changing and subdividing its 2,500 preferred shares of the par value of \$100 each into 125,000 class "A" shares without par value; 5. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 625,000 class "A" shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o

1734-63 — 1281/61

H. Bedos & Co. (Canada) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "H. Bedos & Co. (Canada) Inc.", subdividing and converting its 900 common shares of \$100 each into 89,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

5666-51 — 1279/130

Compagnie Simard limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Compagnie Simard limitée", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. converting and subdividing its 1,000 common shares of a par value of \$100 each into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

1609-64 — 1281/63

Crosstown Realities (Mtl) inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Crosstown Realities (Mtl) inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$165,000, the additional capital stock being divided into 6,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 11788-55 — 1279/133

Les Éditions du Réveil Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de juin 1965, à la compagnie « Les Éditions du Réveil Itée », subdivisant ses 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 3812-47 — 1279/52

Finkel Frieberg Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de mai 1965, à la compagnie « Finkel Frieberg Building Corporation », diminuant son capital de \$100,000 à \$51,300, le capital-actions annulé étant divisé en 487 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 12903-58 — 1280/18

Franco-Italian Import Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juin 1965, à la compagnie « Franco-Italian Import Ltd. », subdivisant et convertissant ses 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 100 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 9,900 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 10971-60 — 1279/114

Hildebrand Family Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de mai 1965, à la compagnie « Hildebrand Family Investment Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 21e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 5254-63 — 1281/68

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 11788-55 — 1279/133

Les Éditions du Réveil Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Éditions du Réveil Itée", subdividing its 600 common shares of a par value of \$100 each into 12,000 common shares of a par value of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732 3812-47 — 1279/52

Finkel Frieberg Building Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Finkel Frieberg Building Corporation", reducing its capital from \$100,000 to \$51,300, the capital stock annulled being into 487 preferred shares of the value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 12903-58 — 1280/18

Franco-Italian Import Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Franco-Italian Import Ltd.", subdividing and converting its 100 common shares of \$100 each into 100 class "A" shares of the par value of \$1 each and into 9,900 class "B" shares of the par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 10971-60 — 1279/114

Hildebrand Family Investment Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hildebrand Family Investment Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 21st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 5254-63 — 1281/68

Les Industries Dobbie (Québec) limitée
The Dobbie Industries (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28^e jour de juin 1965, à la compagnie « Le Rouet limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15^e jour de décembre 1944, changeant son nom en celui de « Les Industries Dobbie (Québec) limitée — The Dobbie Industries (Quebec) Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 6360-44 — 1282/93

Théo Lambert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11^e jour de juin 1965, à la compagnie « Théo Lambert inc. », 1^o convertissant ses 400 actions ordinaires de \$100 chacune en 400 actions privilégiées de \$100 chacune; 2^o augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 1238-64 — 1278/137

Jacques Martel Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25^e jour de juin 1965, à la compagnie « Jacques Martel Itée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 12146-57 — 1280/19

Megantic Manufacturing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3^e jour de juin 1965, à la compagnie « Megantic Manufacturing Company », augmentant son capital de \$49,000 à \$223,600, le capital-actions additionnel étant divisé en 174,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 1959-13 — 1279/1

National Polyform Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28^e jour de juin 1965,

Les Industries Dobbie (Québec) limitée
The Dobbie Industries (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Rouet limitée", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1944, changing its name to that of "Les Industries Dobbie (Québec) limitée — The Dobbie Industries (Quebec) Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 6360-44 — 1282/93

Théo Lambert inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Théo Lambert inc.", 1. converting its 400 common shares of \$100 each into 400 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$50,000 to \$90,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 1238-64 — 1278/137

Jacques Martel Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jacques Martel Itée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 12146-57 — 1280/19

Megantic Manufacturing Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Megantic Manufacturing Company", increasing its capital stock from \$49,000 to \$223,600, the additional capital stock being divided into 174,600 preferred shares of a par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 1959-13 — 1279/1

National Polyform Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Polyform

à la compagnie « Polyform Foam Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « National Polyform Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 2136-65 — 1282/99

Plad Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Plad Industries Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 15400-60 — 1281/76

The St. Catherine St. Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juin 1965, à la compagnie « The St. Catherine St. Centre Inc. », 1° diminuant son capital de \$200,000 à \$71,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,290 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° subdivisant ses 460 actions privilégiées restantes d'une valeur au pair de \$100 chacune en 46,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$71,000 à \$875,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 804,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732 6830-49 — 1281/28

Seven Up Sherbrooke Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Seven Up Sherbrooke Ltée », 1° changeant et subdivisant ses 225 actions ordinaires non émises de \$100 chacune en 22,500 actions privilégiées de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$25,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 75,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 12904-54 — 1280/81

La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juin 1965, à la compagnie « La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée », subdivisant ses 1,500 actions

Foam Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th day of May, 1965, changing its name to that of "National Polyform Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 2136-65 — 1282/99

Plad Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Plad Industries Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 15400-60 — 1281/76

The St. Catherine St. Centre Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The St. Catherine St. Centre Inc.", 1. reducing its capital from \$200,000 to \$71,000, the capital stock annulled being divided into 1,290 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. subdividing its 460 remaining preferred shares of the par value of \$100 each into 46,000 preferred shares of the par value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$71,000 to \$875,000, the additional capital stock being divided into 804,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732-o 6830-49 — 1281/28

Seven Up Sherbrooke Ltée

Notice is hereby given tant, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Seven Up Sherbrooke Ltée", 1. changing and subdividing its 225 unissued common shares of \$100 each into 22,500 preferred shares of \$1 each; 2. increasing its capital stock from \$25,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 75,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732 12904-54 — 1280/81

La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée", subdividing its 1,500 preferred first class shares of \$100

privilégiées de premier rang de \$100 chacune en 6,000 actions privilégiées de premier rang de \$25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

1164-30 — 1282/17

each into 6,000 preferred first class shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

1164-30 — 1282/17

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1588

Section « A »

Québec, le 11 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux salariés de garages dans le cité de Granby et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 701 du 8 avril 1964, relatif aux salariés de garages dans la cité de Granby et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juin 1965;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 701, soit modifié comme suit:

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article III:

« Tout apprenti qui a fréquenté une école visée par la Loi de l'Enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

11760-o

JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1588

Section « B »

Québec, le 11 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1588

Section "A"

Quebec, August 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting Garage employees in the city of Granby and a radius of ten (10) miles of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour gave notice of his intention of submitting and amendment to decree number 701 of April 8, 1964 (Garage employees in the city of Granby and a radius of ten (10) miles of its limits) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette* of June 26, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 701 be amended as follows:

The following sub-section is added to section III:

"Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act, or who has acquired experience elsewhere, must receive a credit proportionate to the duration of his studies and the results of his examinations."

JACQUES PRÉMONT,

11760-o

Clerk of the Executive Council.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1588

Section "B"

Quebec, August 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Furniture industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Furniture industry in the Province of Quebec (made binding by decree number 505 of May, 7, 1952 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the

soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juin 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: QUE ledit décret, numéro 505, soit modifié comme suit:

1° L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

L'Association des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec Incorporée;

D'une part, et,

La Fédération des Travailleurs du Bois ouvrier du Canada; l'Union Internationale des Remboursés de l'Amérique du Nord;

D'autre part,

2° Les articles I à XI sont remplacés par les suivants:

«I. Définitions: Aux fins d'application du présent décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots «chauffeur de chaudières» désignent tout salarié occupé seulement à chauffer, surveiller ou entretenir une chaudière;

b) Les mots «gardien-chauffeur de chaudières» désignent tout salarié occupé seulement à pointer les horloges en plus de chauffer, surveiller ou entretenir une chaudière.

c) Les mots «conducteur (mécanicien) de machines fixes» désignent tout salarié qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification.

d) Le mot «gardien» désigne tout salarié occupé uniquement à la surveillance d'un établissement.

II. *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend toute la province de Québec. Aux fins d'application du présent décret, ce champ d'application est divisé en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire de toute municipalité comprise en tout ou en partie dans un rayon de quinze (15) milles d'un point situé au croisement du boulevard Décarie et de la rue Jean-Talon et, sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, les territoires des municipalités suivantes: Ste-Thérèse-de-Blainville, St-Lin, Terrebonne, St-Bruno, St-Philippe de Laprairie, Maple-Grove et St-Mathieu de Laprairie.

Zone II: La province de Québec à l'exception des territoires des zones I et III.

Zone III: Les municipalités de la province ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de quarante (40) ouvriers.

III. *Champ d'application industriel*: Le champ d'application industriel du présent décret comprend la fabrication, la réparation de tout ameublement de maison ou tout ameublement commercial, des pièces accessoires ou composantes, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau, à l'exception des meubles faits exclusivement de métal, en particulier:

a) Tout ameublement de salle à manger, y compris les cabinets à argenterie, encoignures, chaises, tables, tables à allonge, tables à service,

considération et décision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of June 26, 1965;

WHEREAS the objections made were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 505 be amended as follows:

1. The list of contracting parties is superseded by the following:

“*L'Association des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec Incorporée*;

and, *La Fédération des Travailleurs du Bois ouvrier du Canada*; the Upholsterers' International Union of North America.”

2. Sections I to XI are superseded by the following:

“I. *Definitions*: For the purposes of this decree, the meaning of the following words is given below:

(a) The term “boiler fireman” designates any employee whose sole occupation is to fire, tend or maintain a boiler.

(b) The term “boiler watchman-fireman” designates any employee whose sole occupation is to punch the clocks in addition to firing, tending and maintaining a boiler.

(c) The term “stationary-engine operator” designates any employee who supervises the operation of a stationary engine or sees to its maintenance and inspection.

(d) The term “watchman” designates any employee whose sole occupation is to watch an establishment.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this decree covers the entire Province of Quebec. For the purposes of enforcing this decree, such jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the territory of any municipality wholly or partly located within a fifteen (15) radius from the intersection of Decarie Boulevard and Jean Talon Street. Without limiting the generality of the foregoing, it also covers the territory of the following municipalities: Ste-Thérèse de Blainville, St-Lin, Terrebonne, St-Bruno, St-Philippe de Laprairie, Maple Grove and St-Mathieu de Laprairie.

Zone II: The Province of Quebec, with the exception of the areas of zones I and III.

Zone III: The municipalities of the Province with a population under 3,000 at the last Canada census, provided that the establishments located in this zone do not employ more than forty (40) workmen.

III. *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree covers manufacture and repair of all household and commercial furniture, accessory and component parts, made of wood or combination of wood and any other material except all metal furniture, as follows:

(a) All dining room furniture, including silverware cabinets, corner cupboards, chairs tables, extension tables, serving tables, tea wagons,

wagonnets à thé, faits de bois seulement ou de bois et de toute autre matériaux.

b) Tout ameublement de chambre à coucher, y compris lits en bois, lits pliants, lits d'enfants, bureaux, coiffeuses, chiffonniers, commodes, coffres, costumières, garnitures de toilette, tables de chevet, chaises, garde-robes que lesdits articles soient faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

c) Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner, y compris les buffets, cabinets, bases, chaises, armoires et armoires préfabriquées, petits bancs, tabourets, escabeaux, planches à repasser, tables, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

d) Tout ameublement de maison non énuméré dans les paragraphes «a», «b» et «c», y compris les bancs, bibliothèques, étagères, chaises, bureaux, meubles, secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougères, étagères à magazines, piédestaux, stand à périodique, jardinières, porte-parapluies, services à fumeurs et les tables de tous genres, cabines de téléphone, meuble bar, meuble de couture, meuble de machine à coudre, de fumeurs, armoires murales, encoignure, meubles de radio, de télévision, casier à musique, meubles d'électrophone, pianos, orgues de maison et harmoniums, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

e) Tout ameublement de bureau, y compris les cabinets, armoires, chaises, pupitres, tables, patères, paniers à papier, plateaux, bibliothèques, étagères, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

f) Tout ameublement d'école, y compris les pupitres, chaises, chaises pliantes, tables, bibliothèques, étagères, ameublement de laboratoire, de salles de science domestique, d'entraînement manuel, meubles, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

g) Tout bancs, chaises ou tables pour pelouses, parcs, porches et tout meuble d'été, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

h) Tous meubles divers, y compris les meubles pour enfants, tables et chaises et parcs d'amusement pour enfants, paniers à linge, armoires, pharmacies, lampes, cendriers, fumeurs, bibliothèques et étagères, coffres de cèdre, châssis de canapés, ameublement de studio ou de tous les articles rembourrés, pièces de meubles entièrement ou partiellement fabriqués spécialement pour l'assemblage d'un article d'ameublement, faits de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau.

i) Tout ameublement préfabriqué fait de bois seulement ou à la fois de bois et de tout autre matériau, pour églises, hôpitaux, hôtels, salles publiques, clubs, restaurants, tavernes, maisons et magasins y compris tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

L'énumération des articles ci-haut est énonciative et non limitative. Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas les établissements déjà assujettis au décret numéro 1677 du 3 octobre 1962, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, et à ses amendements ultérieurs.

IV. *Taux de salaires*: Les taux minimaux de salaires des salariés, tant féminins que masculins, travaillant à la fabrication ou à la réparation des meubles ou autres articles qui tombent dans le champ d'application industriel du présent décret, de même que ceux des chauffeurs de

made of wood or combination of wood and any other material.

(b) All bedroom furniture, including wooden beds, folding beds, children's beds, dressers, chiffoniers, vanities, chest of drawers, chests, costumiers dressing tables, night tables, chairs, closets made of wood or combination of wood and any other material.

(c) All kitchen and breakfast room furniture, including buffets, cabinets, bases, chairs, cupboards and prefabricated cupboards, stools, stepladders, ironing boards, tables, made of wood or combination of wood and any other material.

(d) All household furniture not enumerated in subsections "a", "b" and "c", including benches, bookcases and shelves chairs, desks and writing tables, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, book stands, flower stands, umbrella stands, smokers' sets and tables of all descriptions, cellarets, telephone booths, sewing cabinets, sewing machine cabinets, smokers' cabinets, wall cabinets, corner cabinets, radio cabinets, television cabinets, music cabinets, record player cabinets, record cabinets, pianos, house organs and harmoniums, made of wood or combination of wood and any other material.

(e) All office furniture, including cabinets, cupboards, chairs, desks, tables, coat and hat racks, waste paper baskets, trays, bookcases, stands, made of wood or combination of wood and any other material.

(f) All school furniture, including desks, chairs, folding chairs, tables, bookcases, stands, laboratory, home economics, manual training furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

(g) All lawn, porch, park and summer furniture, including chairs, tables, benches, made of wood or combination of wood and any other material.

(h) All miscellaneous furniture, including juvenile furniture, tables, chairs and play pens, clothes, hampers, cupboards, medicine chests, lamps, ash trays and smoker's stands, bookcases and stands, cedar chests, chesterfield frames, studio sets and all other upholstered articles, furniture parts, wholly or partially manufactured specifically for incorporating into an article of furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

(i) All prefabricated furniture made of wood or combination of wood and any other material, for churches, hospitals, hotels, public halls, clubs, restaurants, taverns, houses and stores, including all articles enumerated in the above subsections.

The above enunciative enumeration is non-restrictive. Notwithstanding the foregoing provisions, this decree does not govern establishments which are already covered by decree number 1677 of October 3, 1962 and amendments, respecting the Wrought wood industry in the Quebec district.

IV. *Wage rates*: The following minimum wage rates apply to both male and female employees engaged in the manufacture or repair of furniture or other articles included in the present decree's industrial jurisdiction including boiler firemen, boiler-watchmen-firemen, stationary-engine oper-

chaudières, des gardiens-chauffeurs de chaudières, des conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, des gardiens, des personnes préposées principalement à l'expédition, au transport, à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles sont les suivants:

Zone I

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être d'au moins \$1.45 l'heure pour la première année du décret et de \$1.50 l'heure pour la deuxième année et l'année subséquente au cas de renouvellement.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen on fait entrer les avantages sociaux suivants: les contributions payées par l'employeur pour l'assurance-vie, l'indemnité de salaire, l'assurance-maladie, les fonds de pension quels qu'ils soient, les congés annuels et les jours fériés chômés et payés, tant ceux qui sont prescrits par le présent décret que les autres que l'employeur accorde volontairement ou qui sont établis par une convention collective particulière.

Cependant, on ne doit pas tenir compte du salaire, de la majoration pour heures supplémentaires ni des avantages sociaux que touchent les contremaîtres et toute personne qui occupe un poste supérieur à celui de contremaître.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minimaux sont établis et doivent être payés indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages, de tout boni ou prime comme suit:

	L'heure
Premier trimestre.....	\$0.97
Deuxième trimestre.....	1.02
Après le 1er semestre.....	1.08
Après un (1) an.....	1.14
Après deux (2) ans.....	1.19
Étudiant pendant la période de vacances du 1er mai au 30 septembre de chaque année.....	0.87

Les salaires minimaux suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

	L'heure
Première année.....	\$1.01
Après un (1) an.....	1.06

Zone II

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être de \$1.35 l'heure pour la première année du décret et de \$1.40 l'heure pour la deuxième année et l'année subséquente au cas de renouvellement.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen on fait entrer les avantages sociaux suivants: les contributions payées par l'employeur pour l'assurance-vie,

ators, watchmen, shippers, transportation workers, building and machine maintenance and repair men:

Zone I

(a) From the date the amendments to this decree are published in the *Quebec Official Gazette*, the average wage must be at least \$1.45 an hour for the first year of the decree and \$1.50 an hour for the second and any subsequent year in case of renewal.

(b) To arrive at the average wage, the total earnings of all employees covered by this decree are divided by the total number of hours worked.

When computing the average wage, the following social benefits are taken into account: employer's contribution to life-insurance, sickness-insurance, wage indemnity, pension funds (whatever they be), annual vacations, paid legal holidays (those prescribed by the decree as well as those freely granted by the employer or obtained under a special collective agreement).

However, the following is not taken into account: wages, overtime, and social benefits granted to foremen or any other person holding a position above that of foreman.

For the purposes of this decree, the word "foreman" designates a person whose occupation consists of supervising or directing one or more employees. He does not usually do production work.

The established minimum wages shall be paid as follows, irrespective of any overtime, benefits, bonus or differential:

	Per hour
First three months.....	\$0.97
Second three months.....	1.02
After six months.....	1.08
After one (1) year.....	1.14
After two (2) years.....	1.19

Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year... 0.87

The following minimum rates apply to watchmen only:

	Per hour
First year.....	\$1.01
After one (1) year.....	1.06

Zone II

(a) From the date the amendments to this decree are published in the *Quebec Official Gazette*, the average wage must be at least \$1.35 an hour for the first year of the decree and \$1.40 an hour for the second and any subsequent year in case of renewal.

(b) To arrive at the average wage, the total earnings of all employees covered by this decree are divided by the total number of hours worked.

When computing the average wage, the following social benefits are taken into account: employer's contribution to life-insurance, sickness-

l'indemnité de salaire, l'assurance-maladie, les fonds de pension quels qu'ils soient, les congés annuels et les jours fériés chômés et payés, tant ceux qui sont prescrits par le présent décret que les autres que l'employeur accorde volontairement ou qui sont établis par une convention collective particulière.

Cependant, on ne doit pas tenir compte du salaire, de la majoration pour heures supplémentaires ni des avantages sociaux que touchent les contremaîtres et toute personne qui occupe un poste supérieur à celui de contremaître.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés, et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minimaux sont établis et doivent être payés indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages, de tout boni ou prime, comme suit:

	<i>L'heure</i>
Premier trimestre.....	\$0.92
Deuxième trimestre.....	0.96
Après le 1 ^{er} semestre.....	1.01
Après un (1) an.....	1.06
Après deux (2) ans.....	1.10
Étudiants pendant la période de vacances du 1 ^{er} mai au 30 septembre de chaque année.....	0.82

Les salaires minimaux suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

	<i>L'heure</i>
Première année.....	\$0.96
Après un (1) an.....	1.01

Zone III

a) À compter du jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, le salaire moyen doit être au moins de \$1.25 l'heure pour la première année du décret et de \$1.30 l'heure pour la deuxième année et l'année subséquente au cas de renouvellement.

b) Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés visés par le présent décret par le nombre total des heures qu'ils ont effectuées.

Dans le calcul du salaire moyen, on fait entrer les avantages sociaux suivants: les contributions payées par l'employeur pour l'assurance-vie, l'indemnité de salaire, l'assurance-maladie, les fonds de pension quels qu'ils soient, les congés annuels et les jours fériés chômés et payés, tant ceux qui sont prescrits par le présent décret que les autres que l'employeur accorde volontairement ou qui sont établis par une convention collective particulière.

Cependant, on ne doit pas tenir compte du salaire, de la majoration pour heures supplémentaires ni des avantages sociaux que touchent les contremaîtres et toute personne qui occupe un poste supérieur à celui de contremaître.

Aux fins d'application des présentes, le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés, et qui habituellement ne travaille pas à la production.

Les salaires minimaux sont établis et doivent être payés indépendamment de toute majoration pour heures supplémentaires, de tous avantages, de tout boni ou prime, comme suit:

insurance, wage indemnity, pension funds (whatever they be), annual vacation, paid legal holidays (those prescribed by the decree as well as those freely granted by the employer or obtained under a special collective agreement).

However, the following is not taken into account: wages, overtime and social benefits granted to foremen or any other person holding a position above that of foreman.

For the purposes of this decree, the word "foreman" designates a person whose occupation consists of supervising or directing one or more employees. He does not usually do production work.

The established minimum wages shall be paid as follows, irrespective of any overtime, benefits, bonus or differential:

	<i>Per hour</i>
First three months.....	\$0.92
Second three months.....	0.96
After six months.....	1.01
After one (1) year.....	1.06
After two (2) years.....	1.10

Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year. 0.82

The following minimum rates apply to watchmen only:

	<i>Per hour</i>
First year.....	\$0.96
After one (1) year.....	1.01

Zone III

(a) From the date the amendments to this decree are published in the *Quebec Official Gazette*, the average wage must be at least \$1.25 an hour for the first year of the decree and \$1.30 an hour for the second and any subsequent year in case of renewal.

(b) To arrive at the average wage, the total earnings of all employees covered by this decree are divided by the total number of hours worked.

When computing the average wage, the following social benefits are taken into account: employer's contribution to life-insurance, sickness-insurance, wage indemnity, pension funds (whatever they be), annual vacations, paid legal holidays (those prescribed by the decree as well as those freely granted by the employer or obtained under a special collective agreement).

However, the following is not taken into account: wages, overtime and social benefits granted to foremen or any other person holding a position above that of foreman.

For the purposes of this decree, the word "foreman" designates a person whose occupation consists of supervising or directing one or more employees. He does not usually do production work.

The established minimum wages shall be paid as follows, irrespective of any overtime, benefits, bonus or differential:

	<i>L'heure</i>		<i>Per hour</i>
Premier trimestre.....	\$0.87	First three months.....	\$0.87
Deuxième trimestre.....	0.90	Second three months.....	0.90
Après le 1er semestre.....	0.94	After six months.....	0.94
Après un (1) an.....	0.98	After one (1) year.....	0.98
Après deux (2) ans.....	1.01	After two (2) years.....	1.01
Étudiant pendant la période de vacances du 1er mai au 30 septembre de chaque année.....	0.77	Students during their vacation period from May 1 to September 30 of each year.....	0.77

Les salaires minimaux suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

	<i>L'heure</i>		<i>Per hour</i>
Première année.....	\$0.89	First year.....	\$0.89
Après un (1) an.....	0.93	After one (1) year.....	0.93

La durée de service dans l'industrie du meuble en général doit déterminer les taux minimaux ci-dessus aux fins d'application immédiate.

Les augmentations de salaires que tout employeur doit accorder pour atteindre la moyenne de sa zone, doivent être réparties également et d'une manière uniforme, entre tous les salariés.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'industrie du Meuble fait des réclamations de salaires parce que la moyenne minimale n'a pas été observée, les sommes perçues doivent être distribuées par le Comité paritaire à tous les salariés mentionnés dans les rapports faits pour cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant ladite période.

Pour établir la moyenne des salaires prévue au présent article on doit tenir compte des propriétaires des entreprises assujetties aux dispositions du présent décret, et dans le cas d'une compagnie limitée, des salaires des membres du conseil d'administration et des membres du bureau de la compagnie.

V. Les taux de salaires, tant les taux horaires que les taux aux pièces, plus élevés que ceux que contient le présent décret, ne seront pas réduits à l'occasion de la mise en vigueur du présent décret, pourvu qu'il ne survienne pas de changements technologiques.

Au cas de changements technologiques, les nouveaux taux devront être soumis à la décision du Comité paritaire et qui liera les deux parties et sera définitive.

VI. *Durée du travail et heures supplémentaires:*
a) À compter de la première période de paie complète suivant le jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, la semaine normale de travail ne doit pas dépasser quarante-cinq (45) heures, à raison d'un maximum de neuf (9) heures par jour dans les trois zones, du lundi au vendredi inclusivement. Tout travail exécuté en dehors des heures normales mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

b) Le travail durant la semaine normale ci-haut décrite, doit être exécuté entre 7 h. du matin et 6 h. du soir, du lundi au vendredi inclusivement. Tout travail exécuté en dehors des heures normales mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

c) Cependant, l'employeur peut mettre en vigueur un régime d'équipes supplémentaires dont la semaine normale de travail ne doit pas dépasser celle de l'équipe régulière prévue au paragraphe « a » du présent article, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine,

The length of service in the furniture industry in general shall determine the minimum rate for the purpose of immediate application.

Wage increases which every employer has to grant in order to attain the average of his zone shall be distributed equally, in a uniform manner among all employees.

If during the term of the present decree, the Joint Committee of the Furniture Industry makes claims for wages because the minimum average has not been observed, the amounts thus collected shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, in proportion to hours worked during the said period.

To arrive at the average wage as provided for in this section, the following must be taken into consideration: owners of enterprises subject to the provisions of this decree; in the case of a limited company, the wages of the Board of Directors and officers of the company.

V. Wage rates (hourly as well as piece-work) above those laid down in this decree must not be reduced when the present decree comes into force, provided that no technological changes occur.

In the event of technological changes, the new rates shall be submitted to the Joint Committee's decision which shall be binding and final.

VI. *Hours of work and overtime:* (a) From the first complete pay period following the date the amendments to this decree are published in the *Quebec Official Gazette*, working hours are normally not to exceed forty-five (45) hours a week and nine (9) hours a day in all three zones, Monday through Friday inclusively. All work performed over and above the standard hours mentioned in this subsection shall be paid at time and a half.

(b) During the standard work week described above, work shall be performed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday. All work performed over and above the standard hours mentioned in this subsection shall be paid at time and a half.

(c) However, the employer may set up an additional shifts system whose standard work week must not exceed that of the day shift, as provided in subsection "a" of this section, i.e., nine (9) hours a day and forty-five (45) hours a week. Above this, the overtime rates apply. Also, all work per-

après quoi la majoration pour les heures supplémentaires s'applique. De plus, tout travail exécuté par les équipes supplémentaires comporte une prime de sept cents (7¢) l'heure.

d) L'employeur a le droit d'employer une équipe régulière de nuit, sauf le samedi soir et le dimanche. Les salariés faisant partie de telle équipe additionnelle doivent recevoir une prime de sept cents (7¢) l'heure. Tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures normales, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

e) À compter de la première période de paie complète suivant le jour de la publication des amendements au présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, la semaine normale de travail des préposés à l'expédition et à l'entretien ne doit pas dépasser quarante-cinq (45) heures. La journée normale de travail ne doit pas dépasser neuf (9) heures, et il n'y a pas de restriction quant à l'heure du commencement et de la cessation du travail. Tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures normales, soit neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

f) La semaine normale des chauffeurs de chaudières, des gardiens-chauffeurs de chaudières, des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de camions et aides, des conducteurs de camions, des conducteurs de voiture à traction animale et des aides ne doit pas dépasser cinquante-six (56) heures. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%. Cependant, si les chauffeurs de chaudières, les gardiens-chauffeurs de chaudières, ou les mécaniciens de machines fixes font quelque autre travail, ils doivent être payés au taux de salaire majoré pour tout le travail exécuté en sus de quarante-cinq (45) heures par semaine.

g) Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux gardiens. Cependant les gardiens qui font un travail autre que celui qui relève du gardien sont régis par les dispositions des paragraphes « e » et « f » du présent article.

VII. *Dimanches et jours fériés*: a) Tout travail exécuté le dimanche, le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël ainsi que le 26 décembre, doit être payé au taux de salaire majoré de 100%.

Après entente entre l'employeur et les intéressés concernés et avec l'approbation préalable du comité paritaire, il est permis de chômer la journée qui précède ou la journée qui suit immédiatement tout jour férié et de récupérer les heures de travail ainsi perdues au taux normal de salaire, au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas cependant aux chauffeurs de chaudières, aux gardiens-chauffeurs de chaudières, aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, et aux gardiens.

b) Les jours suivants sont des jours fériés chômés et payés:

Première année: le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et la veille du jour de l'An (31 décembre 1965).

Deuxième année et l'année subséquente: Le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Con-

formed by the additional shifts entails a seven (7¢) cents an hour differential.

(d) The employer may employ a regular night shift except on Saturday night and Sunday. Employees on this additional shift shall receive a seven (7¢) cents an hour differential. All work performed over and above the standard working hours nine (9) hours a day and forty-five (45) hours a week shall be paid at time and a half.

(e) From the first complete pay period following the date the amendments to the decree are published in the *Quebec Official Gazette*, working hours are not to exceed forty-five (45) hours a week for shippers and maintenance men. Working hours should not exceed nine (9) hours a day but there is no restriction as to starting and finishing times. All work performed over and above the standard working hours of forty-five (45) hours a week and nine (9) hours a day shall be paid at time and a half.

(f) For boiler firemen, boiler watchmen-firemen, stationary-engine operators, truck drivers and drivers of animal-drawn vehicles and their helpers, the standard work week should not exceed fifty-six (56) hours. All work performed above fifty-six (56) hours shall be paid at time and a half. However, should boiler firemen, boiler watchmen-firemen or stationary-engine operators perform other work, they shall be paid at the overtime rate for any work above the forty-five (45) hour week.

(g) The foregoing provisions do not apply to watchmen. However, watchmen performing work other than that of a watchman fall under the provisions of subsections "e" and "f" of this section.

VII. *Sundays and holidays*: (a) All time worked on Sunday, New Year's Day, January 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day as well as December 26 shall be paid at double time.

Upon agreement between the employer and the employees concerned and with previous approval of the Parity Committee, it is permissible to replace all time lost through unemployment the working day preceding or following immediately all holidays, by an equivalent number of hours of work remunerated at the regular rate, during one or more days mutually agreed upon.

The provisions of this section do not apply to boiler firemen, boiler firemen-watchmen, stationary-engine operators and watchmen.

(b) The following days are paid legal holidays:

First year: Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and New Year's Eve (December 31, 1965).

Second and subsequent year: Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour

fédération, la fête du Travail, le 26 décembre et le 2 janvier.

L'indemnité remise à chaque salarié pour chacun des jours fériés chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire auquel il aurait droit pour une journée de neuf (9) heures de travail au taux normal. Pour bénéficiaire de ces jours fériés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement le jour férié, à moins qu'il n'obtienne, à l'avance, la permission de son employeur.

c) Toutefois, les dispositions des paragraphes « a » et « b » du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où les parties ont déjà convenu par une convention collective particulière de conditions égales ou supérieures à celles qui sont stipulées dans ces mêmes paragraphes.

d) Après entente entre l'employeur et les intéressés et avec l'approbation préalable du Comité paritaire, il est permis de chômer tout jour férié non mentionné au présent article, et de récupérer les heures de travail ainsi perdues au taux normal de salaire, au cours d'un ou plusieurs jours convenus mutuellement.

e) Aucun nouveau salarié ne pourra bénéficier des jours fériés chômés et payés, tel que mentionné au paragraphe « b » ci-dessus, tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas été à l'emploi de l'employeur intéressé pendant une période entière de trente (30) jours.

f) Les équipes dont les heures sont celles mentionnées à l'article VI, paragraphes « c » et « d », peuvent terminer la période de travail déjà commencée et qui dépasse minuit un jour férié spécifié à l'article VII, paragraphes « a » et « b », sans bénéficier de la majoration pour les heures supplémentaires indiquée à l'article VII, paragraphe « a ».

VIII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du lieu de travail un dimanche, un jour férié chômé ou un des jours fériés chômés et payés mentionnés à l'article VII.

IX. Les élèves qui ont suivi des cours dans les écoles de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit d'apprentissage proportionné à la durée de leurs études et aux résultats obtenus.

X. *Indemnité de présence:* a) Tout salarié qui se présente au travail aux heures normales sans avoir été avisé au préalable de ne pas le faire, doit recevoir une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail. Pour bénéficiaire des dispositions du présent article, le salarié doit avoir été au travail pendant la journée ouvrable normale précédente. Cependant, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas s'il s'agit d'un arrêt de l'exploitation de l'usine ou d'un département qui résulte d'un cas de force majeure.

b) Tout salarié à qui l'employeur demande de se présenter au travail, doit recevoir une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail.

XI. a) *Modalités de paiement:* Le salaire, lorsqu'il est payé en espèces, doit être remis au salarié sous enveloppe cachetée.

b) *Bulletin de paie:* Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

- le nom de l'employeur;
- les nom et prénoms du salarié;
- le matricule du salarié;

Day, December 26th and January 2nd.

The amount paid to each employee for each of the above-mentioned legal paid holidays must be equal to the wages to which he would be entitled for a nine (9) hour day at the basic rate. Entitlement to these holidays is obtained by working the work days which immediately precede and follow such holiday, unless the employer's permission has previously been obtained.

(c) However, the provisions of the preceding subsections "a" and "b" do not apply in any case where the parties have already agreed, in a private collective agreement, to equally or more advantageous conditions than those herein stipulated.

(d) Upon agreement between the employer and the employees concerned and with the previous approval of the Parity Committee, it is permissible to replace all time lost through unemployment all holidays not mentioned in this section by an equivalent number of hours of work remunerated at the regular rate, during one or more days mutually agreed upon.

(e) To be entitled to these paid legal holidays provided for in subsection "b" above, any new employee must have worked for the employer concerned for an entire period of thirty (30) days.

(f) Shifts whose work hours are laid down in subsections "c" and "d" of section VI may terminate a period of work already started which goes beyond midnight on a holiday listed in subsections "a" and "b" section VII, without benefitting from the overtime rates mentioned in subsection "a" section VII.

VIII. No employer may punish or threaten to punish, directly or indirectly, a worker who is absent from work on a Sunday, a holiday or a paid legal holiday listed in section VII.

IX. Students who have taken courses in schools under the Specialized Schools Act must be given credits proportionate to the length of studies and results obtained.

X. *Minimum pay:* (a) Any employee who reports to work during regular hours and who has not been previously notified to the contrary, shall receive a minimum remuneration equivalent to three (3) hours' work. The provisions of this section are applicable only if the employee worked the previous regular working day. The provisions of this section do not apply in the case of suspension of operations in a plant or in any department due to circumstances beyond control.

(b) Any employee requested to report for work shall receive a minimum amount equivalent to three (3) hours' pay.

XI. (a) *Payment of salary:* When paid in cash, the salary shall be remitted to the employee in a sealed envelope.

(b) *Earnings statement:* With his pay, each employee shall receive an earnings statement listing following particulars:

- employer's name;
- employee's name in full;
- employee number;

l'emploi occupé par le salarié;
la date du paiement et les périodes de travail
qui correspondent au paiement;
le nombre d'heures normales;
le nombre d'heures majorées;
le taux horaire du salaire;
le montant du salaire brut;
la nature et le montant des retenues opérées;
le montant du salaire net versé au salarié.

XII. Congés annuels payés: a) *Durée du congé:* Tout salarié visé par le présent décret a droit à des congés payés conformément aux dispositions suivantes:

1° Un congé annuel continu payé d'une durée minimale de sept (7) jours après un (1) an de service continu chez un employeur.

2° Un congé annuel continu payé d'une durée minimale d'autant de demi-jours qu'il a de mois civils de service continu dans le cas où il a moins d'un an de service continu chez un employeur.

b) *Période de référence:* La période de service continu chez un employeur pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé intégral, s'étend du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

c) *Services continus:* La durée des services continus signifie la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, le délai-congé et les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

On ne peut faire entrer dans la durée des services continus, les mois civils durant lesquels un salarié n'a pas en fait travaillé quoiqu'il n'y ait pas eu résiliation de son contrat de travail.

d) *Indemnité de congés payés:* Tout salarié qui a moins de cinq (5) ans de service a droit à une indemnité égale à 2% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence.

Tout salarié qui a cinq (5) ans de service ou plus a droit à une indemnité égale à 4% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence.

Le salaire brut global comprend toute rémunération qu'un salarié a gagnée ou reçue et en particulier, le salaire pour les heures normales, les majorations pour heures supplémentaires, les indemnités de jours fériés et de congés annuels, tant celles qui sont prescrites par le présent décret que les autres que l'employeur accorde volontairement ou qui sont établies par une convention collective particulière.

e) *Avantages supplémentaires:* Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, la contribution à une police d'assurance-groupe sur la vie, les prestations de soins médicaux, etc.

f) *Date d'échéance de l'indemnité:* L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

g) *Période des congés:* Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, c'est-à-dire au 1^{er} mai de chaque année.

h) *Fixation de la période de congé:* Le salarié a le droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la période de son congé.

employee's occupation;
date of payment and work periods corresponding thereto;

number of regular hours;
number of overtime hours;
hourly wage rate;
gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net amount of wages.

XII. Annual vacation with pay: (a) *Length of vacation:* Every employee subject to this decree is entitled to paid vacations, pursuant to the following provisions:

(1) An annual paid vacation of seven (7) days' minimum duration after one (1) year's employment with an employer.

(2) When an employee has less than one (1) year's employment with an employer, he is entitled to an annual paid vacation equal to one half-day per calendar month of service.

(b) *Qualifying period:* The continuous employment period with an employer during which time an employee progressively becomes entitled to a complete vacation extends from May 1st of the previous year to April 30 of the current year.

(c) *Continuous employment:* The length of continuous employment means the period during which an employee is bound to his employer by a work contract, even though the carrying out of the contract has been interrupted without cancellation thereof. The following cannot be considered as interrupting the duration of continuous employment: days of illness, if the contract has not been cancelled; days of closing, annual vacation periods, terms of notice, authorized absences, provided the employee has not held any other gainful employment during such time.

The calendar months during which an employee has not worked and the work contract has not been cancelled may count towards the duration of continuous employment.

(d) *Vacation pay:* Every employee with less than five (5) years' service is entitled to vacation pay equal to 2% of his total earnings during the qualifying period.

Every employee with five (5) years' service or more is entitled to vacation pay equal to 4% of his total earnings during the qualifying period.

The gross total earnings includes all monies earned or received, especially: wages for regular hours; overtime; pay for annual vacation and holidays (those prescribed by the decree as well as other freely granted by the employer or obtained under a special collective agreement).

(e) *Additional benefits:* During the employee's vacation, the employer must continue to provide him with benefits in kind or otherwise to which he is entitled, such as contributions to a pension fund, group life-insurance plan, medical care benefits, etc.

(f) *Vacation pay due date:* The vacation pay to which an employee is entitled must be given him before his leaving on vacation.

(g) *Vacation period:* Each vacation must be granted within the twelve (12) months following the date when entitlement to such vacation is acquired, i.e., May 1 of each year.

(h) *Timing of vacation period:* An employee is entitled to be advised of his vacation period at least fifteen (15) days beforehand.

i) *Indemnité compensatrice de congés payés*: Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité des congés auxquels il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions du paragraphe « d » relatives à l'indemnité de congés payés.

j) *Congé obligatoire*: Il est interdit par l'employeur de remplacer par l'indemnité compensatrice le congé prescrit par le présent décret.

XIII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable pour une période de deux ans à compter de la publication de ses amendements dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvelle automatiquement pour une autre année, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date d'expiration du terme original ou avant la date d'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

11760-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1532

Québec, le 3 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'achat d'objets mobiliers livrés à des voituriers pour être délivrés en dehors de la Province de Québec et Loi de l'Impôt sur la vente en détail, chapitre 71 des Statuts refondus de Québec 1964 et amendements.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 27 du chapitre 71 des Statuts refondus de Québec 1964 et amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour mettre à exécution des dispositions de cette loi;

ATTENDU qu'il importe de faire un règlement concernant la livraison à des voituriers par terre, air ou eau, pour délivrance de marchandises en dehors de la Province de Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du revenu:

QUE le présent règlement soit adopté pour prendre effet de la date de sa publication dans la *Gazette officielle*.

Règlement numéro « 3 »

Tout vendeur qui livre des objets mobiliers corporels à un voiturier par terre, air ou eau, autorisé comme tel pour délivrance en dehors de la Province de Québec, n'est pas tenu de percevoir la taxe de vente sur ceux, pourvu que ce vendeur puisse exhiber copie du connaissance certifié par le voiturier.

Tout vendeur qui livre des objets mobiliers corporels en dehors de la Province de Québec, par la poste, n'est pas tenu de percevoir la taxe de vente sur ceux, pourvu que ce vendeur puisse exhiber un reçu émis par le Ministère des Postes, identifiant l'acheteur et l'expéditeur, et pourvu aussi que le vendeur puisse satisfaire le Ministère du Revenu quant à la nature de l'objet expédié.

QUE cet arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil numéro 2485 du 29 décembre 1964.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

11778-o

(i) *Vacation pay compensation*: Should the work contract be cancelled before the employee has been able to take advantage of the full vacation period to which he is entitled, he shall receive a vacation pay compensation for the outstanding vacation period in accordance with the provisions of subsection "d" dealing with vacation pay.

(j) *Compulsory vacation*: No employer is allowed to substitute a vacation pay compensation for the vacation laid down in this decree.

XIII. *Term of the decree*: The present decree is valid for a two-year period from the date its amendments are published in the *Quebec Official Gazette*. It automatically renews itself for another year unless one of the contracting parties notifies the other to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before the expiry date of the original term or of any subsequent year. Such notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

11760-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1532

Quebec, August 3, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the purchase of moveable objects delivered to common carriers to be delivered outside the Province of Quebec and the Retail Sales Tax Act, Chapter 71, R.S.Q. 1964, and amendments.

WHEREAS section 27 of Chapter 71, R.S.Q. 1964 and amendments allows the Lieutenant-Governor in Council to enact regulations for the purpose of carrying into effect the provisions of this Act;

WHEREAS it is necessary to regulate deliveries made to common carriers by land, sea and air, for delivery of merchandise outside the Province of Quebec;

WHEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the present regulation be adopted to take effect as from the date of its publication in the *Official Gazette*.

Regulation number "3"

Any vendor who delivers tangible moveable objects to a common carrier by land, sea or air, authorized as such for delivery outside the Province of Quebec, is not required to collect the sales tax on these objects if he can exhibit a copy of the bill of lading certified by the common carrier.

Any vendor who delivers tangible moveable objects outside the Province of Quebec, by mail, is not required to collect the sales tax on these objects if such vendor can exhibit a receipt from the Post Office Department identifying the purchaser and the sender and provided also that the vendor can satisfy the Department of Revenue as to the nature of the objects delivered.

THAT the present Order in Council replace Order in Council number 2485, dated December 29th, 1964.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

11778-o

Associations coopératives

Le Centre d'Art et de Loisirs
de Notre-Dame du Portage,
association coopérative

(Correction)

Dans l'avis concernant l'association coopérative ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 28 novembre 1964, à la page 6173, veuillez modifier le nom en ajoutant les mots « associatif coopérative », le nom devant se lire: « Le Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative ».

11732-o

Le Centre d'Art et de Loisirs
de Notre-Dame du Portage,
association coopérative

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la modification du règlement de régie interne de « Le Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative », augmentant de sept à neuf le nombre de ses administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 109, paragraphe a) de la Loi des associations coopératives, et ce, avec effet rétroactif à compter du 31 juillet 1965.

Québec, le 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11807-o

RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Le Centre d'Art et de Loisirs
de Notre-Dame du Portage,
association coopérative

(Correction)

In the notice concerning the cooperative association hereinabove mentioned, published in *Quebec Official Gazette*, November 28, 1964, on page 6173, please change the name by adding the words « association coopérative », the name must read: « Le Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative ».

11732

Le Centre d'Art et de Loisirs
de Notre-Dame du Portage,
association coopérative

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the modification of the by-law of internal rule of « Le Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative », increasing from seven to nine the number of its directors, in conformity with the provisions of section 109, paragraph a) of the cooperative Associations Act, and such, with retroactive effect starting from July 31, 1965.

Québec, August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11807

Assistant Secretary of the Province.

Avis

Ville de St-Romuald d'Etchemin

Avis public est par les présentes donné, que conformément à la Loi, le conseil municipal de la ville de St-Romuald d'Etchemin ainsi que le conseil municipal de la municipalité de St-Télesphore présenteront au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour but de demander la fusion de leur municipalité et de créer une nouvelle municipalité.

Cette requête, en résumé, traite des sujets suivants:

- Le nom de la nouvelle municipalité;
- Description du territoire;
- Division en quartiers;
- Loi qui régira la nouvelle municipalité;
- Formation du conseil jusqu'à la première assemblée générale;
- Date de la première séance du conseil;
- Dispositions quant à la confection de la liste des électeurs;
- Date de la première élection générale;
- Formation du conseil après la première élection générale;
- Dispositions quant aux règlements et procès-verbaux de St-Télesphore;
- Dispositions quant à l'évaluation des propriétés de St-Télesphore;
- Dispositions quant à la prolongation des services d'aqueduc et d'égoût;
- Dispositions quant au rôle d'évaluation de St-Télesphore;
- Dispositions quant aux contrats octroyés par St-Télesphore;
- Dispositions quant aux biens meubles et immeubles;
- Dispositions quant aux règlements de la nouvelle municipalité;

Notices

Town of St-Romuald d'Etchemin

Public Notice is hereby given that in conformity with the Law the council of the town of St. Romuald d'Etchemin and the council of the municipality of St-Télesphore will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying the amalgamation of such municipalities and creating a new municipality.

This petition is summarised as follow:

- The name of the new municipality;
- Description of the territory;
- Division of wards;
- The Law governing the new municipality;
- The composition of the council until the first general election;
- Date of the first sitting of the council;
- The preparation of the electoral list;
- Date of the first general election;
- Composition of the council after the first general election;
- Dispositions as to the by-laws, minutes, of St-Télesphore;
- Dispositions as to the valuation of immovable properties of St-Télesphore;
- Dispositions as to the extent water works and sewerage;
- Dispositions as to the evaluation roll of St-Télesphore.
- Dispositions as to the contracts granted by St-Télesphore;
- Dispositions as to movable and immovable properties;
- Dispositions as to the by-laws governing the new municipality.

On peut prendre connaissance de cette requête et en obtenir copie au bureau de la corporation de St-Romuald d'Etchemin ainsi qu'au bureau de M. le maire Jean-Paul Plante, route Trans-Canada, à St-Télesphore.

Les propriétaires tant de St-Télesphore que de St-Romuald d'Etchemin peuvent s'opposer à cette fusion durant le mois qui suit celui au cours duquel cet avis a été publié en faisant connaître les motifs de leur opposition par écrit à la Commission Municipale de Québec.

Donné en la ville de Saint-Romuald d'Etchemin, ce 4e jour d'août 1965.

Vraie copie certifiée:

Le Secrétaire-trésorier,
ANTOINE GOSSELIN.

11670-33-2-o

Municipalité de St-Télesphore

Avis Public est par les présentes donné, que conformément à la Loi, le conseil municipal de la ville de St-Romuald d'Etchemin ainsi que le conseil municipal de la municipalité de St-Télesphore présenteront au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour but de demander la fusion de leur municipalité et de créer une nouvelle municipalité.

Cette requête, en résumé, traite des sujets suivants:

- a) Le nom de la nouvelle municipalité;
- b) Description du territoire;
- c) Division en quartiers;
- d) Loi qui régira la nouvelle municipalité;
- e) Formation du conseil jusqu'à la première assemblée générale;
- f) Date de la première séance du conseil;
- g) Dispositions quant à la confection de la liste des électeurs;
- h) Date de la première élection générale;
- i) Formation du conseil après la première élection générale;
- j) Dispositions quant aux règlements et procès-verbaux de St-Télesphore;
- k) Dispositions quant à l'évaluation des propriétés de St-Télesphore;
- l) Dispositions quant à la prolongation des services d'aqueduc et d'égoût;
- m) Dispositions quant au rôle d'évaluation de St-Télesphore;
- n) Dispositions quant aux contrats octroyés par St-Télesphore;
- o) Dispositions quant aux biens meubles et immeubles;
- p) Dispositions quant aux règlements de la nouvelle municipalité;

On peut prendre connaissance de cette requête et en obtenir copie au bureau de la corporation de St-Romuald d'Etchemin ainsi qu'au bureau de M. le maire Jean-Paul Plante, route Trans-Canada, à St-Télesphore.

Les propriétaires tant de St-Télesphore que de St-Romuald d'Etchemin peuvent s'opposer à cette fusion durant le mois qui suit celui au cours duquel cet avis a été publié en faisant connaître les motifs de leur opposition par écrit à la Commission Municipale de Québec.

Donné en la municipalité de St-Télesphore, ce 4e jour d'août 1965.

Vraie copie certifiée:

Le Secrétaire-trésorier,
ANTENOR MARTINEAU.

11671-33-2-o

Sidney Trachtenberg

Avis est donné que Sydney Trachtenberg, vendeur, de la ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformément

We may examine and obtain copy of this petition at the office of the town of St-Romuald d'Etchemin and at the office of Mr. Mayor Jean-Paul Plante, Trans-Canada Highway, St-Télesphore, County Lévis.

The property owners of St-Romuald d'Etchemin and St-Télesphore may object to the amalgamation in the month following that during which the notice was published in making known the grounds of their objection, in writing, to The Quebec Municipal Commission.

Given to the town of St-Romuald d'Etchemin on August 4, 1965.

Copy certified:

ANTOINE GOSSELIN,
Secretary-Treasurer.

11670-33-2-o

Municipality of St-Télesphore

Public Notice is hereby given that in conformity with the Law the council of the town of St. Romuald d'Etchemin and the council of the municipality of St-Télesphore will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying the amalgamation of such municipalities and creating a new municipality.

This petition is summarised as follow:

- (a) The name of the new municipality;
- (b) Description of the territory;
- (c) Division of wards;
- (d) The Law governing the new municipality
- (e) The composition of the council until the first general election;
- (f) Date of the first sitting of the council;
- (g) The preparation of the electoral list;
- (h) Date of the first general election;
- (i) Composition of the council after the first general election;
- (j) Dispositions as to the by-laws, minutes, of St-Télesphore;
- (k) Dispositions as to the valuation of immovable properties of St-Télesphore;
- (l) Dispositions as to the extent water works and sewerage;
- (m) Dispositions as to the evaluation roll of St-Télesphore.
- (n) Dispositions as to the contracts granted by St-Télesphore;
- (o) Dispositions as to movable and immovable properties;
- (p) Dispositions as to the by-laws governing the new municipality.

We may examine and obtain copy of this petition at the office of the town of St-Romuald d'Etchemin and at the office of Mr. Mayor Jean-Paul Plante, Trans-Canada Highway, St-Télesphore, County Lévis.

The property owners of St-Romuald d'Etchemin and St-Télesphore may object to the amalgamation in the month following that during which the notice was published in making known the grounds of their objection, in writing, to The Quebec Municipal Commission.

Given in the municipality of St-Télesphore on August 4, 1965.

Certified Copy:

ANTENOR MARTINEAU,
Secretary-Treasurer.

11671-33-2-o

Sidney Trachtenberg

Notice is hereby given that Sydney Trachtenberg, salesman, of the city and district of Montreal, province of Quebec, will apply accord-

à la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre de changer son nom de « Sydney Trachtenberg » en celui de « Sydney L. Tracey », ceci à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 9^e jour d'août 1965.

11688-32-2 *Le Procureur du requérant,*
JOHN HERSCHORN.

Sik Yang Chin

Avis est par les présents donné selon la section 5 du bill 31, Loi du changement de nom que « Sik Yang Chin », garçon de table, mari de Dame Shiu Tong Lai, de 4694 rue Jeanne-Mance dans la ville et du district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret de changer son nom à Kwock Yiu Yee. Le changement de son nom bénéficie à sa femme et sa fille mineure, Shirley Won Lee Chin, de la même adresse.

11704-33-2-0 *Le Procureur du requérant,*
MTRE D. A. HADJIS.

Ambroise Lapierre

M. Ambroise Lapierre, communément appelé Robert Marquis, domicilié à 30 Sept-Iles Garden dans la cité de Sept-Iles, donne avis qu'il a transmis une requête au Secrétaire de la Province afin de modifier son nom de Ambroise Lapierre à Robert Marquis.

Ses enfants Paul-Émile, Marie Suzan Heather et Jean-Claude, ainsi que son épouse Muriel Bourbonnière, porteront le nom Marquis dès que la requête aura été accordée.

Le 10 août 1965.

11709-33-2-0 *Les Procureurs du requérant,*
LANGLOIS, DROUIN & RICHARD.

Constantin Pantzaras

Avis est donné que « Constantin Pantzaras », restaurateur, des ville et district de Montréal et y résidant à 5225, chemin Côte des Neiges, app. 604, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil par requête adressé au Secrétaire de la province pour un arrêté en conseil changeant son nom à Dino Pantzara. Ce changement affectera aussi Sarkiri Paraskevi Pantzaras et Elene Pantzaras, tous deux de 4050, St. Kevin, app. 12, Montréal.

Montréal, 23 juillet 1965.

11733-34-2 *Les Procureurs pour le requérant,*
CHARNESS & CHARNESS.

Joseph Yvon Aldoriat Sarazin

Avis est par les présentes donné que « Joseph Yvon Aldoriat Sarazin », pilote, domicilié à 135 boulevard Gamelin dans les cité et district de Hull, s'adresse par requête en vertu de la Loi du changement de nom, au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir le changement de nom en celui de: Ivon Richard Shannon, ce changement de nom pourra affecter Madame Joseph Yvon Aldoriat Sarazin née Carmen Duquette et actuellement domicilié à 60 rue Daly, Ottawa, province d'Ontario.

Signé à Hull, ce 11^e jour de juin 1965.

11734-34-2-0 *Le Procureur du requérant,*
LIONEL MOUGEOT.

Lawrence Joel Tracey

Avis est donné que « Lawrence Joel Trachtenberg », magasinier, des ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformé-

ing to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from "Sydney Trachtenberg" to that of "Sidney L. Tracey", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 9th day of August, 1965.

11688-32-2-0 JOHN HERSCHORN,
Attorney for petitioner.

Sik Yang Chin

Notice is hereby given pursuant to section 5 of bill 31, Change of Name Act that « Sik Yang Chin », waiter, husband of Dame Shiu Tong Lai, residing at 4694 Jeanne-Mance Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the adoption of an order changing his name to Kwock Yiu Yee. The change of his name shall benefit his wife and his minor daughter, Shirley Won Lee Chin, of the same address.

11704-33-2-0 MTRE D. A. HADJIS,
Attorney for applicant.

Ambroise Lapierre

Mr. Ambroise Lapierre, commonly called Robert Marquis, domiciled at 30 Sept-Iles Garden in the city of Sept-Iles, gives notice that he has made a petition to the Provincial Secretary in order to change his name from Ambroise Lapierre to Robert Marquis.

His children Paul-Émile, Marie Suzan Heather and Jean-Claude, as well as his wife, Muriel Bourbonnière, will bear the name Marquis as soon as the request has been granted.

August 10, 1965.

11709-33-2 LANGLOIS, DROUIN & RICHARD,
Attorneys for the Petitioner.

Constantin Pantzaras

Notice is hereby given that "Constantin Pantzaras", restaurateur, of the city and district of Montreal and therein residing at 5225 Côte des Neiges Road, apt. 604, will apply to the Lieutenant-Governor in Council by petition addressed to the Provincial Secretary for an order-in-council changing his name to Dino Pantzara. This change will also affect Sarkiri Paraskevi Pantzaras and Elene Pantzaras both of 4050 St. Kevin, apt. 12, Montreal.

Montreal, July 23, 1965.

11733-34-2-0 CHARNNESS & CHARNNESS,
Solicitors for petitioner.

Joseph Yvon Aldoriat Sarazin

Notice is hereby given, that "Joseph Yvon Aldoriat Sarazin", pilot, domiciled at 135 Boulevard Gamelin in the city and district of Hull, is presenting a petition according to the law change of name act to the Lieutenant-Governor in Council to obtain the change of his name to: Ivon Richard Shannon, said change of his name will affect Mrs. Joseph Yvon Aldoriat Sarazin, born Carmen Duquette and actually domiciled at 60 Daly Street, Ottawa, Province of Ontario.

Signed in Hull, this 11th day of June 1965.

11734-34-2 LIONEL MOUGEOT,
Attorney for the petitioner.

Lawrence Joel Tracey

Notice is hereby given that "Lawrence Joel Trachtenberg", stock-keeper, of the city and district of Montreal, province of Quebec, will

ment à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom de « Lawrence Joel Trachtenberg » en celui de « Lawrence Joel Tracey », celui-ci à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 11e jour d'août 1965.

Le Procureur du requérant,
JOHN HERSCHORN.

11735-34-2

Paul Shpakowsky

« Paul Shpakowsky » donne avis qu'il a déposé entre les mains du secrétaire de la province, une requête afin de changer son nom en celui de « Paul Sparrow ». Les personnes suivantes verront leur nom changer par suite de cette requête; Paul Shpakowsky, 549, 18e Avenue à Lachine, Québec, Michael Shpakowsky même adresse et Lilian Shpakowsky, même adresse.

Montréal, 12 août 1965.

Les Procureurs du requérant,
LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
LACOSTE & PAQUETTE.

11761-34-2-o

Gabriel Terkeltaub

Avis est par les présentes donné que « Gabriel Terkeltaub », étudiant, résidant au No 2325, chemin Iroquois, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom à Gabriel Terkel.

Montréal, le 16 août 1965.

Les Procureurs du requérant,
SPECTOR & SCHECTER.

11804-34-2-o

David Desideriu Terkeltaub

Avis est par les présentes donné que « David Desideriu Terkeltaub », fabricant, résidant au No 2325, chemin Iroquois, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom à David Didier Terkel; ledit changement de nom bénéficiera aussi à sa fille, Viviane Terkeltaub, de la même adresse.

Montréal, le 16 août 1965.

Les Procureurs du requérant,
SPECTOR & SCHECTER.

11805-34-2-o

Shiu Foo Wong

Avis est par les présents donné selon la section 5 du bill 31, Loi du changement de nom que « Shiu Foo Wong », cuisinier, mari de dame Chiu Lai Tang, de 69 rue Marie Anne, est, dans les ville et district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à Ting Chow Yee. Le changement de son nom bénéficie à sa femme et ses fils mineurs, Stephen Yee Wong et Tony Yee Hong Wong, de la même adresse.

Le Procureur du requérant,
M^{RE} D. A. HADJIS.

11806-34-2-o

apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from "Lawrence Joel Trachtenberg" to that of "Lawrence Joel Tracey", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 11th day of August, 1965.

JOHN HERSCHORN,
Attorney for petitioner.

11735-34-2-o

Paul Shpakowsky

"Paul Shpakowsky" hereby gives notice that he has deposited a petition in the hands of the Provincial Secretary in order to change his name into that of "Paul Sparrow". The following people shall have their name changed following this petition: Paul Shpakowsky, 549, 18th Avenue at Lachine, Quebec, Michael Shpakowsky and Lilian Shpakowsky of the same address.

Montreal, August 12, 1965.

LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
LACOSTE & PAQUETTE,
Attorney for the petitioner.

11761-34-2

Gabriel Terkeltaub

Notice is hereby given that "Gabriel Terkeltaub", student, residing at No. 2325 Iroquois Road, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing his name to Gabriel Terkel.

Montreal, August 16, 1965.

SPECTOR & SCHECTER,
Attorneys for Applicant.

11804-34-2-o

David Desideriu Terkeltaub

Notice is hereby given that "David Desideriu Terkeltaub", manufacturer, residing at No. 2325 Iroquois Road, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to David Didier Terkel; said change of name will benefit also his daughter, Viviane Terkeltaub, of the same address.

Montreal, August 16, 1965.

SPECTOR & SCHECTER,
Attorneys for Applicant.

11805-34-2-o

Shiu Foo Wong

Notice is hereby given pursuant to section 5 of bill 31, change of name act that "Shiu Foo Wong", cook, husband of dame Chiu Lai Tang, residing at 69 Marie Anne Street, East, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec for the adoption of an order changing his name to Ting Chow Yee. The change of his name shall benefit his wife and his minor sons Stephen Yee Wong and Tony Yee Hong Wong, of the same address.

M^{RE} D. A. HADJIS,
Attorney for Applicant.

11806-34-2-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun ».

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital Général de Verdun.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Verdun, Québec, dans le district électoral de Verdun.

Québec, le 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
11786-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des employés de Bell Asbestos

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de Bell Asbestos ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Bell Asbestos Mines Limited.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Thetford-Mines, Québec, dans le district électoral de Mégantic.

Québec, le 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
11788-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des employés de Canadian General Electric

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de Canadian General Electric ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Canadian General Electric Limited, de Montréal.

Le siège social de la caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-Laurier.

Québec, le 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
11808-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des employés de Albert Giguère

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des Employés de Albert Giguère ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Albert Giguère Limitée, à Shawinigan.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Shawinigan, Québec, dans le district électoral de St-Maurice.

Québec, le 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
11809-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc de Montréal.

The group in which the union will recruit its members will be the employees of l'Hôpital Général de Verdun.

The head office of this savings and credit union is situated at Verdun, Quebec, in the electoral district of Verdun.

Quebec, August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
11786 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des employés de Bell Asbestos

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de Bell Asbestos".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of Bell Asbestos Mines Limited.

The head office of this savings and credit union is situated at Thetford-Mines, Quebec, in the electoral district of Mégantic.

Quebec, August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
11788 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des employés de Canadian General Electric

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de Canadian General Electric".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of Canadian General Electric Limited, of Montreal.

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-Laurier.

Quebec, August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
11808 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des employés de Albert Giguère

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de Albert Giguère".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of Albert Giguère Limitée, at Shawinigan.

The head office of this savings and credit union is situated at Shawinigan, Quebec, in the electoral district of St-Maurice.

Quebec, August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
11809 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc de Montréal.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal St-Louis.

Québec, le 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11810-o

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal St-Louis.

Quebec, August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11810

Commission du Salaire minimum

Ordonnance No 7, 1965

Industrie de la chaussure

Province de Québec

ERRATA

L'ordonnance no 7, 1965 relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 juillet 1965 doit être corrigée comme suit:

1° À l'article 17, département du finissage, les opérations classées sous 534-4 auraient dû être réparties comme suit:

- 534-4 — Aide-expéditeur;
- Préposé à l'ascenseur;
- Gardien.

- 535-5 — Messagers;
- Balayeurs.

2° Le troisième alinéa du texte français du paragraphe « C » de l'article 6 de ladite ordonnance doit se lire comme suit:

« Les mots « contremaître » et « assistant-contremaître » comprennent également la contremaîtresse et l'assistante-contremaîtresse, sauf si une contremaîtresse n'a que dix (10) employées ou moins sous ses ordres, elle sera considérée comme assistante-contremaîtresse ».

Commission du Salaire Minimum,

Le Secrétaire,

11811-o

CHARLES BÉLANGER.

Minimum Wage Commission

Ordinance No. 7, 1965

Shoe Industry

Province of Quebec

ERRATA

Ordinance No. 7, 1965 relating to the Shoe Industry in the province of Quebec published in the *Quebec Official Gazette* of July 10, 1965 should be corrected as follows:

1. In Section 17, Finishing Department, operations classified under 534-4 should be divided as follows:

- 534-4 — Shipper's help;
- Elevator operator;
- Watchman.

- 535-5 — Messengers;
- Sweepers.

2. The third paragraph of the French version of subsection « C » of Section 6 of said Ordinance should read as follows:

« Les mots « contremaître » et « assistant-contremaître » comprennent également la contremaîtresse et l'assistante-contremaîtresse, sauf si une contremaîtresse n'a que dix (10) employées ou moins sous ses ordres, elle sera considérée comme assistante-contremaîtresse ».

Minimum Wage Commission,

CHARLES BÉLANGER.

11811-o

Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Castle Tin Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Castle Tin Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. John J. Pepper, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi aux soins de MM. Brais, Campbell, Pepper & Durand, solliciteurs, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732

17-65 — 1284/121

Commerce Nickel Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Commerce Nickel Mines Limited » a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec

Companies Licensed to do Business

Castle Tin Mines Limited

Notice is hereby given that "Castle Tin Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debenture and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. John J. Pepper, of 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at c/o Messrs. Brais, Campbell, Pepper & Durand, solicitors, 1, Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o

17-65 — 1284/121

Commerce Nickel Mines Limited

Notice is hereby given that "Commerce Nickel Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of

ses actions, titres, certificats-actions obligations ou autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 914, 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 15-65 — 1284/124

FRL Corporation

Avis est donné que, le 7^e jour de juillet 1965, une nouvelle autorisation a été accordée par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec à « Frito-Lay, Inc. », l'autorisant à exercer son commerce dans ladite province sous son nouveau nom de « FRL Corporation », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 64-64 — 1281/38

Frito-Lay, Inc.

Avis est donné que, le 7^e jour de juillet 1965, une nouvelle autorisation a été accordée par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec à « Flico Properties, Inc. », l'autorisant à exercer son commerce dans ladite province sous son nouveau nom de « Frito-Lay, Inc. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 10^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 35-65 — 1281/45

Rancheria Mining Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Rancheria Mining Company Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions obligations ou autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 914, 1155 boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732 16-65 — 1282/77

Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 914, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 15-65 — 1284/124

FRL Corporation

Notice is hereby given that, on the 7th day of July, 1965, a new license was granted by the Administrator of the Government of the Province of Quebec to « Frito-Lay, Inc. », authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of « FRL Corporation », pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 64-64 — 1281/38

Frito-Lay, Inc.

Notice is hereby given that, on the 7th day of July, 1965, a new license was granted by the Administrator of the Government of the Province of Quebec to « Flico Properties, Inc. », authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of « Frito-Lay, Inc. », pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 35-65 — 1281/45

Rancheria Mining Company Limited

Notice is hereby given that « Rancheria Mining Company Limited », has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 914, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732-o 16-65 — 1282/77

Chartes — Abandon de

W. Klaar (Canada) Ltd.

Avis est donné que « W. Klaar (Canada) Ltd. », constitué en corporation par la Loi des

Charters — Surrender of

W. Klaar (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that « W. Klaar (Canada) Ltd. », a corporation incorporated under the

compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte d'après les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 26e jour de juillet 1965.

11736-o

Le Secrétaire,
A. O. SCHMID.

Sonny Go-Kart Corporation

Avis est donné que la compagnie « Sonny Go-Kart Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 11e jour d'août 1965.

11737

Le Secrétaire,
E. BRUSADIN.

Town & Country Wear (1964) Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Town & Country Wear (1964) Co. Ltd. », en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au Secrétaire de la Province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 26 juillet 1965.

11738

Par le Président,
MURRAY BOWEN.

Decastelneau Corp.

Avis est par les présentes donné que « Decastelneau Corp. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce deuxième jour d'août 1965.

11762-o

La Secrétaire,
SADIE LETOVSKY.

Gross & Segal Construction Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Gross & Segal Construction Co. Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai 1965.

11763

Le Secrétaire,
WILLIAM GROSS.

Les Placements Royer Ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Placements Royer Ltée », demandera au Secrétaire de la Province, la permission d'abandonner sa charte. Québec, le 6 août 1965.

11764-o JEAN-MARIE BOUCHARD, notaire.

Module Design Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Module Design Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et

Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, this 26th day of July, 1965.

11736-o

A. O. SCHMID,
Secretary.

Sonny Go-Kart Corporation

Notice is hereby given that "Sonny Go-Kart Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of August, 1965.

11737-o

E. BRUSADIN,
Secretary.

Town & Country Wear (1964) Co. Ltd.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Town & Country Wear (1964) Co. Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montréal, July 26, 1965.

11738-o

Town & Country Wear (1964) Co. Ltd.
Per: MURRAY BOWEN,
President.

Decastelneau Corp.

Notice is hereby given that "Decastelneau Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its letters patent (charter) from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this second day of August 1965.

11762-o

SADIE LETOVSKY,
Secretary.

Gross & Segal Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Gross & Segal Construction Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1965.

11763-o

WILLIAM GROSS,
Secretary.

Les Placements Royer Ltée

Take notice that "Les Placements Royer Ltée", will apply to the Provincial Secretary of the Province for leave to surrender its charter. Québec, August 6, 1965.

11764 JEAN-MARC BOUCHARD, notary.

Module Design Ltd.

Notice is hereby given that "Module Design Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head

ayant son siège social en la cité de Dorval, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 5e jour d'août 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
AUDREY DUMÉE DUVAL.

11799

1790-65

office in the city of Dorval, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under provision of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of August, 1965.

(Seal)

AUDREY DUMÉE DUVAL,
Secretary.

11799-o

1790-65

Compagnies dissoutes

Agences B.A.B. inc. B.A.B. Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Agences B.A.B. inc.—B.A.B. Agencies Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 7 février 1961.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

10582-61

Bowl-O-Rama Maisonneuve inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bowl-O-Rama Maisonneuve inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 juin 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

13900-59

La Construction moderne, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « La Construction moderne, ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 13 septembre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

1434-21

Companies Dissolved

Agences B.A.B. inc. B.A.B. Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Agences B.A.B. inc.—B.A.B. Agencies Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 7, 1961.

Notice is also given that from and after August 14, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

10582-61

Bowl-O-Rama Maisonneuve inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bowl-O-Rama Maisonneuve inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 29, 1959.

Notice is also given the from and after August 16, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

13900-59

La Construction moderne, ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Construction moderne, ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 13, 1921.

Notice is also given that from and after August 16, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

1434-21

Glencastle Real Estate Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Glencastle Real Estate Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 26 novembre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 16444-59

Paul Guimond Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Paul Guimond Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 7 mars 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 2038-45

Laterrière Catering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Laterrière Catering Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 7 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o 1283-46

Liberty Clothing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Liberty Clothing Company Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 août 1930.

Glencastle Real Estate Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Glencastle Real Estate Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 26, 1959.

Notice is also given that from and after August 16, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 16444-59

Paul Guimond Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paul Guimond Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 7, 1945.

Notice is also given that from and after August 16, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 2038-45

*** Laterrière Catering Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laterrière Catering Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 7, 1946.

Notice is also given that from and after August 16, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732 1283-46

Liberty Clothing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Liberty Clothing Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 27, 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

1591-30

Président, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Président, inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 mars 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

5622-53

Wellington Adjustment Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Wellington Adjustment Bureau Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er juin 1962.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 août 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

12392-62

Notice is also given that from and after August 14, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

1591-30

Président, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Président, inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 18, 1953.

Notice is also given that from and after August 14, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

5622-53

Wellington Adjustment Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wellington Adjustment Bureau Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 1, 1962.

Notice is also given that from and after August 14, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11732

12392-62

Divers Compagnies

Ace Boxes Ltd.

Avis est donné que « Ace Boxes Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
IRWIN SEGAL.

11739

14700-61

Les Immeubles Roberge Inc.

Règlement No 5

Règlement concernant l'abandon de la charte de la Compagnie.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme Règlement No 5 de « Les Immeubles Roberge Inc. », (ci-après appelée la « Compagnie »), que les biens de la Compagnie soient distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent

Miscellaneous Companies

Ace Boxes Ltd.

Notice is hereby given that "Ace Boxes Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

IRWIN SEGAL,
Secretary.

11739-o

14700-61

Les Immeubles Roberge Inc.

By-law No. 5

By-law concerning the surrender of the charter of the company.

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 5 of "Les Immeubles Roberge Inc." (hereafter called the "Company"), that the assets of the company be distributed among its shareholders proportionately to the amount of shares that they hold in the company, subsequently to

dans la Compagnie, subséquemment à un délai de quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée conforme.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LÉON CÔTÉ.

11740-o 15853-60

Télé-Cable de Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Télé-Cable de Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
STUART H. WALLACE.

11741 13908-61

International Trust Company

Avis est donné que la compagnie « International Trust Company », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 10.

Le Secrétaire,
G. S. LYNCH.

11765 160-60

Le Théâtre de la Place Ville-Marie inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Théâtre de la Place Ville-Marie inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN J. DUCHARME.

11766-o 1986-64

Institut des contrôleurs et des comptables d'hôpitaux de la province de Québec Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Quebec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 août 1965, approuvé le texte français des règlements généraux de l'« Institut des contrôleurs et des comptables d'hôpitaux de la province de Québec — Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Quebec », et ce conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11779-o 4253-63

Le Centre d'Art Canadien inc.

Avis est donné que « Le Centre d'Art Canadien inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN J. DUCHARME.

11780-o 821-64

La Corporation du domaine Maheux

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 août 1965, approuvé le règlement numéro 1 et le règlement numéro 2 de « La Corporation du domaine Maheux », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11781-o 3622-64

a delay of fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified true copy.

(Seal)

LÉON CÔTÉ,
Secretary.

11740 15853-60

Télé-Cable de Québec inc.

Notice is hereby given that « Télé-Cable de Québec inc. », has changed the number of its directors from 3 to 7.

STUART H. WALLACE,
Secretary.

11741-o 13908-61

International Trust Company

Notice is hereby given that « International Trust Company », has changed the number of its directors from 7 to 10.

G. S. LYNCH,
Secretary.

11765-o 160-60

Le Théâtre de la Place Ville-Marie inc.

Notice is hereby given that « Le Théâtre de la Place Ville-Marie inc. », has changed the number of its directors from 7 to 3.

LUCIEN J. DUCHARME,
Secretary-Treasurer.

11766 1986-64

Institut des contrôleurs et des comptables d'hôpitaux de la province de Québec Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Quebec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 11, 1965, approved the French text of the general by-laws of l'« Institut des contrôleurs et des comptables d'hôpitaux de la province de Québec — Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Quebec », and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11779 4253-63

Le Centre d'Art Canadien inc.

Notice is hereby given that « Le Centre d'Art Canadien inc. », has changed the number of its directors from 7 to 3.

LUCIEN J. DUCHARME,
Secretary-Treasurer.

11780 821-64

La Corporation du domaine Maheux

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 12, 1965, approved by-law number 1 and by-law number 2 of « La Corporation du domaine Maheux », and such, in conformity with the provisions of Section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11781 3622-64

L'Association des Parents des Étudiants du Collège de L'Assomption (P.Q.) L'APECLA

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 août 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Parents des Étudiants du Collège de L'Assomption (P.Q.) L'APECLA », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11782-o 1550-65

Le Club de courses Lavolette inc.

Avis est donné que « Le Club de courses Lavolette inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
YVES SIMARD.

11812-o 16822-59

**Quebec Motor League
Ligue d'Automobile de Québec**

Avis est donné que « Quebec Motor League — Ligue d'Automobile de Québec », a porté de 3 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
ALEXANDER G. GERLE.

11813 370-65

**Quebec Motor League
Ligue d'Automobile de Québec**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 août 1965, approuvé les règlements généraux de « Quebec Motor League — Ligue d'Automobile de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11813-o 370-65

Sofinec inc.

Avis est donné que la compagnie « Sofinec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
PIERRE LARUE.

11814-o 636-63

Thibaudeau Frères & Cie Itée

Avis est donné que « Thibaudeau Frères & Cie Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
L. BOULANGER.

11815-o 3427-37

L'Association des Parents des Étudiants du Collège de L'Assomption (P.Q.) L'APECLA

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 13, 1965, approved the general by-laws of « L'Association des Parents des Étudiants du Collège de L'Assomption (P.Q.) L'APECLA », and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11782 1550-65

Le Club de courses Lavolette inc.

Notice is hereby given that « Le Club de courses Lavolette inc. », has changed the number of its directors from 3 to 5.

YVES SIMARD,
Secretary.

11812 16822-59

**Quebec Motor League
Ligue d'Automobile de Québec**

Notice is hereby given that « Quebec Motor League — Ligue d'Automobile de Québec », has changed the number of its directors from 3 to 10.

ALEXANDER G. GERLE,
Secretary.

11813-o 370-65

**Quebec Motor League
Ligue d'Automobile de Québec**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 13, 1965, approved the general by-laws of « Quebec Motor League — Ligue d'Automobile de Québec », and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11813 370-65

Sofinec inc.

Notice is hereby given that « Sofinec inc. », has changed the number of its directors from 7 to 8.

PIERRE LARUE,
Secretary.

11814 636-63

Thibaudeau Frères & Cie Itée

Notice is hereby given that « Thibaudeau Frères & Cie Itée », has changed the number of its directors from 5 to 7.

L. BOULANGER,
Secretary.

11815 3427-37

Sièges sociaux**Betty's Styles Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Betty's Styles Ltd. », constituée en corporation en vertu de l'Acte de Compagnies de Québec, Partie 1, par lettres patentes en date du 25 juin 1964, et ayant son bureau principal en la cité de Rouyn, P. Q., a établi son bureau au numéro 67 de l'Avenue Principale.

Rouyn, Qué., le 22 juillet, 1965.

(Sceau)

Le Président,
RITA ESLIGER.

11742-o 2604-64

Head Offices**Betty's Styles Ltd.**

Notice is hereby given that « Betty's Styles Ltd. », incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 25, 1964, and having its head office in the city of Rouyn, P. Q., has established its head office at 67 Main Avenue.

Rouyn, Que., July 22, 1965.

(Seal)

RITA ESLIGER,
President.

11742-o 2604-64

Ceilco Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ceilco Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 14e jour de février 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le 22e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,

JOANNA GLASNER,

10484-58

11743-o

Dorval Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Dorval Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 16e jour de septembre 1957, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le 22e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,

CEIL GARSON,

12650-57

11744-o

Construction Ste-Catherine Ltée

Avis est donné que « Construction Ste-Catherine Ltée », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées le 1er mars 1965 et que son siège social est situé à 21 avenue Lamarche, Ste-Catherine-d'Alexandrie, province de Québec.

Ste-Catherine-d'Alexandrie, le 2 août 1965.

(Sceau)

Le Président,

JÉRÉMIE ARSENAU,

918-65

11745-o

Desjardins & Frères Inc.

Avis est par les présentes donné que « Desjardins & Frères Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 19 octobre 1964, a son principal bureau d'affaires au numéro 140 de la rue Théorêt, en la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Daté à Saint-Jérôme, ce 29 juillet 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,

CLAUDE DESJARDINS,

3921-64

11746-o

Fidelity Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Fidelity Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 10e jour de mai 1955, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,

JOANNA GLASNER,

11269-55

11747-o

Ceilco Corp.

Notice is hereby given that "Ceilco Corp.", incorporated by letters patent on the 14th day of February, 1958, and having its head office in the city of Montreal, at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

JOANNA GLASNER,

Secretary.

10484-58

11743-o

Dorval Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Dorval Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 16th day of September, 1957, and having its head office in the city of Montreal at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

CEIL GARSON,

Secretary.

12650-57

11744-o

Construction Ste-Catherine Ltée

Notice is hereby given that "Construction Ste-Catherine Ltée", has been incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 1, 1965, and that its head office is situated at 21 Lamarche Avenue, Ste-Catherine-d'Alexandrie, province of Quebec.

Ste-Catherine-d'Alexandrie, August 2, 1965.

(Seal)

JÉRÉMIE ARSENAU,

President.

918-65

11745

Desjardins & Frères Inc.

Notice is hereby given that "Desjardins & Frères Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued October 19, 1964, has its head office at 140 Théorêt Street, in the city of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, in the Province of Quebec.

Dated at Saint-Jérôme, July 29, 1965.

(Seal)

CLAUDE DESJARDINS,

Secretary.

3921-64

11746

Fidelity Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Fidelity Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 10th day of May, 1955, and having its head office in the city of Montreal, at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

JOANNA GLASNER,

Secretary.

11269-55

11747-o

Garson Homes Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Garson Homes Corporation », constituée en corporation par lettres patentes le 16^e jour de décembre 1953, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 22^e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,
JOANNA GLASNER.
50603-53

11748-o

Garson Leaseholds Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Garson Leaseholds Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 16^e jour de janvier 1951, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 22^e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,
JOANNA GLASNER.
1690-51

11749-o

Homier Électrique Inc.

Avis est donné que la compagnie « Homier Électrique Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 20 mai 1965, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au 2140 est, rue Bélanger, Montréal.

Daté à Montréal, ce 11^e jour de juin, 1965.

Le Président,
ROMÉO HOMIER.
2249-65

11750-o

Jacson Development Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Jacson Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 17^e jour de mai 1960, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 940, chemin de la Côte de Liesse, l'a transporté à 2102, rue Chartier, cité de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le 22^e jour d'avril 1965.

Le Secrétaire,
JOANNA GLASNER.
11948-60

11751-o

Lafortune & Gagné Limitée

Avis est donné que la compagnie « Lafortune & Gagné Limitée », constituée en corporation le 7 mai 1948, par lettres patentes de la province de Québec et ayant son bureau principal à Rouyn, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 140 de l'avenue du Lac, l'a transporté au numéro 60 de la rue Bernatchez.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Garson Homes Corporation

Notice is hereby given that "Garson Homes Corporation", incorporated by letters patent on the 16th day of December, 1953, and having its head office in the city of Montreal, at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

JOANNA GLASNER,
Secretary.
50603-53

11748-o

Garson Leaseholds Corp.

Notice is hereby given that "Garson Leaseholds Corp.", incorporated by letters patent on the 16th day of January, 1951, and having its head office in the city of Montreal, at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

JOANNA GLASNER,
Secretary.
1690-51

11749-o

Homier Électrique Inc.

Notice is hereby given that "Homier Électrique Inc.", incorporated by letters patent dated May 20, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at 2140 Bélanger St. East, Montreal.

Dated at Montreal, this 11th day of June, 1965.

ROMÉO HOMIER,
President.
2249-65

11750

Jacson Development Corp.

Notice is hereby given that "Jacson Development Corp.", incorporated by letters patent on the 17th day of May, 1960, and having its head office in the city of Montreal, at 940 Côte de Liesse Road, has moved it to 2102 Chartier Street, in the city of Dorval, district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 22nd day of April, 1965.

JOANNA GLASNER,
Secretary.
11948-60

11751-o

Lafortune & Gagné Limitée

Notice is hereby given that "Lafortune & Gagné Limitée", incorporated on May 7, 1948, by letters patent of the Province of Quebec, and having its head office at Rouyn, where its head office was situated until today at number 140 du Lac Avenue, has transported it to 60 Bernatchez Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Rouyn, ce 9ème jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
M. CINQ-MARS, C.R.

11752-o 3617-48

Langvar Corporation

Avis est donné que la compagnie « Langvar Corporation », a transféré son siège social de 5757 ave. Decelles à chambre 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le Procureur,
W. H. LAIDLEY.
15234-61

11753-o

Lespérance & Guimond Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lespérance & Guimond Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant gouverneur de la province de Québec en date du 18 juin 1965 et ayant son siège à Montréal, a établi son bureau au No 245 ouest du boulevard Henri-Bourassa, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23e jour de juillet mil neuf cent soixante-cinq.

G. LESPÉRANCE.
2837-65

11754-o

Nosov-Pedskalny (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Nosov-Pedskalny (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 13 juillet 1964, a établi son bureau principal à 49, Avenue Principale, suite 1, en la cité de Rouyn, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné en la cité de Rouyn, P.Q., ce dix-septième jour du mois de juillet, A.D. 1965.

Le Président,
B. NOSOV.

11755-o 2615-64

Les Promotions Grand Prix Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Promotions Grand Prix Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 25 janvier 1965, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son siège social au numéro 9205 est, rue Notre-Dame, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de juillet 1965.

(Sceau) *Le Président,*
BRUNO MAILHOT.

11756-o 170-65

Rembrandt Realities Corporation

Avis est donné que la compagnie « Rembrandt Realities Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 29e jour de novembre 1953, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à 1110, rue Sherbrooke ouest, chambre 2600, Montréal, Québec.

Given at Rouyn, this 9th day of August, 1965.

M. CINQ-MARS, Q.C.,
Secretary.

11752 3617-48

Langvar Corporation

Notice is hereby given that "Langvar Corporation", has transferred its head office from 5757 Decelles Avenue, to suite 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

W. H. LAIDLEY,
Attorney.
15234-61

11753-o

Lespérance & Guimond Inc.

Notice is hereby given that the company named "Lespérance & Guimond Inc.", incorporated by letters patent of the Lieutenant Governor of the Province of Quebec on the 18th day of June 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at 245 Henri Bourassa Boulevard west, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 23rd day of July nineteen hundred and sixty-five.

G. LESPÉRANCE.
2837-65

11754-o

Nosov-Pedskalny (Quebec) Limited

Notice is hereby given that the company "Nosov-Pedskalny (Quebec) Limited", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, Part I, dated July 13, 1964, has established its head office at suite 1, 49, Main Avenue, in the city of Rouyn, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at the city of Rouyn, P.Q., this seventeenth day of the month of July, A.D. 1965.

B. NOSOV,
President.

11755-o 2615-64

Les Promotions Grand Prix Inc.

Notice is hereby given that "Les Promotions Grand Prix Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, dated January 25, 1965, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its head office at number 9205 Notre-Dame St. East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 7th day of July, 1965.
(Seal) BRUNO MAILHOT,
President.

11756 170-65

Rembrandt Realities Corporation

Notice is hereby given that "Rembrandt Realities Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 29th day of November, 1953, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1110 Sherbrooke Street West, suite 2600, Montreal, Quebec.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de juillet 1965.

Le Secrétaire,
DAVID ZAP.

11757 47452-53

Restaurant Le Goéland inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Le Goéland inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juillet 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 2220 de la Canardière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 6^e jour d'août, 1965.

La Secrétaire,

MME MARIE-MARTHE LARIVÉE HUOT.

11758-o 3164-65

Waite Lake Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Waite Lake Mines Ltd. » (No Personal Liability), constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 juin 1959, a transporté son siège social de chambre 1660, 1245, rue Sherbrooke ouest, Montréal 25, Québec, au 9^e étage, 1980, rue Sherbrooke ouest, Montréal 25, Québec. Montréal, 4 juillet 1965.

L'Assistant-secrétaire,

J. S. TURNBULL.

11759 13846-59

Carmel Saint-Joseph de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 juillet 1965, constituant en corporation le « Carmel Saint-Joseph de Québec ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Ste-Foy.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11767-o 7-65 — 1282/42

Dufresne Construction Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Dufresne Construction Company Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 7^e jour de novembre 1922, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 1832 boulevard Pie IX, l'a transporté à 2620 est, boulevard St-Joseph, Montréal 36.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9^e jour d'août 1965.

(Sceau)

Le Président,

P. DUFRESNE.

11768-o 1905-22

Dufresne Engineering Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Dufresne Engineering Company Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 27^e jour d'octo-

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1965.

DAVID ZAP,
Secretary.

11757-o 47452-53

Restaurant Le Goéland inc.

Notice is hereby given that "Restaurant Le Goéland inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1965, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at number 2220 de la Canardière.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 6th day of August, 1965.

MRS. MARIE-MARTHE LARIVÉE HUOT,

Secretary.

11758 3164-65

Waite Lake Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Waite Lake Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 25, 1959, has moved its head office from suite 1660, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal 25, Quebec, to 9th Floor, 1980 Sherbrooke Street West, Montreal 25, Quebec.

Montreal, July 4, 1965.

J. S. TURNBULL,

Assistant-Secretary.

11759-o 13846-59

Carmel Saint-Joseph de Québec

Notice is hereby given that under the provisions of Section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 George VI, chapter 76, the administrator of the government of the Province of Quebec has issued letters patent, dated July 5, 1965, incorporating "Carmel Saint-Joseph de Québec".

The head office of the corporation above-mentioned is situated in the city of Ste-Foy.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11767 7-65 — 1282/42

Dufresne Construction Company Limited

Notice is hereby given that "Dufresne Construction Company Limited", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on the 7th day of November 1922, and having its head office in Montreal where its office was situated up to today at 1832 Pie IX Boulevard, has moved it to 2620 St. Joseph Boulevard East, Montreal 36.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 9th day of August, 1965.

(Seal)

P. DUFRESNE,

President.

11768-o 1905-22

Dufresne Engineering Company Limited

Notice is hereby given that "Dufresne Engineering Company Limited", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on the 27th day of October 1938,

bre 1938, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 1832 boulevard Pie IX, l'a transporté à 2620 est, boulevard St-Joseph, Montréal 36.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9e jour d'août 1965.

(Secau)

11769-o

Le Président,

P. DUFRESNE.

Allegheny Industrial Electrical
Company Inc.
Allstate Enterprises Inc.
Basic Foods Inc.
J.I. Case Company
Charms Company
Climax Molybdenum (B.C.) Ltd.
Construction Aggregates Corporation
Ebeo Trading Corporation Ltd.
Federal Electric Corporation
Friedrich Refrigerators Incorporated
C. W. Fuelling Inc.
Geigy Chemical Corporation
General Mills Inc.
International Incinerators Incorporated
The John L. Klug Corporation
Koppers Products Limited
Leonard Construction Company
McCord Corporation
Neville Chemical Company
Normanville Mining Company
The Penetryn System Inc.
Richardson-Merrell Inc.
The Singer Company
Singer Sewing Machine Company
Société Anonyme Belge d'Exploitation
de la Navigation Aérienne
Southwest Potash Corporation
Thermo King Corporation
Vibroflotation Foundation Company
Yellow Motors Credit Corporation

Avis est donné que chacune des compagnies suivantes: « Allegheny Industrial Electrical Company Inc.; Allstate Enterprises Inc.; Basic Foods Inc.; J. I. Case Company; Charms Company; Climax Molybdenum (B. C.) Ltd.; Construction Aggregates Corporation; Ebeo Trading Corporation Ltd.; Federal Electric Corporation; Friedrich Refrigerators Incorporated; C. W. Fuelling Inc.; Geigy Chemical Corporation; General Mills Inc.; International Incinerators Incorporated; The John L. Klug Corporation; Koppers Products Limited; Leonard Construction Company; McCord Corporation; Neville Chemical Company; Normanville Mining Company; The Penetryn System Inc.; Richardson-Merrell Inc.; The Singer Company; Singer Sewing Machine Company; Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne; Southwest Potash Corporation; Thermo King Corporation; Vibroflotation Foundation Company; Yellow Motors Credit Corporation », étant toutes des compagnies dûment autorisées à exercer leurs commerces dans la Province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, a changé son bureau principal dans la Province, de chambre 300, 455 rue Craig ouest, Montréal 1 à 11e étage, 231 rue St. Jacques ouest, Montréal 1, dans le district de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11783-o

22-61

and having its head office in Montreal where its office was situated up to today at 1832 Pie IX Boulevard, has moved it to 2620 St. Joseph Boulevard East, Montreal 36.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 9th day of August, 1965.

(Seal)

11769-o

P. DUFRESNE,

President.

Allegheny Industrial Electrical
Company Inc.
Allstate Enterprises Inc.
Basic Foods Inc.
J.I. Case Company
Charms Company
Climax Molybdenum (B.C.) Ltd.
Construction Aggregates Corporation
Ebeo Trading Corporation Ltd.
Federal Electric Corporation
Friedrich Refrigerators Incorporated
C.W. Fuelling Inc.
Geigy Chemical Corporation
General Mills Inc.
International Incinerators Incorporated
The John L. Klug Corporation
Koppers Products Limited
Leonard Construction Company
McCord Corporation
Neville Chemical Company
Normanville Mining Company
The Penetryn System Inc.
Richardson-Merrell Inc.
The Singer Company
Singer Sewing Machine Company
Société Anonyme Belge d'Exploitation
de la Navigation Aérienne
Southwest Potash Corporation
Thermo King Corporation
Vibroflotation Foundation Company
Yellow Motors Credit Corporation

Notice is hereby given that each of the following companies: "Allegheny Industrial Electrical Company Inc.; Allstate Enterprises Inc.; Basic Foods Inc.; J. I. Case Company; Charms Company; Climax Molybdenum (B. C.) Ltd.; Construction Aggregates Corporation; Ebeo Trading Corporation Ltd.; Federal Electric Corporation; Friedrich Refrigerators Incorporated; C. W. Fuelling Inc.; Geigy Chemical Corporation; General Mills Inc.; International Incinerators Incorporated; The John L. Klug Corporation; Koppers Products Limited; Leonard Construction Company; McCord Corporation; Neville Chemical Company; Normanville Mining Company; The Penetryn System Inc.; Richardson-Merrell Inc.; The Singer Company; Singer Sewing Machine Company; Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne; Southwest Potash Corporation; Thermo King Corporation; Vibroflotation Foundation Company; Yellow Motors Credit Corporation", all being companies duly authorized to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the Extra-Provincial Companies Act has changed its principal office in the Province from room 300, 455 Craig Street West, Montreal 1, to 11th floor, 231 St. James Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11783-o

22-61

Terrie Corporation

Avis est donné que la compagnie « Terrie Corporation », compagnie constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec, le sixième jour de juin mil neuf cent soixante-trois et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à ce jour à 4135 rue St-Hubert, a transporté son bureau à suite 305, 901 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Regensburg, Allemagne, ce trentième jour de juin mil neuf cent soixante-cinq.

Terrie Corporation.

Le Président,

WALTER R. FISCHL.

11784

2485-63

Boites à Fleurs Illimitées
Flower Boxes Unlimited

Avis est donné que « Boites à Fleurs Illimitées — Flower Boxes Unlimited », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées le 28 septembre 1964 et que son siège social est situé à 10,621 Hénault, à Montréal-Nord, province de Québec.

Montréal-Nord, le 21 octobre 1964.

(Sceau)

Le Président,

PATRICK CHAMPIGNY.

11787-o

4289-64

Carrier & Frères Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Carrier & Frères Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 janvier 1965, et ayant son bureau principal dans les cités de (St-François) cité de Laval a établi son bureau au numéro 8575, rue Chartrand, (St-François) cité de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à (St-François) cité de Laval, ce 1er jour de juin 1965.

Le Président,

GÉRARD CARRIER.

11789-o

180-65

Le Centre d'Accueil de Drummondville Inc.

Avis est donné que la corporation « Le Centre d'Accueil de Drummondville Inc. », constituée en corporation suivant la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 mars 1965, et ayant son bureau principal à Drummondville, dans le district de Drummond, a établi son bureau au numéro 85 de la rue Brock.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 11e jour d'août 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire de la Corporation,

ME ALBERT RAYMOND.

11790-o

1231-65

Le Coin de la Jeunesse Inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Coin de la Jeunesse Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des

Terrie Corporation

Notice is hereby given that "Terrie Corporation", company incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the sixth day of June nineteen hundred and sixty-three and having its head office in Montreal, judicial district of Montreal, where its office was situated up to today at 4135 St. Hubert Street, has moved it to Suite 305, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated in Regensburg, Germany, this thirtieth day of June nineteen hundred and sixty-five.

Terrie Corporation.

WALTER R. FISCHL,

President.

11784-o

2485-63

Boites à Fleurs Illimitées
Flower Boxes Unlimited

Notice is hereby given that "Boites à Fleurs Illimitées — Flower Boxes Unlimited", was incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated September 28, 1964 and that its head office is situated at 10,621 Hénault, at Montreal-North, province of Quebec.

Montreal-North, October 21, 1964.

(Seal)

PATRICK CHAMPIGNY,

President.

11787

4289-64

Carrier & Frères Construction Inc.

Notice is hereby given that "Carrier & Frères Construction Inc.", incorporated by letters patent dated January 18, 1965, and having its head office in the city of (St. François) city of Laval has established its office at 8575 Chartrand St., (St-François) city of Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at (St. François) city of Laval, this 1st day of June, 1965.

GÉRARD CARRIER,

President.

11789-o

180-65

Le Centre d'Accueil de Drummondville Inc.

Notice is hereby given that "Le Centre d'Accueil de Drummondville Inc.", a corporation constituted under Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 23, 1965, and having its principal office in Drummondville, in district of Drummond, has established its office at number 85, of Brock Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Drummondville, this 11th day of August, 1965.

(Seal)

ME ALBERT RAYMOND,

Secretary of the Corporation.

11790

1231-65

Le Coin de la Jeunesse Inc.

Notice is hereby given that "Le Coin de la Jeunesse Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent

compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 15 mars 1965, a établi son siège social à 7982A, rue St-Hubert, à Montréal 12, Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,

MDE GEMMA GARANT-BOLDUC.

11792-o 1051-65

Club Vente-Publicité de Québec Inc.

Avis est par la présente donné que l'adresse officielle du « Club Vente-Publicité de Québec Inc. », est établie au numéro 2970 rue Sarazin, Apt. 4, Québec, P.Q.

Le Secrétaire-trésorier,

ARMAND JEAN.

11791-o 1555-65

Édifices Bretagne Inc.

Avis est donné que la compagnie « Édifices Bretagne Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 1er mars 1965 et ayant son bureau principal dans la ville d'Hauterive, comté de Saguenay, a établi son bureau au numéro 46 de la rue de Bretagne en la ville d'Hauterive, comté de Saguenay.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4e jour du mois d'août 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,

MARCEL BOULANGER.

11793-o 937-65

Forestube Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Forestube Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1965, et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 3555 Blvd. Métropolitain, chambre 301, à Montréal (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4e jour d'août 1965.

Le Président,

ROGER FOREST.

11794-o 1875-65

Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 juin 1965, a transporté son siège social de 505, boulevard Dorchester ouest, en la ville de Montréal, au 23e étage, 1155, boulevard Dorchester ouest, en la ville de Montréal.

Montréal, 28 juin 1965.

Le Secrétaire,

WILLIAM KISSILOFF.

11795 2570-65

**Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.
Le Club Nautique et Sportif Idéal (1965) Inc.**

Avis est donné que « Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. — Le Club Nautique et Sportif Idéal (1965) Inc. », constituée en corporation

dated March 15, 1965, has established its head office at 7982A St. Hubert Street, Montreal 12, Quebec.

Dated at Montreal, this 12th day of May, 1965.

MRS. GEMMA GARANT-BOLDUC,

Secretary.

11792-o 1051-65

Club Vente-Publicité de Québec Inc.

Notice is hereby given that the official address of "Club Vente-Publicité de Québec Inc.", is established at number 2970 Sarazin St., Apt. 4, Quebec, P.Q.

ARMAND JEAN,

Secretary-Treasurer.

11791 1555-65

Édifices Bretagne Inc.

Notice is hereby given that "Édifices Bretagne Inc.", incorporated by letters patent issued on March 1st, 1965, and having its head office in the city of Hauterive, county of Saguenay, has established its office at 46 de Bretagne Street in the city of Hauterive, county of Saguenay.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 4th day of the month of August, 1965.

MARCEL BOULANGER,

Secretary.

11793 937-65

Forestube Inc.

Notice is hereby given that the company "Forestube Inc.", incorporated in the province of Quebec, by letters patent dated April 26, 1965, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 3555 Metropolitan Blvd, room 301, Montreal, district of Montreal (P.Q.).

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Given at Montreal, this 4th day of August 1965.

ROGER FOREST,

President.

11794-o 1875-65

Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent, dated June 3, 1965, has moved its head office from 505 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, to 23rd floor, 1155 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

Montreal, June 28, 1965.

WILLIAM KISSILOFF,

Secretary.

11795-o 2570-65

**Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.
Le Club Nautique et Sportif Idéal (1965) Inc.**

Notice is hereby given that "Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. — Le Club Nautique et Sportif Idéal (1965) Inc.", incorporated by

par lettres patentes en date du 26 juillet 1965, et ayant son bureau principal dans la ville d'Auteuil a établi son bureau sur la rue Bellhumeur.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11^e jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
MARCEL LORANGER.

11796-o

2998-65

Marbre & Terrazzo Préfini de Québec Ltée

Avis est donné que la compagnie « Marbre & Terrazzo Préfini de Québec Ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 18^e jour de mai 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec a établi son bureau au numéro 80 de la rue Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Le Secrétaire,
ANDRÉE JOBIN.

11797-o

2357-65

Meyer Corporation

Avis est donné que la compagnie « Meyer Corporation », constituée en corporation par lettres patentes le 7^e jour de novembre 1953, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à chambre 200, 3600, avenue Barclay, a transporté son bureau à chambre 210, 785, avenue Plymouth, Montréal 9.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 9^e jour d'août 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
ROSE BOCK.

11798

41784-53

Momic Ltée Momic Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Momic Ltée — Momic Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15^e jour d'avril 1965 et ayant son siège social jusqu'à aujourd'hui au numéro 222, 36^e Avenue, dans la cité de Lachine, a transporté son siège social au numéro 2510 rue Notre Dame, dans la cité de Lachine.

Daté à Lachine, ce 10^e jour d'août 1965.

Le Président,
ADRIEN OUELLETTE.

11800-o

1749-65

Montroy Cloak Company Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Montroy Cloak Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes le 22^e jour de décembre 1928, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 1193 Place Philippe, l'a transporté à 140 ouest, Boulevard Crémazie, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 19^e jour de juin 1964.

Montroy Cloak Company Limited,
Par le Secrétaire,
MONTROY COHEN.

11801-o

2395-28

letters patent dated July 26, 1965, and having its head office in the city of Auteuil has established its office on Bellhumeur Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of August, 1965.

MARCEL LORANGER,
Secretary.

11796

2998-65

Marbre & Terrazzo Préfini de Québec Ltée

Notice is hereby given that « Marbre & Terrazzo Préfini de Québec Ltée », incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, dated May 18, 1965, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at 80 Dorchester Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

ANDRÉE JOBIN,
Secretary.

11797

2357-65

Meyer Corporation

Notice is hereby given that « Meyer Corporation », incorporated by letters patent on the 7th day of November, 1953 and having its head office in the city of Montreal at room 200, 3600 Barclay Avenue, has moved it to room 210, 785 Plymouth Avenue, Montreal 9.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 9th day of August, 1965.

(Seal)

ROSE BOCK,
Secretary.

11798-o

41784-53

Momic Ltée Momic Ltd.

Notice is hereby given that « Momic Ltée — Momic Ltd. », incorporated by letters patent dated the 15th day of April, 1965, and having its head office up until today at 222, 36th Avenue, in the city of Lachine, has moved it to 2510 Notre Dame Street, in the said city of Lachine.

Dated at Lachine, this 10th day of August, 1965.

ADRIEN OUELLETTE,
President.

11800-o

1749-65

Montroy Cloak Company Limited

Notice is hereby given that « Montroy Cloak Company Limited », incorporated by letters patent on the 22nd day of December, 1928, and having its head office in the city of Montreal, at 1193 Phillips Place, has moved it to 140 Crémazie Boulevard West, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of June, 1964.

Montroy Cloak Company Limited,
Per: MONTROY COHEN,
Secretary.

11801-o

2395-28

**Super-Affiche Inc.
Superior Show-Card Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Super-Affiche Inc.—Superior Show-Card Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1964, et ayant son bureau principal dans Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1263 de la rue Mackay, l'a transporté au numéro 2052 ouest de la rue Ste-Catherine, suite 102, Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,

PIERRE PELLETIER.

11802-o

5617-65

**Super-Affiche Inc.
Superior Show-Card Inc.**

Notice is hereby given that "Super-Affiche Inc.—Superior Show-Card Inc.", incorporated by letters patent on the 30th day of December, 1964, and having its principal place of business in Montreal, has moved its head office from 1263 Mackay Street in the city of Montreal to 2052 St. Catherine Street West, room 102, in the city of Montreal, province of Quebec.

From the date of the present notice, the said address is considered by the company as the address of its head office.

Given at Montreal, this 1st day of May 1965.

(Seal)

PIERRE PELLETIER,

Secretary.

11802-o

5617-65

Ministère de l'Éducation

**Commission scolaire régionale de
Gaspesia**

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 3 juillet 1965, à la page 3693, volume 97, numéro 27, concernant la commission scolaire régionale de Gaspesia, il faut lire dans la dixième ligne du premier paragraphe, après le nom de la commission scolaire de Chandler (diss.), le nom de la commission scolaire protestante de Gaspé. Québec, le 16 août 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11819-o

907-64.

Ville de Ste-Rose

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1499 en date du 3 août 1965, d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire de ville de Ste-Rose, dans le comté de Laval.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 13 août 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11819-o

223-65

Department of Education

**Gaspesia regional School
board**

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on July 3, 1965, on page 3693, volume 97, number 27, concerning the Gaspesia regional school board, the tenth line of the first paragraph, after the name of the school commission of Chandler (diss.), must read as the name of the protestant school commission of Gaspé. Quebec, August 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

11819

907-64

City of Ste-Rose

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in council number 1499 dated August 3, 1965, to annex, for catholics only, the present territory of the school municipality of Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, in the county of Laval, to the school municipality of the city of Ste-Rose, in the county of Laval.

This change will take effect for election purposes on the 1st day of June, 1966 and for all other ends on the 1st day of July, 1966.

Quebec, August 13, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

11819

223-65

**Ministère de l'Industrie et du
Commerce**

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situés le long des côtes et des eaux:

B-6 Mitis Beach dans le comté de Matane
N-5.3 Région s'étendant de Rivière aux Vases-Pointe aux Outardes

G-22.2 Région s'étendant du phare de Cap Blanc - Coin du Banc

**Department of Industry and
Commerce**

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

B-6 Mitis Beach in the county of Matane
N-5.3 Region extending from Rivière aux Vases-Pointe aux Outardes

G-22.2 Region extending from the Phare du Cap Blanc - Coin du Banc

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 5 août 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
11818-o GÉRARD D. LEVESQUE.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1, of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby opens the said areas and permits anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, August 5, 1965.

GÉRARD D. LEVESQUE,
11818 Minister of Industry and Commerce.

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse du Cap-de-la-Madeleine

Cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, division d'enregistrement de Champlain.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 549-15 et 550-162 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juillet 1965.

Le Sous-ministre,
11770-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Chertsey

Cadastre officiel du canton de Chertsey, municipalité du canton de Wexford, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 15, 16 et partie du lot 14, Rang VIII sont annulés et le lot 55, Rang VIII est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juillet 1965.

Le Sous-ministre,
11770-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Romuald d'Etchemin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, municipalité de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 365-6-3, 365-6-5 à 365-6-30, 365-7-1, 365-7-4 à 365-7-20, 366-1-1 à 366-1-16, 366-1-18 à 366-1-24, 366-2-4 à 366-2-13 et une partie des lots 365-6, 365-7, 365-8, 366-1, 366-2, 367-2-17, 367-2, 367-3-13, 367-3, 365, 366, 367 sont annulés et le lot 647 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juin 1965.

Le Sous-ministre,
11770-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Sauveur

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, municipalité de la ville de Québec-Ouest, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 2425-96 et partie du lot 2425-82 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 août 1965.

Le Sous-ministre,
11770-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of Cap-de-la-Madeleine

Official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, municipality of the city of Cap-de-la-Madeleine, registration division of Champlain.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 549-15 and 550-162 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 12, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11770-o Deputy Minister.

Township of Chertsey

Official cadastre of the township of Chertsey, municipality of the township of Wexford, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 15, 16 and part of lot 14, Range VIII are cancelled and lot 55, Range VIII is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 21, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11770-o Deputy Minister.

Parish of St-Romuald d'Etchemin

Official cadastre of the parish of St-Romuald d'Etchemin, municipality of the parish of St-Romuald d'Etchemin, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 365-6-3, 365-6-5 to 365-6-30, 365-7-1, 365-7-4 to 365-7-20, 366-1-1 to 366-1-16, 366-1-18 to 366-1-24, 366-2-4 to 366-2-13 and a part of lots 365-6, 365-7, 365-8, 366-1, 366-2, 367-2-17, 367-2, 367-3-13, 367-3, 365, 366, 367 are cancelled and lot 647 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 14, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11770-o Deputy Minister.

Parish of St-Sauveur

Official cadastre of the parish of St-Sauveur, municipality of the town of Québec-Ouest, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 2425-96 and part of lot 2425-82 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 2, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11770-o Deputy Minister.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis

*Barbiers et coiffeurs
Région de Hull*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article 103 sera remplacé par le suivant:

« 103. *Semaine normale*: Dans la zone I, la semaine normale de travail est de quarante-trois (43) heures réparties comme suit:

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8 a.m. à 6 p.m.; le samedi: de 8 a.m. à 4 p.m. dans les salons situés dans les limites de la cité de Hull et de 8 a.m. à 6.30 p.m. dans les autres salons de la zone I.

Le lundi doit être chômé toute la journée excepté, toutefois, les semaines de Noël et du Premier jour de l'An. Dans ce cas, les heures de travail du lundi sont de 8 a.m. à 6 p.m. dans les salons situés dans les limites de la cité de Hull et de 8 a.m. à 6.30 p.m. dans les autres salons de la zone I.

Dans la zone II, la semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties comme suit:

Les mardi, mercredi, jeudi, samedi: de 8.30 a.m. à 6 p.m.;

Les vendredi: de 8.30 a.m. à 9 p.m.

Le lundi doit être chômé toute la journée excepté, toutefois, les semaines de Noël et du Premier Jour de l'An. Dans ce cas, les heures de travail du lundi sont de 8.30 a.m. à 6 p.m.

Dans la zone III, le semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties comme suit:

Le lundi: chômé;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.;

Toutes, durant les trois (3) jours précédant les fêtes de Noël et de Pâques, les heures de travail sont de 8 a.m. à 9 p.m. »

2° Les mots « la St-Jean Baptiste (24 juin) » seront ajoutés après les mots « le 2 janvier » apparaissant au deuxième paragraphe de l'article 105.

3° L'item « Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans. .0.90. .0.80. .0.80 » apparaissant à l'article 112 sera remplacé par les suivants:

Zones
I II III

« Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans. \$0.90 0.85 1.00 »

4° L'article 115 sera remplacé par le suivant:

« 115. *Durée de travail*: La semaine normale de travail est de quarante-trois (43) heures réparties comme suit:

Notice

*Men and ladies' hairdressers
Hull region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting men and ladies' hairdressers in the Hull region (made binding by beecree number 387 of April 24 1958 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Section 103 will be superseded by the following:

“103. *Standard working*: In zone I, the standard working hours in a week shall be forty-three (43), distributed as follows:

Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m. for parlours located within the city limits of Hull; 8:00 a.m. to 6:30 p.m. for all other parlours of zone I. Saturday: a.m. to 4:00 p.m.

Monday is non-working day except during Christmas and New Year's weeks. Then, working hours on Monday will be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m. for parlours located within the city limits of Hull; 8:00 a.m. to 6:30 p.m. for all other parlours of zone I.

In zone II, the standard hours in a week shall be forty-nine (49), distributed as follows:

Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Monday is a non-working day save for the weeks of Christmas and New Year's. Then the hours for Monday are from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

In zone III, the standard hours in a week shall be forty-five (45), distributed as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

However, the three (3) days prior to Christmas and Easter, working hours are from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.”

2. In section 105, subsection 2: the words “St. John the Baptist Day (June 24th)” will be added after “January 2”.

3. In section 112, the item reading “Brushcut for children under 15 years of age. .0.90. .0.80. .0.80” will be superseded by the following:

Zones
I II III

“Brushcut for children under 15. \$0.90 0.85 1.00”

4. Section 115 will be superseded by the following:

“115. *Hours of work*: The standard work hours in a week shall be forty-three (43) hours, distributed as follow:

Les mardi et jeudi: de 9 a.m. à 6 p.m.

Les mercredi et vendredi: de 9 a.m. à 8 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes chômés: de 8 a.m. à 6 p.m. à l'exception des mois de juillet et août où le travail le samedi est de: 8 a.m. à 1 p.m.

5° L'article 119 sera remplacé par le suivant:

* 119. *Salaires minima*: a) Compagnon coiffeur pour dames: \$30.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant \$60.00 par semaine.

b) Manucuriste-esthéticienne: \$25.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant \$50.00 par semaine.

c) Remplaçant: \$5.00 par jour, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

d) Apprenti coiffeur pour dames:

	Par semaine
Après le 1er semestre.....	\$15.00
Après le 2ème semestre.....	18.00
Après le 3ème semestre.....	21.00
Après le 4ème semestre.....	24.00

6° L'article 123 sera remplacé par le suivant:

* 123. *Prix minima des services*: Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux.....	\$1.25
Flambage des cheveux.....	0.40
Indéfrisable, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le sham- et l'ondulation à l'eau.....	6.50
Mèche individuelle.....	0.35
Teinture des cheveux.....	6.00
Retouche de la teinture des cheveux....	5.00
Shampooing-teinture.....	4.00
Décoloration.....	6.00
Rinçage nuanceur.....	0.75
Rinçage à la crème.....	0.50
Ondulation au panier.....	2.00
Ondulation à l'eau.....	1.25
Shampooing.....	0.50
Shampooing à l'huile.....	1.50
Repeignage des cheveux:	
Cheveux courts.....	0.75
Cheveux longs.....	1.00
Manucure.....	1.25
Massage facial.....	2.50
Épilation des sourcils.....	1.00
Traitement du cuir chevelu.....	2.50

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 août 1965.

11760-o

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.

Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 8:00 p.m.

Saturday and eves of non-working days: 8:00 a.m. to 6:00 p.m., except for the months of July and August when Saturday work is from 8:00 a.m. to 1:00 p.m.

5. Section 119 will be superseded by the following:

"119. *Minimum wages*: (a) Journeyman ladies' hairdresser: \$30.00 a week, plus a 10% commission on all receipts for work over \$60.00 a week.

(b) Manicure-aesthéticien: \$25.00 a week, plus a 10% commission on all receipts for work over \$50.00 a week.

(c) Occasional employee: \$5.00 a day, plus a 10% commission on all receipts for work over twice the wages earned.

(d) Apprentice ladies' hairdresser:

	Per Week
After 1st six month.....	\$15.00
After 2nd six months.....	18.00
After 3rd six months.....	21.00
After 4th six months.....	24.00

6. Section 123 will be superseded by the following:

"123. *Minimum prices for services*: Professional employers, employers, artisans and employees must charge the set minimum prices for each of the services listed below:

Haircut.....	\$1.25
Hair singeing.....	0.40
Permanent wave (including cutting, shampoo and setting).....	6.50
Individual strand.....	0.35
Dyeing.....	6.00
Dye touch-up.....	5.00
Dye-shampoo.....	4.00
Bleaching.....	6.00
Tinting rinse.....	0.75
Cream rinse.....	0.50
Paper wage.....	2.00
Finger wage.....	1.25
Shampoo.....	0.50
Oil shampoo.....	1.50
Re-combing:	
Short hair.....	0.75
Long hair.....	1.00
Manicure.....	1.25
Facial massage.....	2.50
Eyebrow depilation.....	1.00
Scalp treatment.....	2.50

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with a without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 21, 1965.

11760-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la Province, les nominations suivantes:

Québec, le 14 juillet 1965.

M. J. Alfred Crowe, avocat et conseil en loi de la reine, de la ville de Montréal: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), juge de district avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « Magistrat » ou sous celui de « Magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. J. Alfred Crowe, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 15 août 1965, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Québec, le 27 juillet 1965.

M. Pierre Garceau, avocat, de Trois-Rivières: coroner conjoint pour le district judiciaire de Trois-Rivières, avec juridiction sur le district électoral de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11732-o

35-65

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments.

Quebec, July 14, 1965.

Mr. J. Alfred Crowe, advocate and Queen's Counsel, of the city of Montreal: appointed, under section 267 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) district judge with jurisdiction in all the province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, and to act, in the Province, according to section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, Chapter 29, as district magistrate to that which concerns the jurisdictions attributed by the laws of the Parliament of Canada to the magistrates of the district that these jurisdictions be attributed to them under the title "Magistrate" or under that of "District Magistrate", with residence in the city of Montreal or in the vicinity, the said Mr. J. Alfred Crowe, by his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as district judge, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, starting from August 15, 1965, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of the Criminal Code.

Quebec, July 27, 1965.

Mr. Pierre Garceau, advocate of Trois-Rivières: joint coroner for the judicial district of Trois-Rivières, with jurisdiction over the electoral district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11732

35-65

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général-adjoint,
JACQUES LAPOINTE. { ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quant il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section 1 de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU que l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement a l'effet de décréter l'exercice de la fonction de registraire à traitement;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enre-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE, { WHEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes, 1941, Chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, may extend, by proclamation, the provisions of division 1 of this Act to any other registration division of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division has the effect of decreeing the carrying out of the duties of a salaried registrar;

WHEREAS it is expedient to extend the said legislative provisions to the registration division

gistrement de Rouville, à Marieville, à compter du 1^{er} septembre 1965, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1534, en date du 3 août 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section 1 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Rouville, à Marieville, à compter du 1^{er} septembre 1965.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

11732-o

RAYMOND DOUVILLE.

of Rouville, at Marieville, from and after September 1, 1965, and to decree that a proclamation be issued for this purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1534, dated August 3, 1965, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of division and do hereby decree and order that the provisions of division 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, Chapter 319), be extended to the registration division of Rouville, at Marieville, from and after September 1, 1965.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTI MONYWHEREOF, we have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

11732

Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Brossard

Comté de Napierville-Laprairie

Avis de correction

On est prié de noter que, dans la version française de l'avis de demande de soumissions publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 août 1965, à la page 4220, relativement à une émission de \$400,000 d'obligations, le montant de l'amortissement de capital payable le 1^{er} septembre 1966, indiqué au tableau d'amortissement, devrait se lire \$49,500, et non pas \$49,000.

Tous les autres détails contenus dans ledit avis demeurent inchangés.

Ce 16 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

ROLAND HOUDE.

2225, Boul. Lapinière,

Brossard, (Nap.-Laprairie), P.Q. 11732-o

Municipalité de Ste-Thérèse-Ouest

Comté de Terrebonne

Avis d'annulation

Avis public est par les présentes donné que l'avis publié à la page 4299 de la *Gazette officielle de Québec* du 14 août 1965, demandant des soumissions pour l'achat de \$700,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, est annulé.

Québec, le 18 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

OMER TRUDEAU.

11, rue Blainville Est,

Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q. 11816-o

Tenders

The school commissioners for the municipality of Brossard

County of Napierville-Laprairie

Notice of correction

Kindly note that, in the french version of the notice published in the *Quebec Official Gazette* of August 7, 1965, on page 4220, concerning the call for tenders for an issue of \$400,000, of bonds, the amount of capital payable on September 1, 1966, shown in the table of redemption, should read \$49,500, and not \$49,000.

All the other details contained in the said notice remain unchanged.

August 16, 1965.

ROLAND HOUDE,

Secretary-Treasurer.

2225, Boul. Lapinière,

Brossard, (Nap.-Laprairie), P.Q. 11732-o

Municipality of Ste-Thérèse West

County of Terrebonne

Notice of cancellation

Public notice is hereby given that the notice published on page 4299 of the *Quebec Official Gazette* of August 14, 1965, calling for tenders for an issue of \$700,000 of bonds of the municipality of Ste-Thérèse West, is cancelled.

Québec, August 18, 1965.

OMER TRUDEAU,

Secretary-Treasurer.

11, Blainville Street East,

Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q. 11816-o

Cité de Farnham
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Luneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, case postale 100, Farnham, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 septembre 1965, pour l'achat de \$130,000 d'obligations de la cité de Farnham, comté de Missisquoi, datées du 1er septembre 1965 et remboursables par séries du 1er septembre 1966 au 1er septembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 75 — \$14,000 — aqueduc et égouts; 79 — \$23,000 — aqueduc et égouts; 84 — \$36,500 — voirie, etc.— 87 — \$40,000 — égouts; 90 — \$16,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — \$130,000 — 20 ans
Année Capital

1er septembre 1966.....	\$ 3,000
1er septembre 1967.....	3,000
1er septembre 1968.....	3,000
1er septembre 1969.....	3,000
1er septembre 1970.....	3,000
1er septembre 1971.....	3,000
1er septembre 1972.....	3,000
1er septembre 1973.....	4,500
1er septembre 1974.....	5,000
1er septembre 1975.....	5,000
1er septembre 1976.....	5,000
1er septembre 1977.....	5,000
1er septembre 1978.....	6,000
1er septembre 1979.....	6,500
1er septembre 1980.....	6,500
1er septembre 1981.....	7,000
1er septembre 1982.....	7,000
1er septembre 1983.....	7,500
1er septembre 1984.....	7,500
1er septembre 1985.....	36,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farnham.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 septembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, case postale 100, Farnham, comté de Missisquoi, P.Q.

City of Farnham
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Luneau, secretary-treasurer, City Hall, post office box 100, Farnham, county of Missisquoi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, September 7, 1965, for the purchase of an issue of \$130,000 of bonds for the city of Farnham, county of Missisquoi, dated September 1, 1965, and redeemable serially from September 1, 1966 to September 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 75 — \$14,000 — aqueduct and sewers; 79 — \$23,000 — aqueduct and sewers; 84 — \$36,500 — roads, etc.— 87 — \$40,000 — sewers; 90 — \$16,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — \$130,000 — 20 years
Year Capital

September 1, 1966.....	\$ 3,000
September 1, 1967.....	3,000
September 1, 1968.....	3,000
September 1, 1969.....	3,000
September 1, 1970.....	3,000
September 1, 1971.....	3,000
September 1, 1972.....	3,000
September 1, 1973.....	4,500
September 1, 1974.....	5,000
September 1, 1975.....	5,000
September 1, 1976.....	5,000
September 1, 1977.....	5,000
September 1, 1978.....	6,000
September 1, 1979.....	6,500
September 1, 1980.....	6,500
September 1, 1981.....	7,000
September 1, 1982.....	7,000
September 1, 1983.....	7,500
September 1, 1984.....	7,500
September 1, 1985.....	36,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Farnham.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 7, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at City Hall, post office box 100, Farnham, county of Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham, (Comté de Missisquoi), ce 13 août 1965.

Le Secrétaire trésorier,
J. B. LUNEAU.

Hôtel de Ville, C. P. 100,
Farnham, (Missisquoi), P.Q.,
Téléphone: 293-4460, code 514. 11771-o

Municipalité de St-Donat
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules St-Georges, secrétaire-trésorier, C. P. 28, St-Donat, comté de Montcalm, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 7 septembre 1965, pour l'achat de \$64,000 d'obligations de la municipalité de St-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er septembre 1965 et remboursables par séries du 1er septembre 1966 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 70 — \$64,000 — achat de machinerie et construction d'un garage municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — \$64,000 — 10 ans

Année	Capital
1er septembre 1966.....	\$4,500
1er septembre 1967.....	5,000
1er septembre 1968.....	5,500
1er septembre 1969.....	6,000
1er septembre 1970.....	6,000
1er septembre 1971.....	6,500
1er septembre 1972.....	7,000
1er septembre 1973.....	7,500
1er septembre 1974.....	8,000
1er septembre 1975.....	8,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Donat.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 septembre 1965, à 8.30 heures du soir, à la Salle municipale, 407, rue Principale, St-Donat, comté de Montcalm.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Donat, (Comté de Montcalm), ce 13 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES ST-GEORGES.

C.P. 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q.
Téléphone: 424-2383, code 819. 11772-o

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Farnham, (County of Missisquoi) August 13, 1965.

J. B. LUNEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.O.B. 100,
Farnham, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 293-4460, code 514. 11771

Municipality of St-Donat
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules St-Georges, secretary-treasurer, P.O.B. 28, St-Donat, county of Montcalm, until 8:30 o'clock p.m. on Tuesday, September 7, 1965, for the purchase of an issue of \$64,000, of bonds for the municipality of St-Donat, county of Montcalm, dated September 1, 1965, and redeemable serially from September 1, 1966 to September 1, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 70 — \$64,000 — purchase of machinery and construction of a municipal garage.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — \$64,000 — 10 years

Year	Capital
September 1, 1966.....	\$4,500
September 1, 1967.....	5,000
September 1, 1968.....	5,500
September 1, 1969.....	6,000
September 1, 1970.....	6,000
September 1, 1971.....	6,500
September 1, 1972.....	7,000
September 1, 1973.....	7,500
September 1, 1974.....	8,000
September 1, 1975.....	8,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Donat.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 7, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, 407 Main Street, St-Donat, County of Montcalm.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Donat, (County of Montcalm), August 13, 1965.

JULES ST-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q.
Telephone: 424-2383, code 819. 11772

Municipalité de Grande-Ile

Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Claude Dupuis, secrétaire-trésorier, 196, Blvd Bord de l'Eau, Grande-Ile, (Valleyfield), comté de Beauharnois, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 septembre 1965, pour l'achat de \$87,500 d'obligations de la municipalité de Grande-Ile, comté de Beauharnois, datées du 1er septembre 1965, et remboursables par séries du 1er septembre 1966 au 1er septembre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 19 — \$87,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — \$87,500 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1966.....	\$2,500
1er septembre 1967.....	2,500
1er septembre 1968.....	2,500
1er septembre 1969.....	3,000
1er septembre 1970.....	3,000
1er septembre 1971.....	3,000
1er septembre 1972.....	3,500
1er septembre 1973.....	3,500
1er septembre 1974.....	4,000
1er septembre 1975.....	4,000
1er septembre 1976.....	4,500
1er septembre 1977.....	4,500
1er septembre 1978.....	5,000
1er septembre 1979.....	5,000
1er septembre 1980.....	5,500
1er septembre 1981.....	5,500
1er septembre 1982.....	6,000
1er septembre 1983.....	6,500
1er septembre 1984.....	6,500
1er septembre 1985.....	7,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valleyfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 septembre 1965, à 8 heures du soir, au sous-sol de l'Eglise St-Pie X, Grande-Ile, comté de Beauharnois, P.Q.

Municipality of Grande-Ile

County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Claude Dupuis, secretary-treasurer, 196 Bord de l'Eau Blvd., Grande-Ile, (Valleyfield), county of Beauharnois, P.Q. until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, September 7, 1965, for the purchase of an issue of \$87,500 of bonds for the municipality of Grande-Ile, county of Beauharnois, dated September 1, 1965, and redeemable serially from September 1, 1966, to September 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 19 — \$87,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — \$87,500 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1966.....	\$2,500
September 1, 1967.....	2,500
September 1, 1968.....	2,500
September 1, 1969.....	3,000
September 1, 1970.....	3,000
September 1, 1971.....	3,000
September 1, 1972.....	3,500
September 1, 1973.....	3,500
September 1, 1974.....	4,000
September 1, 1975.....	4,000
September 1, 1976.....	4,500
September 1, 1977.....	4,500
September 1, 1978.....	5,000
September 1, 1979.....	5,000
September 1, 1980.....	5,500
September 1, 1981.....	5,500
September 1, 1982.....	6,000
September 1, 1983.....	6,500
September 1, 1984.....	6,500
September 1, 1985.....	7,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Valleyfield.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 7, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at in the cellar of St-Pie X Church, Grande-Ile, county of Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Grande-Ile, (Comté de Beauharnois), ce 18 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-CLAUDE DUPUIS.

196, Blvd Bord-de-l'Eau,
Grande-Ile, (Valleyfield),
Comté de Beauharnois, P.Q.
Téléphone: 373-4829, code 514. 11820-0

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Grande-Ile (County of Beauharnois), August 18, 1965.

JEAN-CLAUDE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.

196 Bord-de-l'Eau Blvd.,
Grande-Ile, (Valleyfield),
County of Beauharnois, P.Q.
Telephone: 373-4829, code 514. 11820

Syndicats professionnels

Association de la construction de Québec Quebec Construction Association

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 juillet 1965, autorisé le changement de nom de « L'Association des constructeurs de Québec inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Association des constructeurs de Québec », a été autorisée le 8 janvier 1947, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Association de la construction de Québec — Quebec Construction Association », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 14 juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11775-0 4338-46

Le Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de N. D. du Rosaire

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 mai 1965, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets de Tchitagama (U.C.C.) », dont la constitution a été autorisée le 8 août 1963, et dont le siège social est situé à Notre-Dame-du-Rosaire, en celui de « Le Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de N. D. du Rosaire », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 2 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11776-0 70-63

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre Baptiste

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre Baptiste », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 juin 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Pierre-Baptiste, district judiciaire de Mégantic.

Québec, le 22 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11777-0 6-65

Professional Syndicates

Association de la construction de Québec Quebec Construction Association

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, July 12, 1965, authorized the change of name of "L'Association des constructeurs de Québec inc.", whose incorporation, under original name of "L'Association des constructeurs de Québec", has been authorized of January 8, 1947, and whose head office is situated in Québec, to that of "Association de la construction de Québec — Quebec Construction Association", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Quebec Revised Statutes, 1941, chapter 162.

Québec, July 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11775 4338-46

Le Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de N. D. du Rosaire

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 31, 1965, authorized the change of name of "Le Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de Tchitagama (U.C.C.)", the incorporation of which was authorized on August 8, 1963, and the head office of which is situated at Notre-Dame-du-Rosaire, to that of "Le Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de N. D. du Rosaire", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 162.

Québec, June 2, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11776 70-63

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre Baptiste

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre Baptiste", has been authorized by the Provincial Secretary on June 18, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Pierre-Baptiste, judicial district of Mégantic.

Québec, June 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11777 6-65

**Syndicat des travailleurs de l'industrie
du fibre de Fort Chambly, inc.**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 juillet 1965, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des employés de Bennett Limited », dont la constitution a été autorisée le 25 avril 1946, et dont le siège social est situé à Fort-Chambly, en celui de « Syndicat des travailleurs de l'industrie du fibre de Fort Chambly, inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 14 juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11817-o

1436-46

**Syndicat des travailleurs de l'industrie
du fibre de Fort Chambly, inc.**

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 12, 1965, authorized the change of name of "Le Syndicat des employés de Bennett Limited", whose incorporation has been authorized on April, 25, 1946, and whose head office is situated in Fort-Chambly, to that of "Syndicat des travailleurs de l'industrie du fibre de Fort Chambly, inc.", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act, Quebec Revised Statutes, 1941, Chapter 162.

Quebec, July 14, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11817

1436-46

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour de Magistrat, { LES COMMISSAIRES
No 16,690. { D'ÉCOLE DE LA
MUNICIPALITÉ DES

SEPT-ILES, corps politique légalement constitué ayant son siège social à Sept-Iles, district de Hauterive, demandeurs, *vs* DUMONT & DUGUAY INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles district de Hauterive.

Les lots: mille cinq cent soixante-six et mille cinq cent soixante-sept (1566, 1567) du rang deux (2) village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier.

Lot 1566: Designation, borné au nord-est par le lot 1581, au sud-est par le lot 1565, au sud-ouest par le lot 1557 (avenue) et au nord-ouest par le lot 1567; mesurant soixante-six pieds (66') de largeur par cent trente-deux pieds (132') de profondeur; contenant en superficie huit mille sept cent douze pieds carrés, M.A. (8,712' P.C.)

Lot 1567: Désignation, borné au nord-est par le lot 1580, au sud-est par le lot 1566 au sud-ouest par le lot 1557 (avenue) et au nord-ouest par le lot 1568; mesurant soixante-six pieds (66') de largeur par cent trente-deux pieds (132') de profondeur; contenant en superficie huit mille sept cent douze pieds carrés. M.A. (8,712' P.C.)

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Famille le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif,
Sept-Iles, le 9 août 1965.

GÉRARD ROY.
11773-34-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Magistrate's Court, { THE SCHOOL COM-
No. 16,690. { MISSIONERS OF
THE MUNICIPALITY

OF SEPT-ILES, body politic legally incorporated having its head office at Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiffs, *vs* DUMONT & DUGUAY INC., body politic legally incorporated having its place of business at Sept-Iles, district of Hauterive.

Lots: one thousand five hundred and sixty-six and one thousand five hundred and sixty-seven (1566, 1567) of range two (2) Sept-Iles village, on the plan and book of reference of the official cadaster for the township of Letellier.

Lot 1566: Designation, bounded on the north east by lot 1581, on the southeast by lot 1565, on the southwest by lot 1557 (avenue) and on the northwest by lot 1567; measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred and thirty-two feet (132') in depth; containing in area eight thousand seven hundred and twelve square feet, E.M. (8,712' S.F.)

Lot 1567: Designation, bounded on the north-east by lot 1580, on the southeast by lot 1566 on the southwest by lot 1557 (avenue) and on the northwest by lot 1568; measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred and thirty-two feet (132') in depth; containing in area eight thousand seven hundred and twelve square feet E.M. (8,712' S.F.)

To be sold at the parochial church door of Sainte-Famille the TWENTY-FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the afternoon.

GÉRARD ROY,

Deputy Sheriff's office,
Sept-Iles, August 9, 1965.

Deputy-Sheriff.
11773-34-2

Canada — Province de Québec
District d'HauteriveCour de Magistrat, {
No 1815. CITÉ DES SEPT-ÎLES,

corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Îles, 546 Avenue Dequen, dans le district d'Hauterive, demanderesse, et LIONEL LEBEL, demeurant à 444 avenue Dequen Sept-Îles, district d'Hauterive, défendeur.

Le lot 515, rang deux (2) village des Sept-Îles aux plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est au lot cinq cent quatre-vingt-onze (591); vers le sud-est au lot cinq cent seize (516); vers le sud-ouest à une rue; vers le nord-ouest au lot cinq cent quatorze (514); Mesurant sur ses côtés nord-est et sud-ouest une (1) chaîne; sur ses côtés sud-est et nord-ouest deux (2) chaînes. Contenant une superficie de deux (2) dixième d'acre (0.2).

Le lot 1937-1 du rang deux (2), village de Sept-Îles aux plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier. De figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot 1937-2, au sud-est par le lot 1936, au sud-ouest par les lots 1920, 1919 et 1918, au nord-ouest par le lot 1938-1; mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur, cent trois pieds et quarante-cinq centième (103.45) de profondeur; contenant en superficie sept milles sept cent cinquante-huit pieds carrés, mesure anglaise (7,758').

Le lot 1936 du rang deux (2) village des Sept-Îles aux plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier. Un rectangle borné au nord-est par l'avenue Laure, au sud-est par le lot 1935, au sud-ouest par les lots 1920 et 1921, au nord-ouest par le lot 1937. Mesurant soixante-quinze pieds de largeur et cent dix-neuf pieds et quarante-cinq centième de profondeur. Contenant en superficie huit mille neuf cent cinquante-huit pieds carrés, mesure anglaise (8,958).

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Marie Immaculée de Sept-Îles, dans le district d'Hauterive, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Député-Sherif,
Sept-Îles.GÉRARD ROY,
11821-34-2-0

HULL

Canada — Province de Québec
District de HullCour de Magistrat, {
No 48104. THOMAS MATHURIN,
plombier, domicilié à
Thurso, district de Hull,
demandeur, vs ROLAND ROUSSEAU, de
Thurso, district de Hull, défendeur.

« Un terrain connu et désigné au cadastre officiel du village de Thurso comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-seize du lot originaire numéro vingt-huit (No 28-96); avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean l'Évangéliste, dans la ville de Thurso, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Sherif,

Bureau du Sherif,
Ce 17 août 1965.R. ST-PIERRE.
11822-34-2-0Canada — Province of Quebec
District of HauteriveMagistrate's Court, {
No. 1815. CITY OF SEPT-ÎLES,

corporation legally incorporated, having its head office at Sept-Îles, 546 Dequen Avenue, in the district of Hauterive, plaintiff, and LIONEL LEBEL, living at 444 Dequen Avenue, Sept-Îles, district of Hauterive, defendant.

Lot 515, range two (2) of the village of Sept-Îles on the official plan and book of reference of the official cadastre for the township of Letellier. Of rectangular figure. Bounded on the northeast by lot five hundred and ninety-one (591); on the southeast by lot five hundred and sixteen (516); on the southwest by a street, on the northwest by lot five hundred and fourteen (514); Measuring on its north and southwest side one (1) chain; on its southeast and northwest sides two (2) chains. Containing an area of two (2) tenths of an acre (0.2).

Lot 1937-1 of range two (2) village of Sept-Îles on the official plan and book of reference of the official cadastre for the township of Letellier. Of rectangular figure, bounded on the northeast by lot 1937-2, on the southeast by lot 1936 on the southwest by lots 1920, 1919 and 1918, on the northwest by lot 1938-1; measuring seventy-five feet (75') in width, one hundred and three feet and forty-five hundredths (103.45) in depth; containing an area of seven thousand seven hundred and fifty-eight square feet English measure (7,758').

Lot 1936 of range two (2) village of Sept-Îles on the official plan and book of reference of the official cadastre for the township of Letellier. A rectangle bounded on the northeast by Laure Avenue, on the southeast by lot 1935, on the southwest by lots 1920 and 1921, on the northwest by lot 1937. Measuring seventy-five feet in width and one hundred and nineteen feet and forty-five hundredths in depth. Containing an area of eight thousand nine hundred and fifty-eight square feet English measure (8,958).

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Marie Immaculée de Sept-Îles in the district of Hauterive, the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning.

GÉRARD ROY,

Deputy Sheriff's Office,
Sept-Îles.Deputy-Sheriff.
11821-34-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of HullMagistrate's Court, {
No. 48104. THOMAS MATHURIN, plumber, do-
miciled at Thurso, district
of Hull, plaintiff, vs ROLAND ROUSSEAU, of
Thurso, district of Hull, defendant.

« A piece of land known and designated on the official cadastre of the village of Thurso as being subdivision number ninety-six of original lot number twenty-eight (No. 28-96); with buildings constructed thereon. »

To be sold at the door of the church of St. Jean l'Évangéliste, in the city of Thurso, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office,
August 17, 1965.Sheriff.
11822-34-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **RENÉ MENKES et al**,
No 658560. { demandeurs, *vs* **ÉLITE INVESTMENT COR-**
PORATION, défenderesse.

« Un certain emplacement situé au coin du chemin Kingsley et de l'avenue Ashdale, en la cité de Côte-St-Luc, province de Québec, ayant une superficie de cinquante mille deux cent quatre-vingt-huit (50,288) pieds carrés, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro cent trente-cinq du lot originaire numéro cent un (101-135) et le lot de subdivision numéro cent quatre-vingt-dix-huit du lot originaire numéro cent quatre (104-198), tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 7431, chemin Kingsley. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 16 août 1965. 11803-34-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **NORMANDIE ENTER-**
Cour Supérieure, { **PRISES INC.**, corps
Terrebonne, { légalement constitué, ayant
No 54-267. { son siège social à St-Jérôme,
district de Terrebonne, *contre* **YVES THOMP-**
SON, domicilié et demeurant au No 2088 ouest
St-Cyrille, cité de Ste-Foye, district de Québec,
et **RODRIGUE PAGEAU**, domicilié et de-
meurant au No 769 rue Cherbourg Nord, cité
de Ste-Foye, district de Québec.

« Le lot numéro trois des redivisions du lot numéro un des subdivisions du lot originaire numéro cent trente (130-1-3) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec.

« Avec la maison dessus érigée, portant le numéro civique 2088, rue St-Cyrille ouest, cité de Ste-Foy, comté de Québec, avec les installations et accessoires électriques présentement installés.

« Le lot numéro quatre-vingt-six subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (35-86) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

« Avec la maison dessus érigée, portant le numéro civique 769 rue Cherbourg Nord, cité de Ste-Foy, comté de Québec, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, comté de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 16 août 1965. 11823-34-2-o
[Première insertion: 21 août 1965.]
[Deuxième insertion: 11 septembre 1965.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: { **RENÉ MENKES et al**
No. 658560. { plaintiffs, *vs* **ÉLITE IN-**
VESTMENT CORPORA-
TION, defendant.

« A certain emplacement situated at the corner of Kingsley Road and Ashdale Avenue in the city of Côte St. Luc, Province of Quebec, having a superficial area of fifty thousand two hundred and eighty-eight (50,288) square feet, English measure, known and designated as sub-division lot number one hundred and thirty-five of the original lot number one hundred and one (101-135) and subdivision lot number one hundred and ninety-eight of the original lot number one hundred and four (104-198), all on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, bearing civic number 7431 Kingsley Road. »

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, C.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 16, 1965. 11803-34-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **NORMANDIE ENTER-**
Superior Court, { **PRISES INC.**, body
Terrebonne, { legally incorporated, having
No. 54-267. { its head office at St-Jérôme,
district of Terrebonne, *vs* **YVES THOMPSON**,
domiciled and living at 2088 St-Cyrille West,
city of Ste-Foye, district of Quebec, and **RO-**
DRIGUE PAGEAU, domiciled and living at
769 Cherbourg Street North, city of Ste-Foye,
district of Quebec.

« Lot number three of the re-divisions of lot number one of the subdivisions of original lot number one hundred and thirty (130-1-3) of the official cadastre for the parish of Ste-Foye, county of Quebec.

« With the house erected thereon, bearing civic number 2088, St-Cyrille Street West, city of Ste-Foye, county of Quebec, with the installations and electrical accessories presently installed.

« Lot number eighty-six of the subdivision of original lot number thirty-five (35-86) of the official cadastre for the parish of Ste-Foye, registration division of Quebec.

« With the house erected thereon, bearing civic number 769 Cherbourg Street North, city of Ste-Foy, county of Quebec, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of Ste-Foye, county of Quebec, the TWENTY-FOURTH day of next SEPTEMBER at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, August 16, 1965. 11823-34-2
[First insertion: August 21, 1965.]
[Second insertion: September 11, 1965.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure { **NORMANDIE ENTER-
No 53 741. PRISES INC.**, corps
légalement constitué, ayant
son siège social en la cité de Saint-Jérôme, district
de Terrebonne, demanderesse, *vs* **MAU-
RICE BELANGER**, camionneur, domicilié et
demeurant à Ste-Lucie de Doncaster, district de
Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après mentionné et appartenant
au défendeur;

« Un morceau de terre situé en la paroisse de
Ste-Lucie, dans le cinquième rang du canton
Doncaster, faisant partie du lot de terre figurant
au cadastre officiel du canton Doncaster sous le
numéro vingt-huit A (P. No 28A);

Mesurant cinquante-cinq pieds (55') de largeur
sur cent quarante pieds (140') de profondeur,
mesure anglaise.

Borné comme suit; au sud-est par le chemin
du cinquième rang du canton Doncaster; au
sud-ouest par l'emplacement d'Yvan Trempe;
au nord-est par un chemin de quinze pieds (15')
de largeur; et au nord-ouest par le terrain de
Mme Alphonsine Miron-Forget faisant partie
du même lot No 28A. »

Avec maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-
Lucie de Doncaster, comté de Terrebonne, **MER-
CREDI le VINGT-TROISIÈME** jour de SEP-
TEMBRE 1965 à **DEUX** heures de l'après-midi.
Conditions; comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **VILLENEUVE HUOT.**
Saint-Jérôme, le 11 août 1965. 11774-34-2-0

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure { **THE ROYAL TRUST
No 29774. COMPANY**, corps poli-
tique légalement constituée,
ayant son siège social et sa principale place d'affaires
à Montréal, district de Montréal, est
demanderesse, *vs* **PHILIPPE RICHER**, domicilié
à 175, rue Mauriac, à Trois-Rivières-Ouest,
district de Trois-Rivières, est, défendeur, et **LE
REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'EN-
REGISTREMENT DE TROIS-RIVIÈRES**,
est, mis-en-cause, et Me **JEAN GIROUARD**,
avocat de Trois-Rivières, district de Trois-
Rivières, *ès-qualité* de curateur au délaissement
de Philippe Richer, domicilié à 175 Mauriac,
Trois-Rivières-Ouest, district de Trois-Rivières,
est curateur au délaissement

« Un emplacement mesurant soixante-dix pieds
de largeur par une profondeur de cent huit pieds
(70' x 108') mesure anglaise, connu et désigné
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Trois-Rivières comme étant le lot quatre-vingt-
un de la subdivision officielle du lot originaire
quarante-deux (42-81) avec la maison dessus
construite, portant le No 175 de la rue Mauriac,
à Trois-Rivières-Ouest, circonstances et dépen-
dances; tel que cet immeuble est actuellement et
sujet aux conventions des parties quant à certains
travaux. »

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **NORMANDIE ENTER-
No. 53 741. PRISES INC.**, body
legally incorporated, having
its head office in the city of Saint-Jérôme, district
of Terrebonne, plaintiff, *vs* **MAURICE BELAN-
GER**, trucker, domiciled and living at Ste-
Lucie de Doncaster, district of Terrebonne,
defendant.

Notice of sale

The immoveable-hereafter-mentioned and
belonging to the defendant;

"A piece of land situated in the parish of
Ste-Lucie, in the fifth range of the township of
Doncaster, being part of the lot of land repre-
sented on the official cadastre of the township of
Doncaster under number twenty-eight A (P. No.
28A);

Measuring fifty-five feet (55') in width by one
hundred and forty feet (140') in depth, English
measure.

Bounded as follows; on the southeast by the
road of the fifth range of the township of Don-
caster; on the southwest by the emplacement of
Yvan Trempe; on the northeast by a road of
fifteen feet (15') in width; and on the northwest
by the land of Mrs. Alphonsine Miron-Forget
being part of lot No. 28A."

With house thereon constructed.

To be sold at the church door of Ste-Lucie de
Doncaster, county of Terrebonne, **WEDNES-
DAY, the TWENTY-THIRD** day of SEPTEMBER,
1965, at **TWO** o'clock in the afternoon.
Conditions; cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's office, **Sheriff.**
Saint-Jérôme, August 11, 1965. 11774-34-2

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **THE ROYAL TRUST
No. 29774. COMPANY**, body poli-
tic legally incorporated, hav-
ing its head office and its principal place of busi-
ness in Montreal, district of Montreal, is plain-
tiff, *vs* **PHILIPPE RICHER**, domiciled at 175
Mauriac Street, at Trois-Rivières West, district
of Trois-Rivières, is defendant, and **THE RE-
GISTRAR OF THE REGISTRATION DIVI-
SION OF TROIS-RIVIÈRES**, is mis-en-cause,
and Me **JEAN GIROUARD**, lawyer of Trois-
Rivières, district of Trois-Rivières, in his capacity
as curator to the surrender of Philippe Richer,
domiciled at 175 Mauriac, Trois-Rivières West,
district of Trois-Rivières, is curator to the sur-
render

"An emplacement measuring seventy feet in
width by a depth of one hundred and eight feet
(70' x 108') English Measure, known and design-
ated on the official plan and book of reference of
the parish of Trois-Rivières as being lot eighty-
one of the official subdivision of original lot forty-
two (42-81) with the house thereon constructed,
bearing No. 175 Mauriac Street, at Trois-Rivières
West, circumstances and dependencies; as
this immoveable is actually and subject to the
conventions of the parties as to certain works."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Catherine de Sienne à Trois-Rivières Ouest, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 13 août 1965. 11785-34-2-o

Le Shérif,

GUY MERCIER.

To be sold at the parochial church door of Ste-Catherine de Sienne at Trois-Rivières West, WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-five, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office
Trois-Rivières, August 13, 1965. 11785-34-2

GUY MERCIER,

Sheriff.

Avis

Village d'Ayersville

Avis est par les présentes donné qu'en date du 3 août 1965, le Conseil Municipal du village d'Ayersville a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la Corporation Municipale du village d'Ayersville et la ville de Lachute, conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13.)

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Corporation Municipale de la ville de Lachute et la Corporation Municipale du village d'Ayersville, et créant une nouvelle municipalité de cité désignée sous le nom de « Cité de Lachute ».

Le territoire de la cité de Lachute comprendra le territoire actuel de la Corporation Municipale de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

La cité de Lachute sera régie par la Loi des cités et villes et sera divisée en trois quartiers et elle sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection générale du Maire et des Échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1965.

Le Conseil de la cité de Lachute, dès la première année après la fusion et chaque année subséquente jusqu'à l'extinction de la dette appropriera à même le fonds général les montants nécessaires pour rembourser en capital et intérêts les emprunts décrétés par les règlements 183, 192, 202, 215, 221 et 226 de la ville de Lachute, ainsi que les règlements numéros 27, 34, 35, 39, 52, 57, 61, 85 et 96 de la Corporation Municipale du Village d'Ayersville.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de Ville de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Ayersville, ce 18e jour du mois d'août 1965.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation,
Municipale du village d'Ayersville,
11824-34-2-o (Signé) REMI RAYMOND.

Ville de Lachute

Avis est par les présentes donné qu'en date du 29 juillet 1965, le Conseil Municipal de la ville

Notices

Village of Ayersville

Notice is hereby given that on August the 3, 1965, the Municipal Council of the village of Ayersville passed a by-law providing to the amalgamation of the Municipal Corporation of the village of Ayersville and of the town of Lachute, according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (Bill 13.)

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patents amalgamating the Municipal Corporation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Ayersville and creating a new city known as "The City of Lachute".

The territory of the city of Lachute shall include the actual territory of the Municipal Corporation of the town of Lachute and of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

The city of Lachute shall be governed by the cities and towns Act and shall be divided into three Wards and shall be administered by a Mayor and six Aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1965.

The first year and each subsequent year after the amalgamation, until the full payment of the debt, the Municipal Council of the city of Lachute shall use the general funds of the city to reimburse in principal and interests the loans authorized by by-laws numbers 183, 192, 202, 215, 221 and 226 of the town of Lachute and also by by-laws numbers 27, 34 35, 39, 52, 57, 61, 85 and 96 of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Ayersville's Town Hall.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Ayersville, the 18th day of August 1965.

(Signed) REMI RAYMOND,
Secretary-Treasurer of the Municipal
11824-34-2-o Corporation of the village of Ayersville.

Town of Lachute

Notice is hereby given that on July the 29, 1965, the Municipal Council of the town of

de Lachute a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville, conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Corporation Municipale de la ville de Lachute et la Corporation Municipale du village d'Ayersville, et créant une nouvelle municipalité de cité désignée sous le nom de « Cité de Lachute ».

Le territoire de la cité de Lachute comprendra le territoire actuel de la Corporation Municipale de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

La cité de Lachute sera régie par la Loi des cités et villes et sera divisée en trois quartiers et elle sera administrée par un Conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1965.

Le conseil de la cité de Lachute, dès la première année après la fusion et chaque année subséquente jusqu'à l'extinction de la dette appropriera à même le fonds général les montants nécessaires pour rembourser en capital et intérêts les emprunts décrétés par les règlements 183, 192, 202, 215, 221 et 226 de la ville de Lachute, ainsi que les règlements numéros 27, 34, 35, 39, 52, 47, 61, 85 et 96 de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de Ville de la ville de Lachute.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Lachute, ce 18^{ème} jour du mois d'août 1965.

*Le Secrétaire-Trésorier,
de la Corporation Municipale,
de la ville de Lachute,*

(signé) RONALD HÉBERT.

11825-34-2-0

Lachute passed a by-law providing to the amalgamation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Ayersville, according to the voluntary amalgamation of municipalities Act. (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in council praying for the granting of letters patents amalgamating the Municipal Corporation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Ayersville and creating a new city known as "The City of Lachute".

The territory of the city of Lachute shall include the actual territory of the Municipal Corporation of the town of Lachute and of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

The city of Lachute shall be governed by the cities and towns Act and shall be divided into three wards and shall be administered by a mayor and six aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1965.

The first year and each subsequent year after the amalgamation, until the full payment of the debt, the Municipal Council of the city of Lachute shall use the general funds of the city to reimburse in principal and interests the loans authorized by by-laws numbers 183, 192, 202, 215, 221 and 226 of the town of Lachute and also by by-laws numbers 27, 34, 35, 39, 52, 57, 61, 85 and 96 of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer at Lachute Town Hall.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Lachute the 18th day of August, 1965.

(signed) RONALD HÉBERT,
*Secretary-Treasurer,
of the Municipal Corporation,
of the town of Lachute.*

11825-34-2-0

INDEX No 34

ARRÊTÉS en Conseil

1532 — Achat d'objets mobiliers livrés à des voituriers pour être délivrés en dehors de la Province de Québec et Loi de l'Impôt sur la vente en détail.....	4483
1532 — Purchase of moveable objects delivered to common carriers to be delivered outside the Province of Quebec and the Retail Sales Tax Act.....	4483
1588-A — Employés de garages, Granby.....	4474
1588-A — Garage employees, Granby.....	4474
1588-B — Meuble, Province.....	4474
1588-B — Furniture, Province.....	4474

ASSOCIATIONS Coopératives

Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative (Le) (Correction).....	4484
Centre d'Art et de Loisirs de Notre-Dame du Portage, association coopérative (Le) (Règl.-By-laws).....	4484

ORDERS in Council

COOPERATIVE Associations

AVIS

Ayersville, village (<i>Requête - Petition</i>)	4519
Chin, Sik Yang (<i>Requête - Petition</i>)	4486
Lachute, ville - town (<i>Requête - Petition</i>)	4519
Lapierre, Ambroise (<i>Requête - Petition</i>)	4486
Pantzaras, Constantin (<i>Requête - Petition</i>)	4486
Sarazin, Joseph Yvon Aldoriat (<i>Requête - Petition</i>)	4486
Shpakowsky, Paul (<i>Requête - Petition</i>)	4487
St-Romuald d'Étchemin, ville - town (<i>Requête - Petition</i>)	4484
St-Télesphore, munic. (<i>Requête - Petition</i>)	4485
Trachtenberg, Sidney (<i>Requête - Petition</i>)	4485
Tracey, Lawrence Joel (<i>Requête - Petition</i>)	4486
Terkeltaub, Gabriel (<i>Requête - Petition</i>)	4487
Terkeltaub, David Desideriu (<i>Requête - Petition</i>)	4487
Wong, Shiu Foo (<i>Requête - Petition</i>)	4487

NOTICES

CAISSES

d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'Économie des employés de Bell Asbestos (La) (<i>Form.</i>)	4488
Caisse d'Économie des employés de Canadian General Electric (La) (<i>Form.</i>)	4488
Caisse d'Économie des employés de Albert Giguère (La) (<i>Form.</i>)	4488
Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc (La) (<i>Form.</i>)	4488
Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun (La) (<i>Form.</i>)	4487

COMMISSION

Salaire minimum

Ord. 7, 1965 (<i>Erratum</i>)	4489
---------------------------------	------

COMMISSION

Minimum Wage

COMPAGNIES

Avis relatifs

à la loi des

Autorisées

à faire des affaires

COMPANIES

Notices relative

to the Act of

Licensed

to do Business

Castle Tin Mines Limited	4489
Commerce Nickel Mines Limited	4489
FRL Corporation	4490
Frito-Lay, Inc.	4490
Rancheria Mining Company Limited	4490

Chartes —

Abandon de

Decastelneau Corp.	4491
Gross & Segal Construction Col Ltd.	4491
Klaar (W.) (Canada) Ltd.	4490
Module Design Ltd.	4491
Placements Royer Limitée (Les)	4491
Sonny Go-Kart Corporation	4491
Town & Country Wear (1964) Co. Ltd.	4491

Charters —

Surrender of

Dissoutes

Dissolved

Agences B.A.B. inc.	4492
B.A.B. Agences Inc.	4492
Bowl-O-Rama Maisonneuve inc.	4492
Construction moderne, ltée (La)	4492
Glencastle Real Estate Corp.	4493
Guimond (Paul) Limited	4493
Laterrière Catering Limited	4493
Liberty Clothing Company Limited	4493
Président, inc.	4494
Wellington Adjustment Bureau Ltd.	4494

Divers

Miscellaneous

Ace Boxes Ltd. (<i>Dir.</i>)	4494
Association des Parents des Étudiants du Collège de L'Assomption (P.Q.)	
L'APÉCLA (L') (<i>Règl.- By-laws</i>)	4496

Centre d'Art Canadien inc. (Le) (<i>Dir.</i>)	4495
Club de courses Lavolette inc. (Le) (<i>Dir.</i>)	4496
Corporation du domaine Maheux (La) (<i>Règl.- By-laws</i>)	4495
Immeubles Roberge Inc. (Les) (<i>Dist.: Actif - Assets</i>)	4494
Institut des contrôleurs et des comptables d'hôpitaux de la province de Québec (<i>Règl.- By-laws</i>)	4495
Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Quebec (<i>By-laws</i>)	4495
International Trust Company (<i>Dir.</i>)	4495
Ligue d'Automobile de Québec (<i>Dir.- Règl.</i>)	4496
Quebec Motor League (<i>Dir.</i>) - (<i>By-laws</i>)	4496
Sofinac inc. (<i>Dir.</i>)	4496
Télé-Cable de Québec inc. (<i>Dir.</i>)	4495
Théâtre de la Place Ville-Marie inc. (Le) (<i>Dir.</i>)	4495
Thibaudeau Frères & Cie ltée (<i>Dir.</i>)	4496

Lettres patentes

Letters Patent

A.B.C. Asbestos cie ltée	4446
A.B.C. Asbestos Co. Ltd.	4446
Alouette Acceptance Corporation	4446
Annelise Inc.	4447
Appartements Paisley inc. (Les)	4447
Association athlétique amateur de Châteauguay (L')	4449
Association des Domaines Joyeux de St-Alexandre	4447
Atelier mécanique d'Alma ltée	4448
Autobus Gaudreault inc. (Les)	4448
Autoclub Lac St-Jean inc.	4448
Ava construction, inc.	4449
Bourassa, Gagnon et associés, inc.	4449
Carmel Saint-Joseph de Québec	4500
Champlain Car-Wash Inc.	4458
Châteauguay Amateur Athletic Association	4449
Club de baseball d'Acton Vale incorporé	4450
Club de camping et de caravanning L'naudière inc.	4450
Club de natation de Québec inc.	4451
Comité des citoyens de Granby inc (Le)	4451
Commercial & Technical Computer Services (Quebec) Limited	4451
Deejay Enterprises Ltd.	4452
Développement Tunnel inc.	4452
Dinamik construction inc.	4453
Domaines Lac Patrick inc. (Les)	4458
Éclairage technique (Canada) ltée	4453
École Française de coupe & de couture ltée	4453
Élite électrique inc.	4454
Entreprises Chabot & associés ltée (Les)	4454
Entreprises Hercules inc. (Les)	4454

Lettres patentes

(suite)

Letters Patent

(continued)

Entreprises Villeneuve inc.	4455
Fafard & Gervais inc.	4455
Ferrier construction cie ltée.	4455
Ferrier Construction Co. Ltd.	4455
Galaxie Aero Club Inc.	4456
International & Waterway Holdings Corp.	4456
Intermunicipal Realty & Development Corporation.	4456
Intra Taxi Company Ltd.	4457
J & M Construction Ltd.	4457
Lacaille (J. Guy) inc.	4457
Lake Patrick Estates Inc.	4458
Lanoix (Bernard) limitée.	4458
Lave-auto Champlain ltée.	4458
Leasehold Containers Ltd.	4459
Lemieux (Maurice) ltée.	4459
Lespérance & Guimond inc.	4460
Lubrico inc.	4460
Mansions Tourist Hotel Inc.	4460
Marché L.P. inc.	4461
Marché Montréal-Nord inc.	4461
Marché Tend inc.	4461
Menuiserie Ste-Geneviève inc.	4462
Quality Athletic Wear & Textile Printing Inc.	4462
Québec fondation et forage inc.	4462
Quebec Foundation and Drilling Inc.	4462
Quebec Swimming Club Inc.	4451
Radioton Import Ltd.	4463
Restaurant Chabanel inc.	4463
Restaurant Le Goëland inc.	4463
St-Hubert auto (Jonquière) ltée.	4464
St. Laurent Health Studio Ltd.	4464
Service des loisirs Ste-Clotilde.	4464
Shell Plumbing & Heating Inc.	4465
Silmob ltée.	4465
Société d'outillage Miel ltée.	4466
Société Rogama ltée (La).	4466
Syndicat du développement touristique de St-Alexis-des-Monts.	4466
Télé-câble régional inc.	4467
Télé-Tex Inc.	4467
Terrace Stationery Inc.	4467
Tougas (G.) inc.	4468
Trans-Canada Medical Supply Inc.	4468
Welding Overload Mobile Home Specialty Ltd.	4468

**Lettres patentes
supplémentaires****Supplementary
Letters Patent**

Acme Services & Maintenance Ltd.	4469
Aston Industries Inc.	4469
Atlas-Webster Industries Ltd.	4469
Beaver Loan Corp.	4470
Bebos (H.) Co. (Canada) Inc.	4470
Compagnie Simard limitée.	4470
Crosstown Realities (Mtl) inc.	4470
Dobbie Industries (Quebec) Limited (The).	4472
Éditions du Réveil ltée (Les).	4471
Finkel Frieberg Building Corporation.	4471
Franco-Italian Import Ltd.	4471
Hildebrand Family Investment Inc.	4471
Industries Dobbie (Québec) limitée (Les).	4472
Lambert (Théo.) inc.	4472
Martel (Jacques) ltée.	4472
Megantic Manufacturing Company.	4472
National Polyform Ltd.	4472
Plad Industries Ltd.	4473

St. Catherine St. Centre Inc. (The).	4473
Seven Up Sherbrooke ltée.	4473
Traverse Rivièr-du-Loup-St-Siméon limitée (La).	4473

Sièges sociaux**Head Offices**

Allegheny Industrial Electrical Company Inc.	4501
Allstate Enterprises Inc.	4501
Basic Foods Inc.	4501
Betty's Styles Ltd.	4496
Boîtes à Fleurs Illimitées.	4502
Carrier & Frères Construction Inc.	4502
Case (J.I.) Company.	4501
Ceilco Corp.	4497
Centre d'Accueil de Drummondville Inc. (Le).	4502
Charms Company.	4501
Climax Molybdenum (B.C.) Ltd.	4501
Club Nautique et Sportif Idéal (1965) Inc. (Le).	4503
Club Vente-Publicité de Québec.	4503
Coin de la Jeunesse Inc. (Le).	4502
Construction Aggregates Corporation.	4501
Construction Ste-Catherine Ltée.	4497
Desjardins & Frères Inc.	4497
Dorval Holdings Inc.	4497
Dufresne Construction Company Limited.	4500
Dufresne Engineering Company Limited.	4500
Elco Trading Corporation Ltd.	4501
Edifices Bretagne Inc.	4503
Federal Electric Corporation.	4501
Fidelity Holdings Inc.	4497
Flower Boxes Unlimited.	4502
Forestube Inc.	4503
Friedrich Refrigerators Incorporated.	4501
Fuelling (C.W.) Inc.	4501
Garson Homes Corporation.	4498
Garson Leaseholds Corp.	4498
Geigy Chemical Corporation.	4501
General Mills Inc.	4501
Homier Électrique Inc.	4498
Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.	4503
International Incinerators Incorporated.	4501
Jacson Development Corp.	4498
Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.	4503
Klug (John L.) Corporation (The).	4501
Koppers Products Limited.	4501
Lafortune & Gagné Limitée.	4498
Langvar Corporation.	4499
Leonard Construction Company.	4501
Lespérance & Guimond Inc.	4499
Marbre et Terrazzo Préfini de Québec Ltée.	4504
McCord Corporation.	4501
Meyer Corporation.	4504
Momic Ltd.	4504
Momic Ltée.	4504
Montroy Cloak Company Limited.	4504
Neville Chemical Company.	4501
Normanville Mining Company.	4501
Nosov-Pedskalny (Quebec) Limited.	4499
Penetryn System Inc. (The).	4501
Promotions Grand Prix Inc. (Les).	4499
Rembrandt Realities Corporation.	4499
Restaurant Le Goëland inc.	4500
Richardson-Merrell Inc.	4501
Singer Company (The).	4501
Singer Sewing Machine Company.	4501

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)	SOUMISSIONS	TENDERS
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.....	4501	Brossard, c.s.- s.c. (Correction).....	4510
Southwest Potash Corporation.....	4501	Farnham, cité - city.....	4511
Super-Affiche Inc.....	4505	Grande-Ile, munic.....	4513
Superior Show-Card Inc.....	4505	St-Donat, munic.....	4512
Terrie Corporation.....	4502	Ste-Thérèse-Ouest - West, munic. (Can- cellation).....	4510
Thermo King Corporation.....	4501		
Vibroflotation Foundation Company...	4501	SYNDICATS	SYNDICATES
Waite Lake Mines Ltd.....	4500	Professionnels	Professional
Yellow Motors Credit Corporation....	4501	Association de la construction de Québec (Nom ch.).....	4514
		Quebec Construction Association (Na- me ch.).....	4514
		Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre Bap- tiste (Const.- Inc.).....	4514
		Syndicat des travailleurs de l'industrie du fibre de Fort Chambly, inc. (Nom - Name ch.).....	4515
		Syndicat professionnel des producteurs de bleuets de N.D. du Rosaire (Le) (Nom - Name ch.).....	4514
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL		
Education	Education	SHÉRIFS	SHERIFFS
Municipalité scolaire de: School Municipality of:		Hauterive	Hauterive
Gaspesia, c.s.r.- r.s.b. (Erratum).....	4505	Sept-Iles, cité - city vs Lebel.....	4516
Ste-Rose, ville - town (Acc.- Grant.)...	4505	Sept-Iles, c.s.- s.c. vs Dumont & Du- guay Inc.....	4515
Industrie	Industry	Hull	Hull
et Commerce	and Commerce	Mathurin vs Rousseau.....	4516
Avis de pêche aux coques.....	4505		
Shell fishing notice.....	4505	Montréal	Montreal
Terres et Forêts	Lands and Forests	Menkes et al vs Elite Investment Corpo- poration.....	4517
Cadastre:	Cadastre:	Québec	Quebec
Cap-de-la-Madeleine, par.....	4506	Normandie Entreprises Inc. vs Thomp- son.....	4517
Chertsey, canton - township.....	4506	Terrebonne	Terrebonne
St-Romuald d'Etchemin, par.....	4506	Normandie Entreprises Inc. vs Bélanger	4518
St-Sauveur, par.....	4506	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Travail	Labour	Royal Trust Company (The) vs Richer et al.....	4518
Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:			
Barbers and hairdressers, Hull (Notice). 4507			
Barbiers et coiffeurs, Hull (Avis)..... 4507			
NOMINATIONS	APPOINTMENTS		
Divers.....	4509		
Miscellaneous.....	4509		
PROCLAMATION	PROCLAMATION		
Bureau de division d'enregistrement de Rouville, à Marieville.....	4509		
Registry Office of Rouville, at Marie- ville.....	4509		

